



MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes
publics
de l'ONTARIO**

2008-2009

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1





MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes
publics
de l'ONTARIO**

2008-2009

ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES

Volume **1**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-24
Fonds ontarien d'initiative	1-27

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires autochtones	2-1
Affaires civiques et Immigration	2-7
Affaires municipales et Logement	2-19
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2-31
Bureau de l'Assemblée législative	2-43
Bureau du Conseil des ministres	2-51
Bureau du directeur général des élections	2-57
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-63
Bureau du vérificateur général	2-67
Cabinet du Premier ministre	2-71
Culture	2-77
Développement du Nord et Mines	2-91
Développement économique et Commerce	2-101
Éducation	2-109
Énergie	2-119
Environnement	2-127
Finances	2-139
Formation, Collèges et Universités	2-157
Office des affaires francophones	2-169
Ombudsman Ontario	2-177
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	2-183
Procureur général	2-189
Promotion de la santé	2-205
Recherche et Innovation	2-211
Renouvellement de l'infrastructure publique	2-219
Revenu	2-227
Richesses naturelles	2-233
Santé et Soins de longue durée	2-249
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-277
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-299
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	2-309
Services sociaux et communautaires	2-333
Tourisme	2-341
Transports	2-351
Travail	2-367

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Titres Émis	3-3
Remboursement de la dette	3-10
Sommaire de l'encours de la dette	3-16
Encours de la dette	3-19
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-46

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements	4-3
Fonds et autre passif	4-11
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-15
Créances exigibles de la Couronne	4-19

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2008-2009 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des Organismes de services du gouvernement et Entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Vient ensuite, aux pages 2-1 à 2-379, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les cinq états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sur les crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

On trouvera ci-après un aperçu des dépenses par catégories de dépenses :

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Immobilisations corporelles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et d'ouvrages et l'achat de terrains.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/budget/paccts/index.html.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/french/budget/estimates/index.html.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/budget/finances/index.html.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html.

NOTA

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.serviceontario.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.serviceontario.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes – Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2009	2008
	\$	\$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	24 727 205 577	24 537 578 718
Taxe de vente au détail.....	17 267 274 056	16 975 517 192
Impôt sur les sociétés.....	6 748 142 080	12 989 669 963
Impôt-santé des employeurs.....	4 616 625 086	4 605 168 014
Contribution-santé de l'Ontario.....	2 775 724 100	2 712 895 911
Taxe sur l'essence.....	2 322 953 516	2 360 501 746
Taxe sur le tabac.....	1 043 538 548	1 127 204 074
Droits de cession immobilière.....	1 008 365 545	1 350 727 289
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).....	830 000 000	546 000 000
Taxe sur les carburants.....	698 002 987	733 289 212
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	131 565 490	113 858 883
Impôt sur l'administration des successions.....	106 767 895	106 442 923
Impôt sur les bénéfices miniers.....	72 903 583	231 402 661
Redevances sur les revenus bruts - Élément <i>impôt foncier</i>	32 487 331	20 755 117
Taxe sur le pari mutuel.....	5 636 873	5 619 547
Impôt foncier provincial.....	4 561 069	12 323 151
Impôt calculé sur la superficie en acres - <i>Loi sur les mines</i>	2 856 205	2 051 175
Commission des sports professionnels.....	7 971	30 861
Droits de succession.....	0	513 803
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	62 394 617 912	68 431 550 240

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 974 368 381 \$ en 2007-2008 et 1 040 664 334 \$ en 2008-2009. Les recettes de l'Ontario provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 690 132 \$ en 2007-2008 et de 8 797 801 \$ en 2008-2009. En 2005-2006, le gouvernement fédéral a commencé à imposer des frais à la province pour couvrir les coûts d'administration du régime ontarien d'impôt calculé sur le revenu des particuliers (ICSR). Les recettes provenant de cet impôt sont également nettes des frais d'administration de l'ICSR, qui totalisaient 4 444 212 \$ en 2007-2008 et 4 434 856 \$ en 2008-2009.

En 2007, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 35 488 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 35 488 \$ à 70 976 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 70 976 \$. En 2008, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 36 020 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 36 020 \$ à 72 041 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 72 041 \$. En 2009, les taux d'imposition de l'Ontario sont les suivants : 6,05 % sur les revenus imposables de moins 36 848 \$; 9,15 % sur les revenus imposables de 36 848 \$ à 73 698 \$; et 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 73 698 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 \$) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2007, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 100 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 172 \$. En 2008, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 162 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 249 \$. En 2009, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 257 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 370 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2007, le montant déterminant de base est de 198 \$, auquel on ajoute 365 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2008, le montant déterminant de base est de 201 \$, auquel on ajoute 370 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2009, le montant déterminant de base est de 205 \$, auquel on ajoute 379 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 \$, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %; toutefois, les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance-vie et d'assurance maladie individuelles ainsi que les réparations et les remplacements effectués sous garantie sont exemptés. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 \$ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 \$ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux général d'imposition des bénéfices des sociétés est de 14 %. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux moindre (12 %). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %. Le montant de cette réduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 500 000 \$ et 1 500 000 \$. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits d'impôt remboursables sont les suivants : (i) innovation, (ii) éducation coopérative, (iii) formation à l'apprentissage, (iv) production cinématographique et télévisuelle, (v) maisons d'édition, (vi) animation informatique et effets spéciaux, (vii) entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) services de production, (ix) produits multimédias interactifs numériques et (x) enregistrement sonore. La province offre d'autres incitatifs fiscaux pour la recherche-développement et certaines activités du secteur des ressources.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident et d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires est de 0,225 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux sont les suivants : 0,45 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,675 % sur tout montant excédentaire. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,54 %. L'impôt sur le capital des sociétés se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1^{er} janvier 2007. En vertu du plan d'élimination de l'impôt sur le capital prescrit par la loi, le taux d'impôt sur le capital sera réduit d'un tiers le 1^{er} janvier 2010 pour les sociétés qui paient encore un impôt sur le capital et l'impôt sur le capital sera éliminé pour toutes les entreprises à partir du 1^{er} juillet 2010.

Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises ontariennes au titre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 \$ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé et leurs entités connexes est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 31 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$.

L'Ontario perçoit un impôt de 10 % sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'extraction de minerais, à l'exclusion des diamants. Les mines éloignées sont admissibles à un taux minier réduit de 5 %. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-15).

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 11,4 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 7,3 milliards de dollars. En 2008-2009, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario sont passés de 63 millions de dollars à 2 776 millions de dollars, pour une hausse de 2 713 millions de dollars par rapport à 2007-2008. Au cours de la même période, les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé sont passées de 2 629 millions de dollars à 40 747 millions de dollars, en hausse de 38 118 millions de dollars par rapport à 2007-2008.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2008-2009, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 776 millions de dollars, ce qui représente 6,8% des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé, qui se chiffrent à 40 747 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2007-2008 étaient 2 713 millions de dollars, soit 7,1 % des 38 118 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2007-2008 et en 2008-2009 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses		
(En millions de dollars)	2008-2009 6,8 %	2007-2008 7,1 %
Hôpitaux*	1 266	1 237
Assurance-santé de l'Ontario	618	577
Foyers de soins de longue durée	203	198
Programmes de médicaments de l'Ontario	211	205
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	191	187
Santé publique, ministère de la Promotion de la santé et autres	287	309
Total	2 776	2 713

* Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux. Les catégories de dépenses restantes ont fait l'objet d'un redressement afin d'exclure le transfert de subventions aux hôpitaux.

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$, 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.-

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	2009	2008
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	8 942 366 681	8 486 603 125
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	4 078 852 945	3 778 333 930
Entente sur le développement du marché du travail.....	604 108 872	587 208 895
Logement social	519 829 729	524 652 435
Transfert pour la réduction des temps d'attente	234 690 902	468 389 791
écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	195 411 075	194 928 966
Services de bien-être aux Autochtones.....	188 590 441	185 985 534
Programmes d'infrastructure.....	151 073 143	206 727 140
Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés.....	150 000 000	250 000 000
Fiducie pour le développement communautaire.....	118 947 471	0
Fiducie – Infrastructure du transport en commun.....	117 453 297	117 161 985
Entente sur le marché du travail	117 415 000	0
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, 2008	97 318 298	0
Incitatif – impôt sur le capital.....	87 000 000	83 000 000
Expansion du bilinguisme	84 535 092	97 047 406
Fiducie – Logement abordable	78 302 198	117 161 985
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 477	76 411 477
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	68 470 358	68 309 655
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	65 823 972	63 834 674
Aide juridique – Droit criminel	50 012 092	50 500 000
Aide financière aux étudiants	45 275 247	47 333 434
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH.....	39 082 215	38 985 793
Fonds de recrutement de policiers	31 040 000	0
Fiducie – Logement des Autochtones hors-réserve.....	26 748 613	26 748 613
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	16 101 575	16 562 700
Fiducie de transition	0	574 000 000
Fiducie – Infrastructure en matière d'éducation postsecondaire	0	195 269 974
Places en garderie.....	0	97 464 483
Autres	406 212 058	244 152 740
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	16 591 072 751	16 596 774 735

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. En 2008-2009, le montant de ce transfert aux provinces et territoires s'est élevé à 22,6 milliards de dollars. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. En 2008-2009, 10,5 milliards de dollars ont été affectés à ce titre aux provinces et aux territoires. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

Le 21 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Grâce à l'EDMT, le gouvernement fédéral transfère les fonds réservés au régime d'assurance-emploi (partie II) à l'Ontario, ainsi que tous les fonds supplémentaires destinés à la rémunération du personnel et à l'administration.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Dans le budget fédéral de 2007, le gouvernement a annoncé la création de l'écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques. Cette initiative sera dotée de 1,5 milliard de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront répartis entre les provinces et les territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les projets qui aboutiront à une réduction des gaz à effet de serre et de la pollution. Le gouvernement fédéral a versé les fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et le gouvernement provincial les comptabilise conformément au calendrier de prélèvements des fonds fourni par le gouvernement fédéral.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

En octobre 2006, l'Ontario et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente pour le transfert de l'administration de l'impôt des sociétés à l'Agence du revenu du Canada. Aux termes du protocole d'entente, le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir 400 millions de dollars à l'Ontario pour faciliter la transition à une administration unique de l'impôt des sociétés. La province a reçu 250 millions de dollars en 2007-2008 et 150 millions de dollars en 2008-2009 à l'égard de cet engagement.

Le 10 janvier 2008, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de constituer une fiducie pour le développement communautaire pour appuyer les initiatives provinciales et territoriales visant à aider les travailleurs et les collectivités faisant face à divers problèmes liés à la volatilité des marchés. Cette fiducie, dotée de 1 milliard de dollars à l'échelle nationale, s'étalera sur trois ans. Un montant de base de 10 millions de dollars est affecté à chaque province. Chaque territoire reçoit un montant de base de 3 millions de dollars. Le solde des fonds prévus est réparti proportionnellement à la population de la province ou du territoire visé. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 900 millions de dollars sur trois ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements en capitaux dans l'infrastructure du transport en commun y compris le transport rapide, les autobus urbains, les systèmes de transport intelligent, les voies réservées aux véhicules à occupation multiple et les voies cyclables. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

Dans son budget de 2008, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 500 millions de dollars sur deux ans (2008-2009 et 2009-2010) à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements en capitaux dans l'infrastructure du transport en commun y compris le transport rapide, les autobus urbains, les systèmes de transport intelligent, les voies réservées aux véhicules à occupation multiple et les voies cyclables. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

En 2007, dans son budget, le gouvernement fédéral a annoncé la création d'un incitatif financier destiné aux provinces qui réduisent ou éliminent l'impôt sur le capital. Grâce à cet incitatif, les provinces toucheront des revenus supplémentaires provenant de l'impôt fédéral sur les sociétés par suite des déductions de l'impôt provincial sur les sociétés intervenues après le 18 mars 2007 et avant le 1^{er} janvier 2011.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement abordable, d'une valeur de 800 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements destinés à accroître le parc de logements abordables, y compris le logement de transition et le logement avec services de soutien. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients, d'une valeur de 612 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les garanties de délai d'attente pour les patients dans des domaines comme le traitement du cancer, les chirurgies cardiaques, l'imagerie diagnostique, le remplacement d'une articulation et le rétablissement de la vue. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH), d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer l'achat de vaccins contre le VPH qui seront utilisés dans un programme de vaccination contre le virus du papillome humain financé par l'État. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers, doté de 400 millions de dollars, dans son budget de 2008. Les fonds prévus seront répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant. Le Fonds vise à appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne à l'échelle du pays qui seront affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve, d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués selon la part de la population d'Autochtones hors-réserve d'une province ou d'un territoire. La fiducie vise l'augmentation du parc de logements locatifs et l'accroissement des possibilités d'accession à la propriété pour les Autochtones hors-réserve. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) paiement de 13 805 550 \$ au titre du Programme de transition relatif aux vergers et vignobles;
- b) paiement de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux totalisant 6 500 822 \$;
- c) subsides annuels de 7 999 827 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*; et
- d) des intérêts de 82 494 \$ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

	2009	2008
	\$	\$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	1 921 601 620	1 856 491 300
Régie des alcools de l'Ontario.....	1 409 989 000	1 374 357 000
Hydro One Incorporated.....	530 000 000	407 000 000
Ontario Power Generation Incorporated	182 841 000	807 000 000
Autres entreprises publiques	(2 214 062)	(8 205 388)
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES.....	4 042 217 558	4 436 642 912

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) organise des loteries et exploite des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans divers hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 110 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 39 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

La province consolide de deux manières différentes les revenus provenant des quatre casinos dans des complexes de villégiature exploités par la SLJO. Premièrement, elle consolide 20 % des revenus de jeu générés par les casinos suivants : Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama. Deuxièmement, elle consolide le revenu gagné net de la SLJO provenant de Caesars Windsor, Casino Niagara et Niagara Fallsview Casino Resort. Les produits servent à financer des priorités générales du gouvernement comme les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. Les revenus nets provenant de Casino Rama sont versés aux Premières nations de l'Ontario et ne sont pas inclus dans le montant indiqué dans le présent document.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	733 302 284	553 444 584
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 033 915 295	1 051 033 105
Revenus de la Régie des alcools de l'Ontario	468 023 887	475 324 099
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	55 123 202	51 541 434
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	43 835 361	44 537 928
Revenus tirés des jeux	32 133 216	30 654 339
Air pur Ontario	31 882 985	31 376 991
Constitutions en société.....	20 613 421	23 115 711
Enreg. des actes/ <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> ..	684 889	3 603 352
Autres	489 961 481	483 176 228
Total des droits, permis et autorisations	2 176 173 737	2 194 363 187
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	135 437 357	122 252 668
Droits sur le bois de la Couronne	31 555 326	38 491 464
Teranet – Redevances, FIEF	15 000 000	15 000 000
Autres	22 527 616	17 203 213
Total, redevances.....	204 520 299	192 947 345
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	331 380 650	408 217 877
Remboursement des dépenses	1 379 327 327	1 463 963 766
Amendes et pénalités.....	38 983 380	32 632 186
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	970 000 000	982 000 000
Ventes d'électricité.....	953 000 000	929 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	373 000 000	398 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	133 173 000	134 549 000
Divers	151 192 819	368 204 897
Total, divers.....	2 580 365 819	2 811 753 897
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	7 444 053 496	7 657 322 842

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 \$ et 2 722 \$. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment les permis de vente d'alcool, les permis minibar, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les droits liés au programme Air pur Ontario sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule. De plus, des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes, sont imposés aux garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2008-2009 étaient de 3,92 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et la réduction sur trois ans des droits minimaux pour le bouleau blanc à partir de 2006-2007. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 12,00 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'inventaire des ressources forestières ont été affectés au Fonds de réserve forestier. Cette mesure a eu des incidences sur le prix du bois et le montant des droits de coupe prélevés. En 2008-2009, soit 1,04 \$ soit 0,59 \$ étaient déduits, compte tenu des groupes d'essence et des produits manufacturés et mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'inventaire des ressources forestières jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois que le niveau de 10 millions de dollars a été atteint, les droits liés à l'inventaire des ressources forestières ont été fixés à zéro, ce qui s'est produit pour un mois seulement (mars 2009). La déduction au titre de l'inventaire des ressources forestières n'a eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de leur consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

Les revenus tirés des ventes d'électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité achetée à des producteurs indépendants et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle gère le réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2009	2008
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES	90 471 961 717	97 122 290 729

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	443	-
Affaires civiles et Immigration	-	933 268	-	-	551 754	-
Affaires municipales et Logement	-	573 440 080	-	119 468 436	11 423 124	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	86 757 602	-	40 086	414 416	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	26 568	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	793	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Culture	-	3 210 938	-	-	642	-
Développement du Nord et Mines	2 856 205	-	-	-	1 576 420	1 840
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-	928	-
Éducation	-	61 436 958	-	-	229 076	-
Énergie	-	-	-	-	231 834	-
Environnement	-	-	-	-	45 999 982	-
Finances	27 742 619 642	14 273 766 374	325 765 000	143 518 350	146 900 344	33 413
Formation, Collèges et Universités	-	808 183 761	-	548 233	7 831 481	38 235
Office des affaires francophones	-	1 579 548	-	-	5	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	-	-	-	-	18 505	-
Procureur général	-	57 096 245	-	42 359 154	79 567 348	37 272 663
Promotion de la santé	-	736 488	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	229	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	3 300 573 620	807 616	4 338	-
Revenu	33 819 134 094	-	-	2 294 276	626 992	-
Richesses naturelles	-	8 745 465	-	2 181 025	7 167 535	346 214
Santé et Soins de longue durée	-	81 199 662	-	15 127 558	8 537 024	4 078
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	36 711 294	-	291 030 820	20 242 109	585
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	176 955 144	-	-	134 858	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	7 971	163 657	-	-	612 322 057	-
Services sociaux et communautaires	-	115 599 890	-	650 410 624	1 840 040	-
Tourisme	-	1 040 757	-	-	1 089 206	-
Transports	-	22 204 049	-	-	1 039 355 220	444 839
Travail	-	5 219	-	93 836 781	400 196	270 013
Total avant la consolidation	61 564 617 912	16 309 766 399	3 626 338 620	1 361 622 959	1 986 493 467	38 411 880
Redressements de consolidation et autres	830 000 000	281 306 352	415 878 938	17 704 368	189 680 270	571 500
Selon les états financiers consolidés	62 394 617 912	16 591 072 751	4 042 217 558	1 379 327 327	2 176 173 737	38 983 380

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2009

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	105 266	-	105 709	Affaires autochtones
-	-	325 091	54	1 810 167	Affaires civiques et Immigration
5 045 768	-	614 463	138 368	710 130 239	Affaires municipales et Logement
20 811 327	-	50 862 659	160 504	159 046 594	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
50 663	-	67 698	1 071	146 000	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	-	793	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	56 551	56 551	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Bureau du vérificateur général
-	-	-	-	-	Cabinet du Premier ministre
-	-	21 228	71	3 232 879	Culture
479 137	2 510 871	576 268	955 561	8 956 302	Développement du Nord et Mines
-	8 457 281	5 444 220	109 018	14 011 447	Développement économique et du Commerce
584 427	-	2 379 153	44 774	64 674 388	Éducation
-	-	176 192	98 996	507 022	Énergie
107 951	-	1 650 765	11 047	47 769 745	Environnement
-	15 000 000	3 039 165	14 754 871	42 665 397 159	Finances
-	-	19 357 827	8 767 318	844 726 855	Formation, Collèges et Universités
-	-	1 027	-	1 580 580	Office des affaires francophones
-	-	28 075	42 181	70 256	Ombudsman Ontario
-	-	27 790	501	46 796	Petites Entreprises et Entrepreneurat
543 155	-	20 471 632	97 465 787	334 775 984	Procureur général
-	-	3 506 352	-	4 242 840	Promotion de la santé
-	-	172 269	285 384	457 882	Recherche et Innovation
95 047 279	-	251 294	2 899 419	3 399 583 566	Renouvellement de l'infrastructure publique
37 877	-	20 627 432	847 377	33 843 568 048	Revenu
11 623 520	176 788 616	1 430 019	600 321	208 882 715	Richesses naturelles
-	-	125 461 013	152 716	230 482 051	Santé et Soins de longue durée
612 350	613 112	2 385 921	900 890	352 497 081	Sécurité communautaire et Services correctionnels
5 743	-	25 379 165	9 767	202 484 677	Services à l'enfance et à la jeunesse
3 714 424	-	1 982 208	3 922 275	622 112 592	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
9 063	-	13 949 613	2 065 314	783 874 544	Services sociaux et communautaires
37 804	22	130 119	-	2 297 908	Tourisme
7 816 131	4 388	30 931 594	246 072	1 101 002 293	Transports
64 115	-	25 132	590 586	95 192 042	Travail
146 590 734	203 374 290	331 380 650	135 126 794	85 703 723 705	
586 711 550	1 146 009	-	2 445 239 025	4 768 238 012	
733 302 284	204 520 299	331 380 650	2 580 365 819	90 471 961 717	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	11 260 103	1 313 288	1 169 650	15 552 640	1 548 748
Affaires civiques et Immigration	22 803 972	2 942 320	1 339 428	18 426 956	821 882
Affaires municipales et Logement	54 457 736	7 738 902	2 781 533	58 908 231	1 483 719
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	69 989 093	10 482 424	6 008 203	40 955 341	3 693 530
Bureau de l'Assemblée législative	73 075 075	17 007 460	7 330 160	40 461 650	11 540 460
Bureau du Conseil des ministres	19 355 342	2 276 988	1 188 105	5 737 157	652 747
Bureau du directeur général des élections	5 765 972	1 396 018	25 855	207 525	16 195
Bureau du lieutenant-gouverneur	678 716	71 354	51 212	257 251	81 531
Bureau du vérificateur général	8 680 032	2 011 038	332 043	3 163 687	447 023
Cabinet du Premier ministre	2 408 761	279 740	144 120	53 812	5 990
Commerce international et de l'Investissement	-	-	-	-	-
Culture	9 970 603	1 171 432	417 625	2 982 383	243 276
Développement du Nord et Mines	28 871 990	4 254 053	2 853 321	43 798 172	3 752 578
Développement économique et du Commerce	26 859 828	3 150 874	3 551 763	50 967 970	1 579 385
Développement économique	-	-	-	-	-
Éducation	120 852 504	16 191 751	13 715 527	85 268 734	8 915 427
Énergie	12 977 122	1 515 251	574 274	9 755 529	447 453
Énergie et Infrastructure	-	-	-	-	-
Environnement	165 477 968	23 532 496	6 620 670	109 526 825	11 167 526
Finances	75 942 973	12 487 685	3 845 347	118 808 873	4 103 375
Formation, Collèges et Universités	83 091 453	11 850 963	5 952 349	61 346 998	5 057 064
Office des affaires francophones	2 039 845	223 224	225 980	2 583 528	53 531
Ombudsman Ontario	6 217 870	1 521 533	335 601	1 551 907	403 289
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	8 907 060	1 131 246	656 053	7 940 518	336 500
Petites Entreprises et Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Procureur général	593 651 133	72 670 747	25 573 104	262 508 649	21 133 501
Promotion de la santé	11 458 491	1 505 397	869 134	15 880 785	870 770
Recherche et Innovation	11 532 825	1 299 523	777 554	7 011 054	464 175
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 509 860	1 759 799	848 432	166 468 717	307 856
Revenu	151 963 935	24 594 762	11 889 953	56 202 628	4 016 545
Richesses naturelles	201 973 359	32 527 296	16 014 145	225 849 174	43 039 219
Santé et Soins de longue durée	332 158 493	56 375 331	30 323 477	310 142 865	56 946 681
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 237 354 945	174 088 823	49 345 453	369 197 106	174 121 159
Services à l'enfance et à la jeunesse	179 939 197	29 475 093	8 801 399	51 130 907	16 717 362
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	426 341 576	1 155 610 775	11 847 542	280 972 425	43 263 031
Services gouvernementaux	-	-	-	-	-
Services sociaux et communautaires	262 352 673	57 664 879	15 494 387	113 968 149	9 694 241
Tourisme	12 821 784	1 734 911	687 135	12 981 981	2 403 971
Transports	198 974 787	32 155 407	13 910 876	396 088 750	60 080 964
Travail	97 846 338	13 434 539	7 456 212	39 831 690	3 874 957
	4 541 563 414	1 777 447 322	252 957 622	2 986 490 567	493 285 661
Reclassification des dépenses**	103 959 916	10 823 313	37 226 935	(152 677 281)	667 117
Total avant la consolidation	4 645 523 330	1 788 270 635	290 184 557	2 833 813 286	493 952 778
Redressements de consolidation et autres	869 404 418	150 674 559	110 481 513	426 231 463	533 862 970
Selon les états financiers consolidés	5 514 927 748	1 938 945 194	400 666 070	3 260 044 749	1 027 815 748

* On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2008-2009 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2009

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères ²	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
24 514 068	-	55 358 497	-	-	55 358 497	Affaires autochtones
97 955 436	-	144 289 994	(55 023 943)	-	89 266 051	Affaires civiles et Immigration
734 999 887	3 075 000	863 445 008	(107 691 331)	-	755 753 677	Affaires municipales et Logement
564 822 076	25 122	695 975 789	194 483 734	-	890 459 523	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	149 676 805	(3 500 886)	-	146 175 919	Bureau de l'Assemblée législative
1 823 135	-	31 033 474	-	-	31 033 474	Bureau du Conseil des ministres
-	10 526 496	17 938 061	(346 578)	-	17 591 483	Bureau du directeur général des élections
-	151 000	1 291 064	-	-	1 291 064	Bureau du lieutenant-gouverneur
50 000	-	14 683 823	(621 302)	-	14 062 521	Bureau du vérificateur général
-	-	2 892 423	-	-	2 892 423	Cabinet du Premier ministre
-	-	-	12 449 000	50 257 633	62 706 633	Commerce international et de l'Investissement
295 864 619	-	310 649 938	69 988 168	-	380 638 106	Culture
126 198 560	163 677 530	373 406 204	117 110 400	-	490 516 604	Développement du Nord et Mines
116 408 661	2 807 184	205 325 665	-	(205 325 665)	-	Développement économique et du Commerce
-	-	-	-	155 068 032	155 068 032	Développement économique
12 901 231 065	14 786 531	13 160 961 539	54 468 996	-	13 215 430 535	Éducation
70 914 949	-	96 184 578	-	(96 184 578)	-	Énergie
-	-	-	(72 780 888)	335 418 930	262 638 042	Énergie et Infrastructure
27 353 230	84 632 251	428 310 966	4 795 000	-	433 105 966	Environnement
1 048 887 522	7 781 583 014	9 045 658 789	2 146 067 688	(17 442 869)	11 174 283 608	Finances
6 132 644 178	30 235 719	6 330 178 724	(254 775 198)	-	6 075 403 526	Formation, Collèges et Universités
124 000	-	5 250 108	-	-	5 250 108	Office des affaires francophones
-	-	10 030 200	(418 586)	-	9 611 614	Ombudsman Ontario
11 177 042	12 525	30 160 944	-	(30 160 944)	-	Petites Entreprises et Entrepreneurat
-	-	-	-	45 054 395	45 054 395	Petites Entreprises et Services aux consommateurs
386 389 601	232 098 228	1 594 024 963	68 321 000	-	1 662 345 963	Procureur général
359 765 463	-	390 350 040	(8 802 178)	-	381 547 862	Promotion de la santé
400 154 385	-	421 239 516	(125 777 206)	-	295 462 310	Recherche et Innovation
55 194 359	1 039 629	239 128 652	-	(239 128 652)	-	Renouvellement de l'infrastructure publique
187 301 827	104 006 223	539 975 873	-	17 442 869	557 418 742	Revenu
94 988 858	34 659 355	649 051 406	131 203 070	-	780 254 476	Richesses naturelles
39 999 305 204	9 281 100	40 794 533 151	(429 902 080)	-	40 364 631 071	Santé et Soins de longue durée
141 498 122	9 325 222	2 154 930 830	(12 847 911)	-	2 142 082 919	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 754 618 576	108 238 601	4 148 921 135	(92 701 083)	-	4 056 220 052	Services à l'enfance et à la jeunesse
112 200	72 657 545	1 990 805 094	-	(1 990 805 094)	-	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	-	-	(52 183 315)	1 975 805 943	1 923 622 628	Services gouvernementaux
7 526 088 783	30 430 136	8 015 693 248	(18 115 994)	-	7 997 577 254	Services sociaux et communautaires
86 925 501	-	117 555 283	67 569 313	-	185 124 596	Tourisme
1 206 213 863	453 846 593	2 361 271 240	(317 159 544)	-	2 044 111 696	Transports
40 000	272	162 484 008	14 769 406	-	177 253 414	Travail
76 353 827 170	9 147 095 276	95 552 667 032	1 328 577 752	-	96 881 244 784	
-	-	-	-	-	-	
76 353 827 170	9 147 095 276	95 552 667 032	1 328 577 752	-	96 881 244 784	
(2 755 095 128)	1 993 017 957					
73 598 732 042	11 140 113 233				96 881 244 784	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	11 260 103	1 313 288	1 169 650	15 552 640	1 548 748
Affaires civiles et Immigration	22 803 972	2 942 320	1 339 428	18 426 956	821 882
Affaires municipales et Logement	54 457 736	7 738 902	2 781 533	58 908 231	1 483 719
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	69 989 093	10 482 424	6 008 203	40 955 341	3 693 530
Bureau de l'Assemblée législative	73 075 075	17 007 460	7 330 160	40 461 650	11 540 460
Bureau du Conseil des ministres	19 355 342	2 276 988	1 188 105	5 737 157	652 747
Bureau du directeur général des élections	5 765 972	1 396 018	25 855	207 525	16 195
Bureau du lieutenant-gouverneur	678 716	71 354	51 212	257 251	81 531
Bureau du vérificateur général	8 680 032	2 011 038	332 043	3 163 687	447 023
Cabinet du Premier ministre	2 408 761	279 740	144 120	53 812	5 990
Commerce international et de l'Investissement	-	-	-	-	-
Culture	9 970 603	1 171 432	417 625	2 982 383	243 276
Développement du Nord et Mines	28 871 990	4 254 053	2 835 416	21 957 958	2 764 809
Développement économique et du Commerce	26 859 828	3 150 874	3 551 763	50 967 970	1 579 385
Développement économique	-	-	-	-	-
Éducation	120 852 504	16 191 751	13 715 527	85 268 734	8 915 427
Énergie	12 977 122	1 515 251	574 274	9 755 529	447 453
Énergie et Infrastructure	-	-	-	-	-
Environnement	165 477 968	23 532 496	6 620 670	109 526 825	11 167 526
Finances	75 942 973	12 487 685	3 845 347	118 808 873	4 103 375
Formation, Collèges et Universités	83 091 453	11 850 963	5 952 349	61 346 998	5 057 064
Office des affaires francophones	2 039 845	223 224	225 980	2 583 528	53 531
Ombudsman Ontario	6 217 870	1 521 533	335 601	1 551 907	403 289
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	8 907 060	1 131 246	656 053	7 940 518	336 500
Petites Entreprises et Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Procureur général	593 651 133	72 670 747	25 573 104	262 508 649	21 133 501
Promotion de la santé	11 458 491	1 505 397	869 134	15 880 785	870 770
Recherche et Innovation	11 532 825	1 299 523	777 554	7 011 054	464 175
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 509 860	1 759 799	848 432	71 754 661	307 856
Revenu	151 963 935	24 594 762	11 889 953	56 202 628	4 016 545
Richesses naturelles	201 973 359	32 527 296	15 647 408	196 809 115	28 737 790
Santé et Soins de longue durée	332 158 493	56 375 331	30 323 477	310 142 865	56 946 681
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 237 354 945	174 088 823	49 345 453	307 666 326	173 140 086
Services à l'enfance et à la jeunesse	179 939 197	29 475 093	8 801 399	51 130 907	16 717 362
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	426 341 576	1 155 610 775	11 845 844	171 916 645	43 255 594
Services gouvernementaux	-	-	-	-	-
Services sociaux et communautaires	262 352 673	57 664 879	15 494 387	113 968 149	9 694 241
Tourisme	12 821 784	1 734 911	687 135	7 982 000	1 082 844
Transports	193 951 621	31 422 515	13 440 178	345 443 851	59 310 991
Travail	97 846 338	13 434 539	7 456 212	39 831 690	3 874 957
	4 536 540 248	1 776 714 430	252 100 584	2 614 664 798	474 916 853
Reclassification des dépenses**	103 959 916	10 823 313	37 226 935	(152 677 281)	667 117
Total avant la consolidation	4 640 500 164	1 787 537 743	289 327 519	2 461 987 517	475 583 970

* On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2008-2009 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2009

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères ²	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
20 514 068	-	51 358 497	-	-	51 358 497	Affaires autochtones
97 955 436	-	144 289 994	(55 023 943)	-	89 266 051	Affaires civiles et Immigration
635 891 540	75 000	761 336 661	(107 480 717)	-	653 855 944	Affaires municipales et Logement
400 081 077	25 122	531 234 790	194 357 444	-	725 592 234	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	149 676 805	(3 500 886)	-	146 175 919	Bureau de l'Assemblée législative
1 823 135	-	31 033 474	-	-	31 033 474	Bureau du Conseil des ministres
-	10 526 496	17 938 061	(346 578)	-	17 591 483	Bureau du directeur général des élections
-	151 000	1 291 064	-	-	1 291 064	Bureau du lieutenant-gouverneur
50 000	-	14 683 823	(621 302)	-	14 062 521	Bureau du vérificateur général
-	-	2 892 423	-	-	2 892 423	Cabinet du Premier ministre
-	-	-	12 449 000	50 257 633	62 706 633	Commerce international et de l'Investissement
279 236 200	-	294 021 519	63 327 668	-	357 349 187	Culture
62 548 144	1 083 569	124 315 939	95 036 000	-	219 351 939	Développement du Nord et Mines
116 408 661	2 807 184	205 325 665	-	(205 325 665)	-	Développement économique et du Commerce
-	-	-	-	155 068 032	155 068 032	Développement économique
12 901 231 065	67 483	13 146 242 491	52 322 996	-	13 198 565 487	Éducation
70 914 949	-	96 184 578	-	(96 184 578)	-	Énergie
-	-	-	528 615 351	185 510 515	714 125 866	Énergie et Infrastructure
25 294 038	24 084	341 643 607	4 795 000	-	346 438 607	Environnement
1 048 887 522	7 781 583 014	9 045 658 789	2 144 007 688	(17 442 869)	11 172 223 608	Finances
5 961 516 754	30 235 719	6 159 051 300	(285 319 627)	-	5 873 731 673	Formation, Collèges et Universités
124 000	-	5 250 108	-	-	5 250 108	Office des affaires francophones
-	-	10 030 200	(418 586)	-	9 611 614	Ombudsman Ontario
11 177 042	12 525	30 160 944	-	(30 160 944)	-	Petites Entreprises et Entrepreneurat
-	-	-	-	45 054 395	45 054 395	Petites Entreprises et Services aux consommateurs
386 389 601	24 406 359	1 386 333 094	64 607 000	-	1 450 940 094	Procureur général
356 964 918	-	387 549 495	(8 802 178)	-	378 747 317	Promotion de la santé
319 601 242	-	340 686 373	(109 699 833)	-	230 986 540	Recherche et Innovation
-	1 039 629	89 220 237	-	(89 220 237)	-	Renouvellement de l'infrastructure publique
187 301 827	104 006 223	539 975 873	-	17 442 869	557 418 742	Revenu
81 828 674	30 014 247	587 537 889	131 203 070	-	718 740 959	Richesses naturelles
39 073 950 304	-	39 859 897 151	(471 704 123)	-	39 388 193 028	Santé et Soins de longue durée
141 498 122	9 325 222	2 092 418 977	(12 847 911)	-	2 079 571 066	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 734 851 085	-	4 020 915 043	(92 701 083)	-	3 928 213 960	Services à l'enfance et à la jeunesse
112 200	13 163 745	1 822 246 379	-	(1 822 246 379)	-	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	-	-	(52 183 315)	1 807 247 228	1 755 063 913	Services gouvernementaux
7 490 687 651	25 415 667	7 975 277 647	(18 115 994)	-	7 957 161 653	Services sociaux et communautaires
78 495 562	-	102 804 236	63 671 013	-	166 475 249	Tourisme
401 894 838	300 000	1 045 763 994	297 601 200	-	1 343 365 194	Transports
40 000	272	162 484 008	14 769 406	-	177 253 414	Travail
73 887 531 655	8 034 262 560	91 576 731 128	2 447 996 760	-	94 024 727 888	
-	-	-	-	-	-	
73 887 531 655	8 034 262 560	91 576 731 128			94 024 727 888	Total avant la consolidation

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Commerce international et de l'Investissement	-	-	-	-	-
Culture	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	17 905	21 840 214	987 769
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie et Infrastructure	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Promotion de la santé	-	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	-	94 714 056	-
Richesses naturelles	-	-	366 737	29 040 059	14 301 429
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	61 530 780	981 073
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	-	1 698	109 055 780	7 437
Services gouvernementaux	-	-	-	-	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme	-	-	-	4 999 981	1 321 127
Transports	5 023 166	732 892	470 698	50 644 899	769 973
Total avant la consolidation	5 023 166	732 892	857 038	371 825 769	18 368 808

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2008-2009 a été publié.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2009

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères ²	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
4 000 000	-	4 000 000	-	-	4 000 000	Affaires autochtones
99 108 347	3 000 000	102 108 347	(210 614)	-	101 897 733	Affaires municipales et Logement
164 740 999	-	164 740 999	126 290	-	164 867 289	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	-	-	-	-	Commerce international et de l'Investissement
16 628 419	-	16 628 419	6 660 500	-	23 288 919	Culture
63 650 416	162 593 961	249 090 265	22 074 400	-	271 164 665	Développement du Nord et Mines
-	14 719 048	14 719 048	2 146 000	-	16 865 048	Éducation
-	-	-	(601 396 239)	149 908 415	(451 487 824)	Énergie et Infrastructure
2 059 192	84 608 167	86 667 359	-	-	86 667 359	Environnement
-	-	-	2 060 000	-	2 060 000	Finances
171 127 424	-	171 127 424	30 544 429	-	201 671 853	Formation, Collèges et Universités
-	207 691 869	207 691 869	3 714 000	-	211 405 869	Procureur général
2 800 545	-	2 800 545	-	-	2 800 545	Promotion de la santé
80 553 143	-	80 553 143	(16 077 373)	-	64 475 770	Recherche et Innovation
55 194 359	-	149 908 415	-	(149 908 415)	-	Renouvellement de l'infrastructure publique
13 160 184	4 645 108	61 513 517	-	-	61 513 517	Richesses naturelles
925 354 900	9 281 100	934 636 000	41 802 043	-	976 438 043	Santé et Soins de longue durée
-	-	62 511 853	-	-	62 511 853	Sécurité communautaire et Services correctionnels
19 767 491	108 238 601	128 006 092	-	-	128 006 092	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	59 493 800	168 558 715	-	(168 558 715)	-	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
-	-	-	-	168 558 715	168 558 715	Services gouvernementaux
35 401 132	5 014 469	40 415 601	-	-	40 415 601	Services sociaux et communautaires
8 429 939	-	14 751 047	3 898 300	-	18 649 347	Tourisme
804 319 025	453 546 593	1 315 507 246	(614 760 744)	-	700 746 502	Transports
2 466 295 515	1 112 832 716	3 975 935 904	(1 119 419 008)	-	2 856 516 896	Total avant la consolidation

Fonds ontarien d'initiative**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2009	2008
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	\$ 173 461	\$ 135 947
	\$ 173 461	\$ 135 947

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
AFFAIRES AUTOCHTONES	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-4
ÉTAT DES RECETTES	2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

FONCTIONNEMENT

229 990 431	Affaires autochtones	53 861 814	51 358 497
<u>229 990 431</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>53 861 814</u>	<u>51 358 497</u>
=====		=====	=====

IMMOBILISATIONS

3 700 000	Affaires autochtones	4 000 000	4 000 000
<u>3 700 000</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>4 000 000</u>	<u>4 000 000</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2001				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
1	51 496 800	1 100 000	52 596 800	Affaires autochtones 50 092 529
2	1 000	1 200 000	1 201 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 1 200 000
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	51 561 814	2 300 000	53 861 814	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 51 358 497
IMMOBILISATIONS				
3	4 000 000		4 000 000	Affaires autochtones 4 000 000
	4 000 000		4 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES..... 4 000 000

Description du programme :

Les objectifs des programmes du ministère des Affaires autochtones s'appuient sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Les activités du ministère s'inscrivent dans le cadre de la priorité générale du gouvernement de servir l'intérêt public vital.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)	
Affaires autochtones (Poste 1)				
			Paiements de transfert	
			Règlement des revendications territoriales.....	1 200 000

				1 200 000

Traitements et salaires.....	11 194 135		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
Avantages sociaux.....	1 313 288		LE PROGRAMME DU MINISTÈRE	
Transports et communications.....	1 169 650		DES AFFAIRES AUTOCHTONES	
Services	15 552 640			51 358 497
Fournitures et matériel	1 548 748			=====
Paiements de transfert			IMMOBILISATIONS	
Fonds de participation.....	6 918 804		Affaires autochtones (Poste 3)	
Soutien au fonds de				
négociations communautaires.....	3 271 631			
Soutien au fonds de négociations				
avec les Algonquins	1 195 173			
Négociations sur les revendications				
territoriales des Six-Nations.....	735 083			
Les Chefs de l'Ontario	247 100			
Ontario Native Women's				
Association.....	371 700			
Ontario Federation of				
Indian Friendship Centres	446 100			
Metis Nation of Ontario	200 000			
Fonds pour cas d'invalidité dus au				
mercure dans les bandes de				
Grassy Narrows et d'Islington.....	1 500 000			
Stratégie pour les Autochtones				
vivant en milieu urbain	384 636			
Fonds pour les nouvelles relations.....	4 043 841			

	19 314 068			

	50 092 529			

Crédits législatifs				
Traitement versé au ministre en vertu				
de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301			
Traitement versé à l'adjoint parlementaire				
en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667			

	65 968			

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information.....	408	35
Frais pour chèques refusés.....	35	0
	-----	-----
	443	35
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	105 266	1 396 332
	-----	-----
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	105 709	1 396 367
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-8
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-9
AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-13
SERVICES RÉGIONAUX	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-10
ÉTAT DES RECETTES	2-17

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
20 837 181	Administration du ministère	21 531 687	21 466 168
93 170 037	Affaires civiles et de l'immigration	99 228 300	98 794 270
17 565 438	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 057 200	16 897 398
6 769 037	Services régionaux	7 176 600	7 132 158
138 341 693	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	144 993 787	144 289 994

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	19 632 800	1 818 700	21 451 500	Administration du ministère 21 383 533
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
	<u>19 712 987</u>	<u>1 818 700</u>	<u>21 531 687</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 21 466 168
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à trois ministères (Affaires civiles et Immigration, Culture et Tourisme).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	7 571 599	Traitements et salaires.....	2 039 757
Avantages sociaux.....	885 998	Avantages sociaux.....	282 191
Transports et communications.....	323 479	Transports et communications.....	60 439
Services.....	12 347 586	Services.....	604 923
Fournitures et matériel.....	254 871	Fournitures et matériel.....	39 318
	-----		-----
	21 383 533		3 026 628
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Analyse et planification</i>	
Traitements et salaires.....	1 699 215	Traitements et salaires.....	415 649
Avantages sociaux.....	185 137	Avantages sociaux.....	77 097
Transports et communications.....	92 543	Transports et communications.....	10 213
Services.....	161 239	Services.....	18 780
Fournitures et matériel.....	50 846	Fournitures et matériel.....	8 782
	-----		-----
	2 188 980		530 521
	-----		-----
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 200 808	Transports et communications.....	17 979
Avantages sociaux.....	210 009	Services.....	2 338 384
Transports et communications.....	37 500	Fournitures et matériel.....	41 104
Services.....	4 246 267		-----
Fournitures et matériel.....	42 481		2 397 467
	-----		-----
	6 737 065		-----
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 216 170	Transports et communications.....	79 842
Avantages sociaux.....	131 564	Services.....	4 895 460
Transports et communications.....	24 963	Fournitures et matériel.....	50 535
Services.....	82 533		-----
Fournitures et matériel.....	21 805		5 025 837
	-----		-----
	1 477 035		-----
	-----		-----
		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu	
		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitement versé aux adjoints parlementaires	
		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334

			82 635

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	21 466 168
			=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
602				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
1	104 292 700	(5 064 400)	99 228 300	Affaires civiles et immigration.....
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DES AFFAIRES
				CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....
	104 292 700	(5 064 400)	99 228 300	98 794 270

Description du programme :

Le programme des Affaires civiles et de l'Immigration est responsable de l'immigration, de la diversité et des affaires civiles, y compris le bénévolat ainsi que les distinctions et les prix. La division travaille en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement pour que les personnes qui immigreront en Ontario puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes à faire du bénévolat dans leurs communautés et pour décerner des distinctions et prix provinciaux aux programmes qui reconnaissent la contribution de particuliers et de groupes de tous les horizons à leurs communautés et à la province.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		7 815 242
Avantages sociaux.....		947 814
Transports et communications.....		389 198
Services		4 909 576
Fournitures et matériel		331 843
Paiements de transfert		
Course de langues	52 277 874	
Formation en milieu de travail.....	19 345 100	
Subventions pour l'établissement		
et l'intégration	11 919 380	
Initiatives de bénévolat	843 243	
Bourses et prix.....	15 000	
	-----	84 400 597

		98 794 270

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
LE PROGRAMME DES AFFAIRES		
CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		98 794 270
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
603				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO
1	17 612 200	(555 000)	17 057 200	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario 16 897 398
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO..... 16 897 398
	17 612 200	(555 000)	17 057 200	

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		1 927 096
Avantages sociaux.....		243 350
Transports et communications.....		256 697
Services		884 262
Fournitures et matériel		31 153
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence.....	6 690 602	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	6 864 238	
	-----	13 554 840

		16 897 398

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		16 897 398
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
605				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX
1	6 789 800	386 800	7 176 600	Services régionaux..... 7 132 158
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX 7 132 158
	6 789 800	386 800	7 176 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration, le ministère de la Culture, le ministère du Tourisme et la Direction des sports et des loisirs du ministère de la Promotion de la santé.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 407 399
Avantages sociaux.....	865 158
Transports et communications.....	370 054
Services	285 532
Fournitures et matériel	204 015

	7 132 158

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME DES	
SERVICES RÉGIONAUX	7 132 158
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord d'immigration	933 268	2 384 883
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	15 000
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	551 754	223 486
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	325 091	113 952
	-----	-----
DIVERS.....	54	95
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 810 167	2 737 416
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-20
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-21
ADMINISTRATIONS LOCALES.....	2-23
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-25
LOGEMENT ABORDABLE	2-27
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-22, 2-24, 2-28
ÉTAT DES RECETTES	2-29
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-30

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
28 206 698	Administration du ministère	29 804 987	28 375 782
34 369 753	Administrations locales	26 903 400	26 479 113
13 926 801	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	14 966 100	14 541 507
675 809 654	Logement abordable	694 334 200	691 940 259
752 312 906	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	766 008 687	761 336 661
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administrations locales	300 000	12 200
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	300 000	12 200
IMMOBILISATIONS			
1 200 000	Administrations locales	8 808 200	8 722 924
989 600	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	0	0
195 872 940	Logement abordable	93 468 100	93 385 423
198 062 540	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	102 276 300	102 108 347

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	31 649 100	(1 924 300)	29 724 800	Administration du ministère 28 293 147
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
	<u>31 729 287</u>	<u>(1 924 300)</u>	<u>29 804 987</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 28 375 782

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des conseils et services juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels; assurer la gestion des installations. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Ressources humaines</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	1 516 083
		Avantages sociaux	191 826
		Transports et communications	27 538
		Services	246 767
		Fournitures et matériel	82 846
			2 065 060
		<i>Services juridiques</i>	
		Traitements et salaires.....	2 000
		Avantages sociaux	37 500
		Transports et communications	40 013
		Services	4 772 365
		Fournitures et matériel	91 939
			4 943 817
		<i>Services de vérification</i>	
		Services	968 518
			968 518
		<i>Systèmes informatiques</i>	
		Avantages sociaux	7 530
		Transports et communications	7 223
		Services	6 983 709
		Fournitures et matériel	78 541
			7 077 003
		Crédits législatifs	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334
			82 635
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	28 375 782

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES
4	24 033 400	2 870 000	26 903 400	Administrations locales..... 26 479 113
	24 033 400	2 870 000	26 903 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES 26 479 113
Actifs				
6	100 000		100 000	Aide spéciale aux municipalités – Prêts..... 0
L	200 000		200 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i> 12 200
	300 000		300 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES..... 12 200
IMMOBILISATIONS				
3	802 000	8 006 200	8 808 200	Administrations locales..... 8 722 924
	802 000	8 006 200	8 808 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES 8 722 924

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales ayant les outils et l'autonomie nécessaires pour répondre aux besoins de leur collectivité, améliorer la prestation des services locaux, atteindre une solvabilité durable et prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et aux situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation officiels et programmes, en offrant ses conseils, ainsi que l'éducation et la formation nécessaires, et en se livrant à d'autres activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
FONCTIONNEMENT				
				AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
7	14 526 100	440 000	14 966 100	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment.....
				14 541 507
	14 526 100	440 000	14 966 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT..
				14 541 507

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées et dynamiques offrant une meilleure qualité de vie par une gestion judicieuse de la croissance, de manière à préserver les espaces verts, à encourager le réaménagement des friches industrielles et à favoriser la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme veille à la sécurité des bâtiments grâce à un système de réglementation efficace. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire ainsi que d'excellents conseils et de l'éducation et de la formation nécessaires pour soutenir les capacités municipales et provinciales et la mise en œuvre des nouveaux plans, programmes et initiatives du gouvernement. Tout ce travail est orienté par la participation et la consultation fructueuses des municipalités et des intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	S
FONCTIONNEMENT	
Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7)	
Traitements et salaires	9 697 481
Avantages sociaux	1 330 669
Transports et communications	392 861
Services	2 604 043
Fournitures et matériel	199 808
Paielements de transfert	
Aide aux conseils d'aménagement	350 000

	14 574 862
Moins : Recouvrements	33 355

	14 541 507

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET	
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	14 541 507
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE
2	678 594 100	(14 628 500)	663 965 600	Logement social et logement du marché privé..... 661 929 863
3	29 193 600	1 100 000	30 293 600	Location à usage d'habitation 29 935 396
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i> 75 000
	707 862 700	(13 528 500)	694 334 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DE
				LOGEMENT ABORDABLE 691 940 259

IMMOBILISATIONS

4	131 695 400	(38 227 300)	93 468 100	Logement abordable – Immobilisations..... 93 385 423
	131 695 400	(38 227 300)	93 468 100	TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME DE
				LOGEMENT ABORDABLE 93 385 423

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception et prestation de programmes; aide financière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			IMMOBILISATIONS		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)			Logement abordable – Immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		8 210 273			
Avantages sociaux.....		1 070 040			
Transports et communications.....		266 078			
Services		29 966 058			
Fournitures et matériel		149 616			
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des			Programme de logement		
services, y compris pour les			abordable – Contribution du		
activités sans but lucratif offertes			gouvernement fédéral	60 539 074	
dans les territoires non			Programme de logement		
érigés en municipalité	473 173 591		abordable – Contribution du		
Paiements à la Société de			gouvernement provincial	26 760 735	
logement de l'Ontario	114 605 971		Dépenses en immobilisations – Société		
Programme d'allocations			de logement de l'Ontario	210 614	
de logement	7 394 822		Logements en milieu autochtone	2 875 000	
Programme de logement abordable ...	158 533				90 385 423
Programme de logement en milieu			Autres opérations		
rural et autochtone.....	13 850 000		Investissements dans les immobilisations –		
Programme ontarien d'aide			Réparations – Logement en milieux		
aux familles locataires.....	18 484 135		rural et autochtone	3 000 000	
		627 667 052			93 385 423
		-----			-----
		667 329 117			-----
Moins : Recouvrements		5 399 254			
		-----	TOTAL (IMMOBILISATIONS)		
		661 929 863	 POUR LE PROGRAMME DE		
		-----	 LOGEMENT ABORDABLE		93 385 423
					=====
Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables des collectivités					
rurales et autochtones <i>Loi sur</i>					
<i>l'administration financière</i>		75 000			

		75 000			

Location à usage d'habitation (Poste 3)					
Traitements et salaires.....		17 492 945			
Avantages sociaux.....		2 639 674			
Transports et communications.....		1 355 440			
Services		8 035 325			
Fournitures et matériel		412 012			

		29 935 396			

TOTAL (FONCTIONNEMENT)					
 POUR LE PROGRAMME DE					
 LOGEMENT ABORDABLE.....		691 940 259			
		=====			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	505 420 476	508 296 519
Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C.)	67 933 895	84 968 655
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	85 709	135 257
	<u>573 440 080</u>	<u>593 400 431</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	96 821 249	96 927 493
Intérêt sur la dette publique	17 029 635	17 277 211
Programme de logement en milieu rural et autochtone	2 861 261	2 615 029
Remaniement des services locaux	839 172	758 630
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	338 534	444 466
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	213 893	517 350
Rénovation urbaine	46 355	46 355
Syndicat/Association	42 124	324
Subventions des années précédentes	32 528	30 457
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – territoires non érigés en municipalités	0	3 721
Autres remboursements des dépenses	1 243 685	1 322 661
	<u>119 468 436</u>	<u>119 943 697</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario	10 868 364	10 392 296
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	361 955	470 730
Droits – Formation adm. code du bâtiment	97 727	156 398
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	62 318	63 500
Droits d'entretien et liés aux normes	26 765	19 345
Évaluation de matériaux de construction	5 995	17 194
Frais pour chèques refusés	0	70
	<u>11 423 124</u>	<u>11 119 533</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Logement locatifs en milieu rural et autochtone – Ventes	4 686 064	3 822 136
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	134 705	266 751
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	124 731	104 329
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	76 069	90 692
ORHT – Ventes et locations	24 199	37 798
Services de révision des loyers – CBO et Guide	0	5 423
Autres	0	2 035
	<u>5 045 768</u>	<u>4 329 434</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>614 463</u>	<u>7 488 273</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DIVERS		
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net	100 000	276 789
Intérêts gagnés sur prêts	22 048	34 992
Ordonnance de dédommagement rendue par le tribunal	5 000	0
Pénalités – intérêts	3 974	4 786
Société ontarienne d'aménagement municipal – Remboursement du principal	3 727	0
Autres	3 619	9 117
	<u>138 368</u>	<u>325 684</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>710 130 239</u>	<u>736 607 052</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	78 631	117 976
Crédits d'impôts pour les écoles	27 736	30 743
	<u> </u>	<u> </u>
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u>106 367</u>	<u>148 719</u>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-32
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-33
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-35
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-37
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-34, 2-36, 2-39
ÉTAT DES RECETTES	2-42
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-42

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
30 633 503	Administration du ministère	39 322 014	37 370 607
85 008 742	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	64 111 600	62 485 529
645 545 928	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	435 313 500	431 378 654
761 188 173	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	538 747 114	531 234 790
=====		=====	=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
7 584 100	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	5 618 600
2 064 856	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	3 300 000	529 600
9 648 956	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	15 900 000	6 148 200
=====		=====	=====
IMMOBILISATIONS			
192 771 551	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	165 365 000	164 740 999
192 771 551	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	165 365 000	164 740 999
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	25 280 000	1 172 200	26 452 200	Administration du ministère 25 329 678
3	12 105 800	700 000	12 805 800	Politiques 11 974 961
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>37 449 814</u>	<u>1 872 200</u>	<u>39 322 014</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 37 370 607
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
2	300 000		300 000	Administration du ministère 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à faire bénéficier le personnel du ministère des conseils et de l'expertise nécessaires en matière de politiques, de finances et de ressources humaines, à élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, à fournir des services de planification financière et de vérification, à administrer la technologie de l'information, à offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, et à maintenir les liens avec les organismes centraux du gouvernement, ainsi que les programmes de gestion des situations d'urgence et les initiatives de promotion de la qualité des services.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	3 808 516	
Traitements et salaires.....	11 201 735		Avantages sociaux	560 107	
Avantages sociaux.....	2 133 936		Transports et communications	149 059	
Transports et communications	621 414		Services	958 499	
Services	10 701 585		Fournitures et matériel	133 726	
Fournitures et matériel	1 025 876			-----	
	-----			5 609 907	
	25 684 546		Moins : Recouvrements	8 183	
Moins : Recouvrements	354 868			-----	5 601 724
	-----				-----
	25 329 678		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Transports et communications	25 371	
Bureau principal			Services	2 314 194	
Traitements et salaires.....	1 576 404		Fournitures et matériel	44 378	
Avantages sociaux.....	329 639			-----	
Transports et communications	137 825			2 383 943	
Services	207 219		Moins : Recouvrements	201 772	
Fournitures et matériel	33 512			-----	2 182 171
	-----				-----
	2 284 599		<i>Services de vérification</i>		
	-----		Transports et communications	2 897	
Installations et services opérationnels			Services	371 891	
Traitements et salaires.....	2 178 742		Fournitures et matériel	43	
Avantages sociaux.....	787 135			-----	
Transports et communications	215 249				374 831
Services	6 388 082				-----
Fournitures et matériel	733 377				
	-----		Crédits législatifs		
	10 302 585		Traitement versé au ministre en vertu		
Moins : Recouvrements	144 913		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
	-----		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
	10 157 672		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
	-----			-----	
				65 968	
Planification des activités et services financiers				-----	
Traitements et salaires.....	3 002 412		Politiques (Poste 3)		
Avantages sociaux.....	393 643		Traitements et salaires.....	8 538 099	
Transports et communications	68 667		Avantages sociaux	1 164 051	
Services	362 933		Transports et communications	452 897	
Fournitures et matériel	55 449		Services	1 889 711	
	-----		Fournitures et matériel	146 436	
	3 883 104			-----	
	-----			12 191 194	
Ressources humaines			Moins : Recouvrements	216 233	
Traitements et salaires.....	635 661			-----	
Avantages sociaux.....	63 412			11 974 961	
Transports et communications	22 346			-----	
Services	98 767		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Fournitures et matériel	25 391		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	37 370 607	
	-----			=====	
	845 577				

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	65 301 600	(1 200 000)	64 101 600	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 62 460 529
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 25 000
	65 311 600	(1 200 000)	64 111 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 62 485 529

Actifs

2	500 000		500 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 106 900
L	11 800 000		11 800 000	Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> 5 511 700
	12 300 000		12 300 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 5 618 600

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé et au bien-être des animaux et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs, l'aménagement du territoire et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

**PROGRAMME DE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

[illegible]

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	136 537 900	33 810 000	170 347 900	Développement économique..... 167 534 551
3	65 941 200	1 500 000	67 441 200	Recherche 67 258 982
4	277 469 500	(82 600 000)	194 869 500	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises..... 194 029 461
6	1 932 900	700 000	2 632 900	Réglementation de la commercialisation 2 555 538
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 122
	481 903 500	(46 590 000)	435 313 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES 431 378 654
Actifs				
2	300 000		300 000	Développement économique..... 0
5	3 000 000		3 000 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises..... 529 600
	3 300 000		3 300 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..... 529 600

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
7	211 365 000	(46 000 000)	165 365 000	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales 164 740 999
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..... 164 740 999
	211 365 000	(46 000 000)	165 365 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère soutient les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits par l'adoption d'une démarche complète. Les composantes suivantes de cette stratégie contribuent au cadre établi pour ces secteurs : stabilisation du revenu agricole et autres programmes d'aide au secteur agricole; collaboration avec des partenaires du secteur agroalimentaire pour définir les besoins et les possibilités et pour adopter de nouvelles technologies; investissement dans la recherche agroalimentaire; efforts d'attraction et de rétention des investissements pour le secteur de la transformation; promotion des ventes agroalimentaires de l'Ontario sur le marché international et national.

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, des entreprises et des organismes afin d'exécuter des initiatives de développement économique.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

[illegible]

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$	\$
		IMMOBILISATIONS		
Réglementation de la commercialisation (Poste 6)		Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	1 319 557			
Avantages sociaux.....	144 384			
Transports et communications.....	288 219			
Services	815 298			
Fournitures et matériel	26 380			

	2 593 838	Paiements de transfert		
Moins : Recouvrements	38 300	Infrastructure des		
	-----	laboratoires d'hygiène		
	2 555 538	et d'agroalimentaire	500 000	
	-----	Stratégie pour l'accès		
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		à large bande	6 457 733	
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		Fonds sur l'infrastructure		
DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		municipale rurale		
ET DES BIOPRODUITS ET		Canada-Ontario	58 079 555	
COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	431 378 654	Fonds sur l'infrastructure		
	=====	municipale rurale		
		Canada-Ontario –		
		contribution fédérale	57 991 899	
		Fonds canadien sur		
		l'infrastructure stratégique	2 725 834	
		Partenariats du millénaire	9 223 029	
		Partenariats du millénaire –		
		Programme d'infrastructures		
		Canada-Ontario	5 279 609	
		Infrastructure des collectivités		
		rurales et des petites		
		localités de l'Ontario	19 203 599	
		Infrastructure des collectivités		
		rurales et des petites localités		
		de l'Ontario – Contribution au		
		Programme d'infrastructure		
		Canada-Ontario	1 029 741	
		Investissements dans l'entretien		
		des installations de recherche		
		et d'éducation	3 250 000	
		Renouvellement de l'infrastructure		
		de recherche et d'éducation	1 000 000	
			-----	164 740 999

				164 740 999

		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE		
		PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		
		DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		
		ET DES BIOPRODUITS ET		
		COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	164 740 999	
			=====	
Actifs				
Paiements de transfert liés à la gestion				
des risques des entreprises (Poste 5)				
Dépôts et charges payées d'avance				
Gestion des risques des entreprises –				
dépôts et charges payées				
d'avance, Agri-stabilité	529 600			

	529 600			

TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME				
DES SECTEURS DYNAMIQUES DE				
L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION				
ET DES BIOPRODUITS ET				
COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	529 600			
	=====			

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	57 991 899	66 835 888
Programme de transition relatif aux vergers et aux vignobles	13 805 550	0
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – millénaire	5 279 609	0
Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA)	4 725 728	6 065 754
Initiative de salubrité des aliments – Paiements de transfert	1 462 690	6 878 190
Risque précis – Renforcement de l'interdiction relative à l'ESB	1 258 813	7 043 422
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – DECRPLO	1 089 168	9 458 853
Initiative de salubrité des aliments – Dépenses de fonctionnement	822 915	4 092 685
Programme d'indemnisation contre la rage	2 462	3 689
Divers	318 768	1 253 843
	<u>86 757 602</u>	<u>101 632 324</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	40 086	11 659
	<u>40 086</u>	<u>11 659</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	414 416	411 560
	<u>414 416</u>	<u>411 560</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	20 811 327	258 723
	<u>20 811 327</u>	<u>258 723</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	50 862 659	64 624 651
	<u>50 862 659</u>	<u>64 624 651</u>
DIVERS		
Autres	160 504	541 685
	<u>160 504</u>	<u>541 685</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>159 046 594</u></u>	<u><u>167 480 602</u></u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux	5 325 158	5 211 627
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	22 240	2 736
	<u>5 347 398</u>	<u>5 214 363</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u><u>5 347 398</u></u>	<u><u>5 214 363</u></u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-44
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-45
COMMISSAIRES	2-48
ÉTAT DES RECETTES	2-50

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
117 051 329	Bureau de l'Assemblée législative	134 516 700	129 680 187
16 967 998	Commissaires	22 067 000	19 996 618
134 019 327	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	156 583 700	149 676 805

Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	454 400		454 400	Présidence..... 404 260
2	781 600	(20 700)	760 900	Bureau du greffier..... 584 088
3	11 978 600	20 700	11 999 300	Services parlementaires 11 999 289
4	7 373 000		7 373 000	Bibliothèque de l'Assemblée législative..... 7 174 730
5	5 694 300		5 694 300	Services administratifs..... 5 572 173
6	31 464 200		31 464 200	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 30 549 388
7	4 385 200		4 385 200	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative 4 211 440
8	11 500 500	132 200	11 632 700	Services de soutien aux groupes parlementaires..... 11 632 694
9	20 569 800		20 569 800	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 19 636 702
10	37 952 900	(132 200)	37 820 700	Services de soutien aux bureaux des députés 35 774 901
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 262 000
12	2 100 200		2 100 200	Appartements du lieutenant-gouverneur 1 878 522
	134 516 700		134 516 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 129 680 187

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Services administratifs (Poste 5)	
Présidence (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	55 504	Traitements et salaires.....	3 566 222
Avantages sociaux.....	7 833	Avantages sociaux	798 996
Transports et communications	67 336	Transports et communications	610 882
Services	208 828	Services	440 367
Fournitures et matériel	64 759	Fournitures et matériel	202 390
	-----		-----
	404 260		5 618 857
	-----	Moins : Recouvrements	46 684

			5 572 173

Bureau du greffier (Poste 2)		Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires.....	410 212	Traitements et salaires.....	6 376 826
Avantages sociaux.....	103 306	Avantages sociaux	1 631 885
Transports et communications	4 788	Transports et communications	43 011
Services	44 125	Services	19 700 675
Fournitures et matériel	21 657	Fournitures et matériel	2 994 897
	-----		-----
	584 088		30 747 294
	-----	Moins : Recouvrements	197 906

			30 549 388

Services parlementaires (Poste 3)		Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	7 257 111	Traitements et salaires.....	2 031 541
Avantages sociaux.....	1 557 870	Avantages sociaux	402 198
Transports et communications	441 775	Transports et communications	60 940
Services	1 648 718	Services	588 779
Fournitures et matériel	1 188 777	Fournitures et matériel	1 127 982
	-----		-----
	12 094 251		4 211 440
Moins : Recouvrements	94 962		-----

	11 999 289		

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	4 880 109	Traitements et salaires.....	4 857 144
Avantages sociaux.....	1 095 497	Avantages sociaux	1 553 002
Transports et communications	68 529	Transports et communications	599 399
Services	364 808	Services	3 654 995
Fournitures et matériel	766 193	Fournitures et matériel	968 154
	-----		-----
	7 175 136		11 632 694
Moins : Recouvrements	406		-----

	7 174 730		

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	13 036 841
Avantages sociaux.....	3 626 615
Transports et communications.....	1 742 504
Services	1 203 801
Fournitures et matériel	26 941

	19 636 702

Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	18 618 833
Avantages sociaux.....	3 937 305
Transports et communications.....	2 955 587
Services	6 723 754
Fournitures et matériel	3 539 422

	35 774 901

Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	262 000

	262 000

Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	1 878 522

	1 878 522

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..	129 680 187
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
1	2 781 500	30 400	2 811 900	Commissaire à l'environnement 2 811 856
2	13 767 100	(30 400)	13 736 700	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 13 042 689
3	1 599 200		1 599 200	Bureau du commissaire à l'intégrité 1 106 257
4	3 919 200		3 919 200	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes 3 035 816
	<u>22 067 000</u>	<u></u>	<u>22 067 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
				PROGRAMME DES COMMISSAIRES 19 996 618

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 277 470
Avantages sociaux.....	253 574
Transports et communications.....	80 776
Services.....	1 012 679
Fournitures et matériel.....	187 357

	2 811 856

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	8 614 283
Avantages sociaux.....	1 605 439
Transports et communications.....	325 490
Services.....	2 157 737
Fournitures et matériel.....	339 740

	13 042 689

Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	591 651
Avantages sociaux.....	126 925
Transports et communications.....	52 542
Services.....	302 444
Fournitures et matériel.....	32 695

	1 106 257

Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	1 501 327
Avantages sociaux.....	307 015
Transports et communications.....	276 602
Services.....	871 375
Fournitures et matériel.....	79 497

	3 035 816

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES	19 996 618
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	26 568	13 723
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Locations	50 663	121 694
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	67 698	72 196
	-----	-----
DIVERS.....	1 071	1 288
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	146 000	208 901
	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-52
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	2-53
ÉTAT DES RECETTES	2-55

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
31 678 820	Bureau du conseil des ministres	31 398 600	31 033 474
31 678 820	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	31 398 600	31 033 474
=====	BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	30 589 200	481 100	31 070 300	Bureau principal 30 713 039
2	328 300		328 300	Leader parlementaire du gouvernement..... 320 435
	30 917 500	481 100	31 398 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES..... 31 033 474

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres : gère le processus décisionnel du gouvernement; travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale; surveille les stratégies gouvernementales et mesure les résultats obtenus; offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement; apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement; et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		19 083 189
Avantages sociaux.....		2 244 542
Transports et communications.....		1,180 958
Services		5 733 213
Fournitures et matériel		648,002
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences		
intergouvernementales		
canadiennes	90 600	
Institut des relations		
intergouvernementales	24 000	
Secours en cas de		
catastrophe à l'étranger	1 100 000	
Conseil de la fédération.....	608 535	
	-----	1 823 135

		30 713 039

Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		272 152
Avantages sociaux.....		32 445
Transports et communications		7 147
Services		3 945
Fournitures et matériel		4 746

		320 435

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
 LE PROGRAMME DU BUREAU DU		
 CONSEIL DES MINISTRES		31 033 474
		=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	793	219
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	51
	-----	-----
DIVERS		
Autres	0	27
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	793	297
	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-58
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-59
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-60
ÉTAT DES RECETTES	2-61

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 FONCTIONNEMENT			
104 486 850	Bureau du directeur général des élections	15 447 500	17 938 061
104 486 850	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	15 447 500	17 938 061

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	7 288 500		7 288 500	Administration des élections..... 6 162 452
2	8 159 000		8 159 000	Administration du financement des élections 5 528 698
L	0		0	<i>Loi électorale</i> 6 246 911
	15 447 500		15 447 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..... 17 938 061

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 12 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	§	
FONCTIONNEMENT		
Administration des élections (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	4 917 106	
Avantages sociaux.....	1 245 346	

	6 162 452	

Administration du financement des élections (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	848 866	
Avantages sociaux.....	150 672	
Transports et communications	25 855	
Services	207 525	
Fournitures et matériel	16 195	
Autres opérations		
Subventionnement des dépenses électorales en		
vertu de la <i>Loi sur le financement des élections...</i>	4 378 724	

	5 627 837	
Moins : Recouvrements	99 139	

	5 528 698	

Crédits législatifs		
Autres opérations		
<i>Loi électorale</i>	6 246 911	

	6 246 911	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR		
GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	17 938 061	
	=====	

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DIVERS		
Divers Recettes	56 551	181 258
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	56 551	181 258
	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-64
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-65

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
1 307 534	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 361 100	1 291 064
1 307 534	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	1 361 100	1 291 064

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 361 100		1 361 100	Bureau du lieutenant-gouverneur.....
	1 361 100		1 361 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'état et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabetisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	678 716	
Avantages sociaux.....	71 354	
Transports et communications.....	51 212	
Services	257 251	
Fournitures et matériel	81 531	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire.....	151 000	

	1 291 064	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
LE PROGRAMME DU BUREAU DU		
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	1 291 064	
	=====	

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	2-69
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-70

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 FONCTIONNEMENT			
13 699 905	Bureau du vérificateur général	16 244 700	14 683 823
13 699 905	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	16 244 700	14 683 823
=====	BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	=====	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
1	15 885 300		15 885 300	Bureau du vérificateur général.....
L	359 400		359 400	<i>Loi sur le vérificateur général</i>
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DU BUREAU DU
				VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
	16 244 700		16 244 700	14 683 823

Le vérificateur général procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et d'autres lois et textes de référence. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par la Loi. En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 434 594
Avantages sociaux.....	2 011 038
Transports et communications.....	332 043
Services	3 039 628
Fournitures et matériel	447 023
Paielements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	50 000

	14 314 326

Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitements et salaires.....	245 438
Services	124 059

	369 497

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	14 683 823
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-72
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-73
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-74
ÉTAT DES RECETTES	2-75

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
2 916 160	Cabinet du Premier ministre	2 952 461	2 892 423
2 916 160	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 952 461	2 892 423

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
FONCTIONNEMENT				
1	2 846 600		2 846 600	Cabinet du Premier ministre 2 783 332
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	2 952 461		2 952 461	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DU
				CABINET DU PREMIER MINISTRE 2 892 423
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 299 670	
Avantages sociaux	279 740	
Transports et communications	144 120	
Services	53 812	
Fournitures et matériel	5 990	

	2 783 332	

Crédits législatifs		
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	

	109 091	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2 892 423	
	=====	

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DIVERS		
Autres	0	35
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	0	35
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-78
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-79
CULTURE.....	2-81
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-83
IMMOBILISATIONS CULTURELLES.....	2-85
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....	2-87
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-80
ÉTAT DES RECETTES	2-89

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
1 387 568	Administration du ministère	2 138 087	2 066 092
228 821 525	Culture	178 997 000	178 526 424
105 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	110 001 000	110 000 000
3 833 436	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	3 611 600	3 429 003
339 042 529	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	294 747 687	294 021 519

IMMOBILISATIONS

24 252 672	Immobilisations culturelles	22 947 500	16 628 419
24 252 672	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	22 947 500	16 628 419

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2801				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	1 888 200	169 700	2 057 900	Administration du ministère 1 983 457
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
	<u>1 968 387</u>	<u>169 700</u>	<u>2 138 087</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2 066 092

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires	1 413 846	
Avantages sociaux	109 174	
Transports et communications	53 492	
Services	339 359	
Fournitures et matériel	67 586	

	1 983 457	

Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	33 334	

	82 635	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 066 092	
	=====	

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2802
FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE LA CULTURE

1	180 398 300	(1 401 300)	178 997 000	Culture	178 526 424
	<u>180 398 300</u>	<u>(1 401 300)</u>	<u>178 997 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE.....	<u>178 526 424</u>
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 2802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 844 532
Avantages sociaux		892 860
Transports et communications		275 756
Services		2 325 806
Fournitures et matériel		148 958
Paiements de transfert		
Soutien au secteur d'arts	4 960 500	
Soutien au secteur du patrimoine	5 769 918	
Soutien au secteur		
des bibliothèques	24 892 444	
Soutien aux organismes culturels	2 048 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	11 182 500	
Collection McMichael		
d'art canadien	2 740 800	
Conseil des arts de l'Ontario	55 487 400	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	10 750 300	
Fonds du patrimoine ontarien	2 516 150	
Centre des sciences de l'Ontario	17 783 100	
Jardins botaniques royaux	3 308 500	
Musée royal de l'Ontario	18 517 800	
Science Nord	3 176 300	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud	2 588 129	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord	1 316 171	
Soutien au secteur des		
industries culturelles	1 000 000	
	-----	168 038 512

		178 526 424

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE LA CULTURE		178 526 424
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2803				
FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	
1	110 001 000		110 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario..... 110 000 000
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO..... 110 000 000
	110 001 000		110 001 000	110 000 000
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Grâce au programme de la Fondation Trillium de l'Ontario, le ministère aide à bâtir des communautés plus saines et plus dynamiques par un soutien aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

S	
FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	110 000 000

	110 000 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO	110 000 000
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2804				
IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES
1	24 478 000	(1 530 500)	22 947 500	Immobilisations culturelles..... 16 628 419
	24 478 000	(1 530 500)	22 947 500	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				CULTURELLES..... 16 628 419

Description du programme :

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle. Le ministère travaille en partenariat avec le ministère du Tourisme afin de gérer les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure culturelle dans le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative consacrée à l'infrastructure et dotée d'un budget de 300 millions de dollars sur cinq ans. Lancé en 2001, ce programme de partenariat a été prolongé jusqu'en 2009.

Le ministère de la Culture fournit le financement de la réparation et de la réfection des immobilisations de neuf de ses quatorze organismes. Ces fonds permettent aux organismes voués aux attractions culturelles relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentielles et à améliorer l'expérience vécue par les visiteurs.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES – CRÉDIT 2804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations culturelles (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme.....	7 330 908	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	1 710 527	
Réparations et rénovations des organismes culturels.....	7 500 000	
Subventions d'immobilisations pour la culture.....	43 492	
Subventions d'immobilisations pour la culture – Contribution du gouvernement fédéral.....	43 492	
	-----	16 628 419

		16 628 419

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES.....		16 628 419
		=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2805				PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES	
FONCTIONNEMENT				DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	
1	2 639 500	972 100	3 611 600	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....	3 429 003
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT	
				AUX AFFAIRES DES PERSONNES	
				ÂGÉES DE L'ONTARIO.....	3 429 003
	2 639 500	972 100	3 611 600		

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES
PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 629 590
Avantages sociaux.....	169 398
Transports et communications.....	88 377
Services	317 218
Fournitures et matériel	26 732
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	1 197 688

	3 429 003

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	3 429 003
	=====

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	2 382 167	1 083 205
Initiative des endroits historiques	430 689	1 114 144
Recouvrements	398 082	0
	<u>3 210 938</u>	<u>2 197 349</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>0</u>	<u>54 151</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>642</u>	<u>94</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>21 228</u>	<u>2 768</u>
DIVERS.....	<u>71</u>	<u>390</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>3 232 879</u>	<u>2 254 752</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-92
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-93
DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-95
MINES ET MINÉRAUX.....	2-98
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-94, 2-97, 2-99
ÉTAT DES RECETTES	2-100
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-100

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
9 667 610	Administration du ministère	10 385 414	10 377 284
104 028 163	Développement du Nord	80 951 900	79 648 593
31 642 877	Mines et minéraux	34 431 400	34 290 062
145 338 650	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	125 768 714	124 315 939
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
17 000 000	Développement du Nord	20 001 000	0
0	Mines et minéraux	1 000	0
17 000 000	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	20 003 000	0
IMMOBILISATIONS			
215 113 963	Développement du Nord	246 635 600	238 233 495
10 797 386	Mines et minéraux	11 000 000	10 856 770
225 911 349	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	257 635 600	249 090 265
ACTIFS D'IMMOBILISATIONS			
479 662 205	Développement du Nord	545 954 000	510 384 872
479 662 205	TOTAL (ACTIFS D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	545 954 000	510 384 872

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	10 086 700	233 700	10 320 400	Administration du ministère 10 311 316
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>10 151 714</u>	<u>233 700</u>	<u>10 385 414</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 10 377 284
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Le programme appuie les activités du ministère et du gouvernement par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, technologie de l'information, comptabilité et administration - et par des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également du soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Analyse et planification</i>		
Traitements et salaires.....		5 256 181	Traitements et salaires.....	717 773	
Avantages sociaux.....		633 835	Avantages sociaux	84 326	
Transports et communications		501 291	Transports et communications	32 904	
Services		9 455 207	Services	42 071	
Fournitures et matériel		309 379	Fournitures et matériel	15 687	
		-----		-----	892 761
		16 155 893			-----
Moins : Recouvrements		5 844 577			

		10 311 316			

<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 580 472		Transports et communications	18 548	
Avantages sociaux.....	169 657		Services	928 691	
Transports et communications	242 474		Fournitures et matériel	68 338	
Services	88 954			-----	1 015 577
Fournitures et matériel	86 476				-----
	-----	2 168 033			

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	1 181 669		Services	145 000	
Avantages sociaux.....	148 020			-----	145 000
Transports et communications	68 862				-----
Services	5 810 618				
Fournitures et matériel	72 268				

	7 281 437				
Moins : Recouvrements	4 580 077				
	-----	2 701 360			

<i>Ressources humaines</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	652 371		Traitements et salaires.....	2 221 221	
Avantages sociaux.....	75 090			-----	
Transports et communications	52 085			2 221 221	
Services	69 825		Moins : Recouvrements	1 264 500	
Fournitures et matériel	23 042			-----	956 721
	-----	872 413			-----

<i>Services de communications</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	1 123 896		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	156 742		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications	86 418		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	148 827		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel	43 568				-----
	-----	1 559 451			65 968
		-----			-----
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		10 377 284
					=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	78 512 900	900 000	79 412 900	Développement économique du Nord..... 78 528 593
L	1 539 000		1 539 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 120 000
	80 051 900	900 000	80 951 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 79 648 593
Actifs				
3	20 001 000		20 001 000	Actifs de fonctionnement pour le développement du Nord 0
	20 001 000		20 001 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 0

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202 IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
2	69 235 600	11 700 000	80 935 600	Développement économique du Nord..... 78 133 495
L	165 700 000		165 700 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 160 100 000
	<u>234 935 600</u>	<u>11 700 000</u>	<u>246 635 600</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 238 233 495
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
4	556 954 000	(11 000 000)	545 954 000	Routes du Nord – Actifs 510 384 872
	<u>556 954 000</u>	<u>(11 000 000)</u>	<u>545 954 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 510 384 872
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques et fortes. Le ministère dirige la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord, ainsi qu'un éventail d'initiatives ciblées visant à stimuler la croissance, la création d'emplois et une meilleure qualité de vie pour la population du Nord. Citons notamment les programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, le Programme InvestiNord - GO et des initiatives comme le rapport du facilitateur économique pour la région du Nord-Ouest de l'Ontario. Le ministère coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et appuie les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord. Il fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario.

Le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services du gouvernement par son réseau de Centres d'information du gouvernement et d'équipes régionales. Grâce à ce réseau, à ses activités coordonnées concernant les politiques et la planification, et aux conseils de développement du Nord, le programme permet également aux résidents du Nord de participer aux décisions concernant les programmes et services du gouvernement qui les touchent.

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

[illegible]

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	35 580 400	(1 150 000)	34 430 400	Compétitivité du secteur des minéraux 34 326 493
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> (36 431)
	35 581 400	(1 150 000)	34 431 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX 34 290 062
Actifs				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX 0
IMMOBILISATIONS				
2	11 000 000		11 000 000	Compétitivité du secteur des minéraux 10 856 770
	11 000 000		11 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX 10 856 770

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable qui contribuera à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux et l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géo scientifiques, les services de marketing international et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux à l'échelle de la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les compétences géo scientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines de l'Ontario* pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public l'accès équitable aux droits miniers de la Couronne, gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario et assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux ainsi que la réhabilitation des terrains miniers.

Le secteur de programme a la responsabilité d'établir de nouveaux processus de consultation et d'engagement - axés sur la consultation - des Autochtones relativement à l'exploitation des minéraux; il s'attache à travailler avec les collectivités pour tisser des liens et favoriser le développement économique et l'exploitation des minéraux.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	13 426 391	Transports et communications	17 905
Avantages sociaux.....	1 989 156	Services – Autre	9 851 096
Transports et communications	1 667 455	Fournitures et matériel	987 769
Services	13 480 197		-----
Fournitures et matériel	1 990 392		10 856 770
Paiements de transfert			-----
Initiative de cartographie			
géologique du Grand Nord.....	1 772 902		
	-----	TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
	34 326 493	POUR LE PROGRAMME DES	
	-----	MINES ET DES MINÉRAUX.....	10 856 770
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière*</i>	(36 431)		

	(36 431)		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
POUR LE PROGRAMME DES			
MINES ET DES MINÉRAUX.....	34 290 062		
	=====		

* Le crédit est attribuable à un rajustement de la provision pour créances douteuses.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	2 856 205	2 051 175
	-----	-----
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme stratégique d'amélioration des routes	0	(1 892 900)
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>)	1 576 140	1 224 600
Frais pour chèques refusés	280	315
	-----	-----
	1 576 420	1 224 915
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres	1 840	1 800
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	479 137	523 192
	-----	-----
REDEVANCES	2 510 871	1 975 560
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	576 268	64 194
	-----	-----
DIVERS		
Prêts - Intérêts	791 901	671 988
Autres	163 660	33 404
	-----	-----
	955 561	705 392
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	8 956 302	4 653 328
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Développement économique – Remboursements	2 442 851	2 748 822
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2 442 851	2 748 822
	=====	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-102
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-103
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....	2-105
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-104, 2-106
ÉTAT DES RECETTES	2-107
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-107

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
13 063 106	Administration du ministère	15 910 887	14 816 322
398 643 720	Développement économique et Commerce	242 647 300	190 509 343
411 706 826	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	258 558 187	205 325 665
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
51 958 415	Développement économique et Commerce	147 878 400	36 067 235
51 958 415	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	147 878 400	36 067 235
IMMOBILISATIONS			
28 780 000	Développement économique et Commerce	0	0
28 780 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	0	0

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	15 581 300	248 400	15 829 700	Administration du ministère 14 707 256
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 75 732
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>15 662 487</u>	<u>248 400</u>	<u>15 910 887</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 14 816 322

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification générale, et d'autres services de soutien. Il fournit aussi des services de soutien au ministère de la Recherche et de l'Innovation et au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat. Le programme gère par ailleurs les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 905 809	
Traitements et salaires.....	7 760 074		Avantages sociaux	227 979	
Avantages sociaux.....	861 869		Transports et communications.....	49 136	
Transports et communications.....	455 652		Services	857 013	
Services	5 303 104		Fournitures et matériel	53 974	
Fournitures et matériel	326 557				3 093 911
	14 707 256				
			<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	12 334	
Traitements et salaires.....	2 653 042		Services	1 697 240	
Avantages sociaux.....	258 489		Fournitures et matériel	22 861	
Transports et communications.....	340 101				1 732 435
Services	598 028				
Fournitures et matériel	93 250		<i>Services de vérification</i>		
	3 942 910		Services	533 018	
					533 018
<i>Planification et finances</i>					
Traitements et salaires.....	2 344 327		<i>Systèmes informatiques</i>		
Avantages sociaux.....	266 112		Services	440 893	
Transports et communications.....	37 612				440 893
Services	957 633				
Fournitures et matériel	130 109				
	3 735 793				
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	856 896		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		75 732
Avantages sociaux.....	109 289		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Transports et communications.....	16 469		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		33 334
Services	219 279				109 066
Fournitures et matériel	26 363				
	1 228 296				
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		14 816 322

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE
1	354 196 900	(169 117 100)	185 079 800	Stratégie du développement des secteurs industriels..... 138 355 026
9	64 698 500	(9 131 000)	55 567 500	Investissements et commerce..... 49 347 133
L	2 000 000		2 000 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 2 807 184
	420 895 400	(178 248 100)	242 647 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 190 509 343
Actifs				
8	147 878 400		147 878 400	Développement économique..... 36 067 235
	147 878 400		147 878 400	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 36 067 235

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques économiques dans tout le gouvernement; il encourage l'innovation; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir et il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y étendre leurs activités; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme les automobiles non polluantes et d'autres technologies respectueuses de l'environnement, la recherche-développement en santé et biotechnologie, les industries créatrices comme les médias numériques et les technologies de l'information et des communications, ainsi que la recherche et la fabrication pharmaceutiques; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les PME de la province à exporter sur les marchés mondiaux; il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés internationaux.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$	\$		\$
		FONCTIONNEMENT	
		Stratégie du développement des secteurs industriels (Poste 1)	Investissements et commerce (Poste 9)
Traitements et salaires.....	8 331 371		10 659 317
Avantages sociaux.....	963 206		1 325 799
Transports et communications	407 194		2 688 917
Services	12 979 534		32 685 332
Fournitures et matériel	352 560		900 268
Paiements de transfert			
Stratégie d'investissements dans le secteur de fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	6 475 738		1 087 500
Subventions à l'appui du développement de l'industrie.....	744 132		49 347 133
Institute for Competitiveness and Prosperity.....	833 333		
Fonds d'investissements stratégiques dans des grands projets	3 251 312		
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents.....	14 461 943		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	45 164 468		
Stratégie de redressement économique régional et local	1 657 992		
Investissement stratégique dans le secteur manufacturier.....	40 726 656		
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario.....	2 005 587		

	115 321 161		

	138 355 026		

		Crédits législatifs	
			36 067 235

		Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	2 807 184		

	2 807 184		

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE	190 509 343
			=====
		Actifs	
		Développement économique (Poste 8)	
		Dépôts et charges payées d'avance.....	208 036
		Prêts et investissements	
		Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	35 859 199

			36 067 235

		TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE	36 067 235
			=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	0	38 325
Frais pour chèques refusés – <i>Loi sur l'administration financière</i>	0	35
Autres	928	1 028
	<u>928</u>	<u>39 388</u>
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	8 457 281	3 313 144
	<u>8 457 281</u>	<u>3 313 144</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	148 652	179 210
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	0	12 327
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	5 295 568	2 431 882
	<u>5 444 220</u>	<u>2 623 419</u>
DIVERS		
Société Bombardier – Intérêts	0	1 682 110
Autres	109 018	111 543
	<u>109 018</u>	<u>1 793 653</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>14 011 447</u>	<u>7 769 604</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Palladium Finance Corporation	6 805 927	2 128 792
Société Bombardier	0	24 500 000
	<u>6 805 927</u>	<u>26 628 792</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	<u>6 805 927</u>	<u>26 628 792</u>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-110
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-111
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	2-113
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2-115
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-112, 2-114
ÉTAT DES RECETTES	2-117

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
23 758 315	Administration du ministère	25 399 014	25 233 801
12 530 259 271	Éducation élémentaire et secondaire	13 148 239 000	13 111 555 615
10 881 614	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	10 535 500	9 453 075
12 564 899 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	13 184 173 514	13 146 242 491
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Éducation élémentaire et secondaire	1 310 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 310 000	0
IMMOBILISATIONS			
17 069 724	Éducation élémentaire et secondaire	14 820 000	14 719 048
17 069 724	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	14 820 000	14 719 048

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	25 531 000	(196 000)	25 335 000	Administration du ministère 25 097 721
S	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
S	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 19 296
S	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 67 483
	<u>25 595 014</u>	<u>(196 000)</u>	<u>25 399 014</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 25 233 801

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	5 813 102	
Traitements et salaires.....	15 596 415		Avantages sociaux.....	911 225	
Avantages sociaux.....	2 452 189		Transports et communications.....	192 245	
Transports et communications.....	734 305		Services.....	756 126	
Services.....	15 483 253		Fournitures et matériel.....	127 878	
Fournitures et matériel.....	490 559			7 800 576	
	34 756 721		Moins : Recouvrements.....	1 962 400	
Moins : Recouvrements.....	9 659 000				5 838 176
	25 097 721		<i>Services juridiques</i>		
			Transports et communications.....	29 494	
<i>Bureau principal</i>			Services.....	2 813 639	
Traitements et salaires.....	2 249 378		Fournitures et matériel.....	74 998	
Avantages sociaux.....	243 242			2 918 131	
Transports et communications.....	250 822		Moins : Recouvrements.....	718 600	
Services.....	131 980				2 199 531
Fournitures et matériel.....	61 806		<i>Services de vérification</i>		
	2 937 228		Transports et communications.....	2 366	
			Services.....	2 077 632	
<i>Services financiers et administratifs</i>				2 079 998	
Traitements et salaires.....	5 421 968		Moins : Recouvrements.....	706 700	
Avantages sociaux.....	1 053 051				1 373 298
Transports et communications.....	222 301		<i>Systèmes informatiques</i>		
Services.....	2 253 340		Services.....	7 146 000	
Fournitures et matériel.....	187 511				7 146 000
	9 138 171		<i>Crédits législatifs</i>		
Moins : Recouvrements.....	4 527 200		Traitement versé au ministre en vertu		
	4 610 971		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
<i>Ressources humaines</i>			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		19 296
Traitements et salaires.....	2 111 967		Créances irrécouvrables, Loi sur		
Avantages sociaux.....	244 671		<i>l'administration financière</i>		67 483
Transports et communications.....	37 077				136 080
Services.....	304 536		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Fournitures et matériel.....	38 366		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
	2 736 617				25 233 801
Moins : Recouvrements.....	1 744 100				
	992 517				

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
1	12 767 362 300	191 740 800	12 959 103 100	Politiques et prestation des programmes..... 12 929 341 238
2	135 135 900		135 135 900	Activités éducatives 132 232 438
L	54 000 000		54 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario 49 981 939
	12 956 498 200	191 740 800	13 148 239 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 13 111 555 615
Actifs				
4	1 310 000		1 310 000	Politiques et prestation des programmes..... 0
	1 310 000		1 310 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 0
IMMOBILISATIONS				
3	15 320 000	(500 000)	14 820 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire ... 14 719 048
	15 320 000	(500 000)	14 820 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 14 719 048

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Activités éducatives (Poste 2)	
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	57 002 204	Traitements et salaires.....	44 116 131
Avantages sociaux.....	6 524 038	Avantages sociaux.....	6 865 945
Transports et communications.....	11 327 315	Transports et communications.....	1 471 434
Services.....	66 481 196	Services.....	9 505 123
Fournitures et matériel.....	1 627 779	Fournitures et matériel.....	6 506 980
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Subventions de fonctionnement		Paievements tenant lieu d'impôt	
aux conseils scolaires.....	12 456 807 000	aux municipalités.....	56 025
Programmes d'éducation		Office des télécommunications	
– Autres.....	261 689 448	éducatives de langue	
Office de la qualité et de la		française de l'Ontario.....	17 800 000
responsabilité en éducation.....	32 709 038	Office de la télécommunication	
Projets des langues officielles.....	34 374 400	éducative de l'Ontario.....	45 910 800
Subventions diverses.....	1 902 420		----- 63 766 825
	----- 12 787 482 306		-----
	12 930 444 838	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
Moins : Recouvrements.....	1 103 600	LE PROGRAMME D'ÉDUCATION	
	----- 12 929 341 238	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	13 111 555 615
			=====
		IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs		Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)	
Caisse de retraite des enseignantes			
et des enseignants de l'Ontario			
		Autres opérations	
Paiements de transfert		Soutien à l'éducation	
Prestations prises en charge par le gouvernement,		élémentaire et secondaire.....	
<i>Loi sur le régime de retraite des enseignants.....</i>		7 519 048	
	49 981 939	Soutien à l'Office des	
	----- 49 981 939	télécommunications éducatives	
		de langue française	
		de l'Ontario.....	
		2 800 000	
		Soutien pour l'Office de la	
		télécommunication éducative	
		de l'Ontario.....	
		4 400 000	
		----- 14 719 048	

		14 719 048	

		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
		LE PROGRAMME D'ÉDUCATION	
		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
		14 719 048	
		=====	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
1	10 197 900	337 600	10 535 500	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité 9 453 075
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....
	10 197 900	337 600	10 535 500	9 453 075

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

§	
FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	17 409 777
Avantages sociaux.....	2 254 610
Transports et communications.....	182 472
Services	12 192 009
Fournitures et matériel	290 108

	32 328 976
Moins : Recouvrements	22 875 901

	9 453 075

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	9 453 075
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	60 586 478	74 767 036
Autres	850 480	794 816
	<u>61 436 958</u>	<u>75 561 852</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof	228 971	197 165
Frais pour chèques refusés	105	310
	<u>229 076</u>	<u>197 475</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Avantages, accessoires	81 108	73 572
Locaux mis en location	61 773	29 078
Ventes de ressources aux conseils scolaires	0	1 711
Autres	441 546	254 022
	<u>584 427</u>	<u>358 383</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	2 379 153	9 870 591
	<u>2 379 153</u>	<u>9 870 591</u>
DIVERS		
Intérêts bancaires	44 774	54 993
	<u>44 774</u>	<u>54 993</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>64 674 388</u>	<u>86 043 294</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-120
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-121
TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE	2-123
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-122
ÉTAT DES RECETTES	2-125

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
7 731 607	Administration du ministère	9 327 714	8 403 571
69 397 456	Transformation du secteur de l'énergie	88 535 200	87 781 007
77 129 063	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	97 862 914	96 184 578

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	9 263 700		9 263 700	Administration du ministère 8 337 603
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>9 327 714</u>		<u>9 327 714</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 8 403 571
	=====		=====	=====

Description du programme :

Ce programme fournit toute une gamme de services : services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien aux ressources humaines et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 444 981	
Traitements et salaires.....	4 903 779		Avantages sociaux	172 171	
Avantages sociaux.....	637 953		Transports et communications.....	53 081	
Transports et communications.....	296 046		Services	463 996	
Services	3 106 664		Fournitures et matériel	20 081	
Fournitures et matériel	88 161				2 154 310
	9 032 603				
Moins : Recouvrements	695 000		<i>Analyse et planification</i>		
	8 337 603		Traitements et salaires.....	1 543 621	
			Avantages sociaux	239 344	
			Transports et communications.....	41 744	
			Services	243 239	
			Fournitures et matériel	7 023	
					2 074 971
			<i>Services juridiques</i>		
			Transports et communications.....	10 696	
			Services	1 241 114	
			Fournitures et matériel	15 957	
					1 267 767
			<i>Services de vérification</i>		
			Services	46 985	
					46 985
			<i>Systèmes informatiques</i>		
			Services	479 450	
			Fournitures et matériel	1 065	
				480 515	
			Moins : Recouvrements	285 000	
					195 515
			Crédits législatifs		
			Traitement versé au ministre en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
			vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
					65 968
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
					8 403 571

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2902				PROGRAMME DE TRANSFORMATION	
FONCTIONNEMENT				DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE	
1	73 035 200	15 500 000	88 535 200	Politiques et programmes.....	87 781 007
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
				PROGRAMME DE TRANSFORMATION	
				DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE	87 781 007
	73 035 200	15 500 000	88 535 200		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique et d'un réseau de transport et de distribution diversifiés et écologiquement viables, à des prix concurrentiels. Ce programme appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 007 375
Avantages sociaux.....		877 298
Transports et communications.....		278 228
Services.....		7 343 865
Fournitures et matériel.....		359 292
Paielements de transfert		
Fonds d'action écologique pour les municipalités – Renforcement des capacités.....	3 526 881	
Programme ontarien d'encouragement au chauffage renouvelable.....	1 977 396	
Initiative d'énergie verte à usage résidentiel.....	349 800	
Programme de production d'énergie renouvelable à usage résidentiel.....	2 440 000	
Programme ontarien d'amélioration du rendement énergétique domiciliaire.....	45 081 750	
Fonds pour la vérification énergétique résidentielle.....	14 584 197	
Recherche en bioénergie.....	1 600 000	
Initiatives de conservation.....	1 354 925	
	-----	70 914 949

		87 781 007

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE.....		87 781 007
		=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, Permis et Autorisations - général	230 000	200 000
FOI – Droits	1 834	1 031
	<u>231 834</u>	<u>201 031</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paievements de transfert.....	114 638	0
Ventes et Locations.....	61 554	643 709
	<u>176 192</u>	<u>643 709</u>
DIVERS		
Autres	98 996	132 184
	<u>98 996</u>	<u>132 184</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>507 022</u>	<u>976 924</u>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-128
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-129
ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	2-132
ASSAINISSEMENT DE L'EAU	2-134
GESTION DES DÉCHETS.....	2-136
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-131, 2-137
ÉTAT DES RECETTES	2-138

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
58 509 390	Administration du ministère	58 121 214	58 095 781
60 878 750	Assainissement de l'air	80 017 100	79 943 470
141 694 627	Assainissement de l'eau	154 635 500	154 546 232
41 913 612	Gestion des déchets	49 192 300	49 058 124
302 996 379	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	341 966 114	341 643 607
=====		=====	=====
IMMOBILISATIONS			
300 000	Assainissement de l'air	2 759 000	2 758 184
35 735 357	Assainissement de l'eau	13 001 100	13 000 399
5 051 761	Gestion des déchets	70 909 900	70 908 776
41 087 118	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	86 670 000	86 667 359
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	58 107 600	(50 400)	58 057 200	Soutien à la gestion stratégique..... 58 029 813
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>58 171 614</u>	<u>(50 400)</u>	<u>58 121 214</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 58 095 781
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme offre des conseils stratégiques, des services de planification et du soutien pour faciliter la réalisation des priorités gouvernementales et ministérielles par une planification financière et axée sur les résultats, le contrôle financier lié aux politiques et directives administratives, les ressources humaines, la vérification et des systèmes de gestion de l'information et de technologie. Il assure aussi des services efficaces de soutien juridique et en communications, la gestion des connaissances et des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)			<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>		
Traitements et salaires.....	23 785 654		Traitements et salaires.....	2 539 703	
Avantages sociaux.....	3 673 827		Avantages sociaux.....	338 893	
Transports et communications.....	1 107 362		Transports et communications.....	69 526	
Services.....	27 916 558		Services.....	2 357 504	
Fournitures et matériel.....	1 734 412		Fournitures et matériel.....	211 295	
				5 516 921	
	58 217 813		Moins : Recouvrements.....	188 000	
Moins : Recouvrements.....	188 000				5 328 921
	58 029 813				
			<i>Communications</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	3 732 422	
Traitements et salaires.....	2 099 083		Avantages sociaux.....	488 057	
Avantages sociaux.....	223 331		Transports et communications.....	65 611	
Transports et communications.....	77 920		Services.....	1 229 563	
Services.....	91 559		Fournitures et matériel.....	116 937	
Fournitures et matériel.....	63 071				5 632 590
	2 554 964				
			<i>Services juridiques</i>		
<i>Planification et contrôle financière</i>			Transports et communications.....	187 269	
Traitements et salaires.....	4 092 693		Services.....	5 371 221	
Avantages sociaux.....	512 684		Fournitures et matériel.....	113 655	
Transports et communications.....	69 523				5 672 145
Services.....	1 095 416				
Fournitures et matériel.....	266 558		<i>Services de vérification</i>		
	6 036 874		Services.....	472 607	
					472 607
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	2 039 342		<i>Commissions et comités</i>		
Avantages sociaux.....	714 304		Traitements et salaires.....	1 238 507	
Transports et communications.....	91 532		Avantages sociaux.....	146 745	
Services.....	623 799		Transports et communications.....	48 216	
Fournitures et matériel.....	143 839		Services.....	432 559	
			Fournitures et matériel.....	49 857	
	3 612 816				1 915 884

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
<i>Accommodations</i>		
Transports et communications	94 739	
Services	15 098 006	
Fournitures et matériel	68 596	
	-----	15 261 341

<i>Innovation environnementale</i>		
Traitements et salaires.....	2 741 703	
Avantages sociaux.....	432 486	
Transports et communications	74 542	
Services	265 377	
Fournitures et matériel	85 734	
	-----	3 599 842

<i>Élaboration des politiques et des programmes</i>		
Transports et communications	107	
Services	4 029	
Fournitures et matériel	1 842	
	-----	5 978

<i>Soutien à la gestion des programmes</i>		
Traitements et salaires.....	5 302 201	
Avantages sociaux.....	817 327	
Transports et communications	328 377	
Services	874 918	
Fournitures et matériel	613 028	
	-----	7 935 851

<i>Crédits législatifs</i>		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667

		65 968

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		58 095 781
		=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1106				PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	
FONCTIONNEMENT					
1	51 446 400	(5 849 000)	45 597 400	Smog et substances toxiques atmosphériques.....	45 593 971
2	19 149 700	(483 200)	18 666 500	Air pur	18 664 673
3	17 175 100	(1 421 900)	15 753 200	Changement climatique	15 684 826
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
				POUR LE PROGRAMME	
	87 771 200	(7 754 100)	80 017 100	D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	79 943 470
IMMOBILISATIONS					
4	3 059 000	(300 000)	2 759 000	Immobilisations – Air	2 758 184
				TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
				POUR LE PROGRAMME	
	3 059 000	(300 000)	2 759 000	D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	2 758 184

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, des politiques et des programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de soutenir la stratégie relative au changement climatique du gouvernement, de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS	
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)		Immobilisations – Air (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	29 994 324	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 212 577	Investissements dans les immobilisations	2 758 184
Transports et communications.....	1 235 402		-----
Services	7 172 393	TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
Fournitures et matériel	1 567 451	POUR LE PROGRAMME	
Paiements de transfert		D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	2 758 184
Subventions pour les			=====
partenariats environnementaux – air.....	2 411 824		

	45 593 971		

Air pur (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	2 923 152		
Avantages sociaux.....	352 567		
Transports et communications.....	118 840		
Services	15 062 171		
Fournitures et matériel	207 943		

	18 664 673		

Changement climatique (Poste 3)			
Traitements et salaires.....	2 508 054		
Avantages sociaux.....	345 456		
Transports et communications.....	81 437		
Services	7 386 925		
Fournitures et matériel	43 253		
Paiements de transfert			
Subventions pour l'action contre			
le changement climatique	5 319 701		

	15 684 826		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
POUR LE PROGRAMME			
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	79 943 470		
	=====		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1107				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU
1	102 035 200	1 831 800	103 867 000	Assainissement de l'eau..... 103 863 198
2	44 947 100	(253 200)	44 693 900	Protection des sources..... 44 689 883
3	8 804 500	(2 730 900)	6 073 600	Gestion des éléments nutritifs..... 5 993 151
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	155 787 800	(1 152 300)	154 635 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU..... 154 546 232
IMMOBILISATIONS				
4	16 664 000	(3 662 900)	13 001 100	Immobilisations – Eau 13 000 399
	16 664 000	(3 662 900)	13 001 100	TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME
				D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU..... 13 000 399

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)	
Assainissement de l'eau (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	59 999 381	Traitements et salaires.....	3 393 415
Avantages sociaux.....	9 281 558	Avantages sociaux.....	450 631
Transports et communications.....	2 402 226	Transports et communications.....	93 689
Services.....	18 914 497	Services.....	1 561 800
Fournitures et matériel.....	4 309 779	Fournitures et matériel.....	238 491
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Subventions pour les partenariats		Subventions pour les partenariats de	
environnementaux – eau.....	4 149 647	gestion des éléments nutritifs.....	255 125
Subventions pour le Centre			5 993 151
de Walkerton pour			
l'assainissement de l'eau.....	5 000 000		
	-----		-----
	9 149 647		

	104 057 088		
Moins : Recouvrements.....	193 890		

	103 863 198		

Protection des sources (Poste 2)		IMMOBILISATIONS	
		Immobilisations – Eau (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	15 440 385		
Avantages sociaux.....	2 177 330		
Transports et communications.....	597 366		
Services.....	17 610 783		
Fournitures et matériel.....	1 600 555		
Paiements de transfert			
Subventions pour la			
protection des sources.....	3 758 051		
Programme ontarien			
d'intendance de l'eau potable.....	3 505 413		

	7 263 464		

	44 689 883		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)		TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
POUR LE PROGRAMME		POUR LE PROGRAMME	
D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....		D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....	
		13 000 399	
		=====	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1108				
FONCTIONNEMENT				
1	18 128 100	3 050 400	21 178 500	Réduction des déchets non dangereux 21 100 618
2	16 625 100	(486 000)	16 139 100	Gestion des déchets dangereux 16 107 801
3	11 447 500	426 200	11 873 700	Restauration des sols..... 11 825 622
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 24 083
	46 201 700	2 990 600	49 192 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DE
				GESTION DES DÉCHETS..... 49 058 124
IMMOBILISATIONS				
4	25 367 000	45 542 900	70 909 900	Immobilisations – gestion des déchets..... 70 908 776
	25 367 000	45 542 900	70 909 900	TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME DE
				GESTION DES DÉCHETS..... 70 908 776

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Restauration des sols (Poste 3)	
Réduction des déchets non dangereux (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	12 594 345	Traitements et salaires.....	3 684 350
Avantages sociaux.....	1 834 187	Avantages sociaux	580 802
Transports et communications	450 809	Transports et communications.....	98 368
Services	4 576 975	Services	7 346 949
Fournitures et matériel	750 026	Fournitures et matériel.....	115 153
Paiements de transfert			-----
Subventions pour les partenariats		TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
environnementaux – déchets.....	894 276	POUR LE PROGRAMME DE	
	-----	GESTION DES DÉCHETS.....	49 058 124
	21 100 618		=====

Gestion des déchets dangereux (Poste 2)		IMMOBILISATIONS	
		Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	11 271 147		
Avantages sociaux.....	1 623 562	Paiements de transfert	
Transports et communications	435 170	Subventions pour les projets	
Services	2 177 458	d'assainissement de l'environnement.....	198 192
Fournitures et matériel	600 464	Autres opérations	
	-----	Investissements dans les immobilisations	70 710 584
	16 107 801		-----
	-----		70 908 776

Crédits législatifs		TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
		POUR LE PROGRAMME DE	
		GESTION DES DÉCHETS	70 908 776
			=====
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>			
<i>sur l'administration financière</i>	24 083		

	24 083		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	0	182 032
	0	182 032
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	31 882 985	31 376 991
Certificats d'autorisation.....	6 022 465	6 259 018
Frais liés aux déchets dangereux.....	5 946 061	5 889 795
Droits, permis et autorisations	2 148 471	2 176 833
	45 999 982	45 702 637
VENTES ET LOCATIONS.....	107 951	98 420
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	1 650 765	186 238
DIVERS		
Autres	11 047	14 602
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	47 769 745	46 183 929

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-140
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-141
POLITIQUES FISCALES ET BUDGET.....	2-143
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-145
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-149
INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	2- 151
TRÉSOR.....	2-153
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-142, 2-147, 2-154
ÉTAT DES RECETTES.....	2-155
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-156

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
121 312 254	Administration du ministère	130 216 714	124 382 768
13 510 061	Politiques fiscales et budget	62 482 800	51 525 697
1 481 900 833	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 513 049 900	1 087 490 978
1 443 481	Réglementation de l'industrie des services financiers	5 902 000	1 687 922
7 780 237 545	Trésor	7 803 600 000	7 780 571 424
9 398 404 174	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	9 515 251 414	9 045 658 789

ACTIFS DE FONCTIONNEMENT

0	Politiques fiscales et budget	1 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 000	0

IMMOBILISATIONS

1 148 985 655	Investir dans l'Ontario	1 000	0
1 148 985 655	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000	0

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	138 856 200	(8 704 500)	130 151 700	Administration du ministère 124 316 800
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>138 921 214</u>	<u>(8 704 500)</u>	<u>130 216 714</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 124 382 768

Description du programme :

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique, d'information et de technologie de l'information et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien ministériels, tels que les services de centres d'appel, l'imagerie documentaire, la collecte de données et la gestion de l'encaisse à toutes fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère du Revenu. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Vérification interne Ontario, le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	41 690 662		Traitements et salaires.....	75 472	
Avantages sociaux.....	5 790 642		Transports et communications.....	160 973	
Transports et communications.....	2 641 306		Services.....	5 888 500	
Services.....	73 979 870		Fournitures et matériel.....	304 830	
Fournitures et matériel.....	3 031 450			-----	6 429 775
	-----				-----
	127 133 930		<i>Services de vérification</i>		
Moins : Recouvrements.....	2 817 130		Services.....	1 578 609	
	-----			-----	1 578 609
	124 316 800				-----
	-----		<i>Systèmes informatiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	14 836 941	
Traitements et salaires.....	3 187 895		Avantages sociaux.....	1 871 872	
Avantages sociaux.....	335 014		Transports et communications.....	1 622 337	
Transports et communications.....	196 214		Services.....	44 617 269	
Services.....	290 126		Fournitures et matériel.....	397 469	
Fournitures et matériel.....	117 162			-----	63 345 888
	-----	4 126 411			-----

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Administration des recettes et services à la clientèle</i>		
Traitements et salaires.....	6 286 046		Traitements et salaires.....	11 406 932	
Avantages sociaux.....	890 422		Avantages sociaux.....	1 881 374	
Transports et communications.....	256 144		Transports et communications.....	280 680	
Services.....	15 344 671		Services.....	5 174 435	
Fournitures et matériel.....	1 220 877		Fournitures et matériel.....	798 301	
	-----	23 998 160		-----	
		-----		19 541 722	
<i>Ressources humaines</i>			Moins : Recouvrements.....	2 817 130	
Traitements et salaires.....	3 450 440			-----	16 724 592
Avantages sociaux.....	478 969				-----
Transports et communications.....	59 696				
Services.....	109 689				
Fournitures et matériel.....	71 773				
	-----	4 170 567			

<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	2 446 936				
Avantages sociaux.....	332 991				
Transports et communications.....	65 262				
Services.....	976 571				
Fournitures et matériel.....	121 038				
	-----	3 942 798			

			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		124 382 768
					=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET
1	42 054 100	(6 971 300)	35 082 800	Budget et politiques fiscales 34 082 828
4	27 400 000		27 400 000	Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier 17 442 869
	69 454 100	(6 971 300)	62 482 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET 51 525 697

Description du programme :

Le programme du Bureau du budget et de la fiscalité conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à préparer le budget de l'Ontario. Il a aussi les responsabilités suivantes : l'élaboration et l'analyse quantitative de la conception des lois et des politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu; les aspects intergouvernementaux de la fiscalité; la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier; d'autres documents de nature économique et budgétaire comme le rapport sur les dépenses fiscales; les recherches et les analyses sur les nouvelles tendances en matière de fiscalité, de régimes de retraite et de sécurité du revenu, y compris pour ce qui a trait à la compétitivité fiscale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Budget et politiques fiscales (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	8 976 348	
Avantages sociaux.....	1 113 594	
Transports et communications.....	164 523	
Services	3 670 724	
Fournitures et matériel.....	161 704	
Paiements de transfert		
Règlements par médiation.....	19 995 935	

	34 082 828	

Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.....	17 442 869	

	17 442 869	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET	51 525 697	
	=====	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	9 443 300		9 443 300	Politiques économiques 8 992 173
5	32 258 600	(9 258 000)	23 000 600	Relations provinciales-municipales en matière de finances..... 21 658 485
6	951 301 800	4 573 000	955 874 800	Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario..... 955 874 800
8	135 502 200	(26 912 600)	108 589 600	Bureau du Conseil du Trésor 94 306 364
9	6 140 600		6 140 600	Vérification interne Ontario 5 647 566
10	420 000 000	(420 000 000)	0	Fonds de prévoyance ‡ 0
12	410 000 000		410 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario 0
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 011 590
	1 964 647 500	(451 597 600)	1 513 049 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 1 087 490 978

‡ Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 420 000 000 \$ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203 Actifs	PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES			
L	1 000		1 000	Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic..0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 0

Description du programme :

Le programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils stratégiques sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan financier de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en leur offrant des conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme supervise aussi la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert, du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT		Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (Poste 6)		
Politiques économiques (Poste 1)		Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	6 411 814	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	905 439 600	
Avantages sociaux.....	707 604	Paiements spéciaux		
Transports et communications	143 199	aux municipalités	19 795 400	
Services	1 344 407	Aide unique aux municipalités	30 639 800	
Fournitures et matériel	211 739			955 874 800
Paiements de transfert				
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques.....	216 360			

	9 035 123	Bureau du Conseil du Trésor (Poste 8)		
Moins : Recouvrements	42 950			

	8 992 173			

Crédits législatifs		Traitements et salaires.....		16 502 219
Autres opérations		Avantages sociaux		1 895 507
Garanties et indemnités, Loi sur l'administration financière	1 011 590	Transports et communications		363 227
	-----	Services		19 854 201
	1 011 590	Fournitures et matériel		333 652
	-----	Paiements de transfert		
		Partenariats avec le		
		secteur parapublic	11 362 352	
		Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement avec le		
		secteur parapublic	43 995 206	
				55 357 558

				94 306 364

Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		Stratégie et coordination fiscales		
Traitements et salaires.....	4 245 804	Traitements et salaires.....	8 554 280	
Avantages sociaux.....	539 672	Avantages sociaux	1 001 201	
Transports et communications	131 560	Transports et communications	160 962	
Services	16 609 951	Services	3 375 103	
Fournitures et matériel	131 498	Fournitures et matériel	121 685	
	-----			13 213 231
	21 658 485			-----

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
<i>Bureau du contrôleur provincial</i>		
Traitements et salaires.....	5 590 328	
Avantages sociaux.....	641 644	
Transports et communications	98 491	
Services	14 468 323	
Fournitures et matériel	92 153	
	-----	20 890 939

<i>Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic</i>		
Traitements et salaires.....	2 357 611	
Avantages sociaux.....	252 662	
Transports et communications	103 774	
Services	2 010 775	
Fournitures et matériel	119 814	
Paiements de transfert		
Partenariats avec le secteur parapublic	11 362 352	
Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement avec le secteur parapublic.....	43 995 206	
	-----	60 202 194

Vérification interne Ontario (Poste 9)		
Traitements et salaires.....	18 733 087	
Avantages sociaux.....	2 490 047	
Transports et communications	522 989	
Services	3 663 184	
Fournitures et matériel	570 887	
	-----	25 980 194
Moins : Recouvrements	20 332 628	

		5 647 566

TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....		1 087 490 978
		=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1204				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE	
FONCTIONNEMENT				L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	
1	8 400 000	(2 500 000)	5 900 000	Commission des services financiers de l'Ontario .	1 687 922
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
				POUR LE PROGRAMME DE	
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
				DES SERVICES FINANCIERS	1 687 922
	8 402 000	(2 500 000)	5 902 000		

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des compagnies de prêt et de fiducie, des crédits unions et des caisses populaires, des courtiers en hypothèques et des coopératives en offrant des services de réglementation efficaces et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La Commission des services financiers de l'Ontario fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est un organisme de réglementation indépendant et financièrement autonome qui régit les lois ontariennes sur les valeurs mobilières; la Commission finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
DES SERVICES FINANCIERES – CRÉDIT 1204Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	33 010 365
Avantages sociaux.....	6 972 976
Transports et communications.....	730 027
Services	12 034 447
Fournitures et matériel	2 059 112

	54 806 927
Moins : Recouvrements	53 119 005

	1 687 922

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 565 960
Avantages sociaux.....	218 694
Transports et communications.....	31 384
Services	4 951 590
Fournitures et matériel	22 730

	6 790 358
Moins : Recouvrements	6 790 358

	0

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	1 687 922
	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1208 IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO
1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO
	1 000		1 000	

Ce programme est assujéti à l'approbation par l'Assemblée législative du projet de loi 35 visant l'établissement d'une *loi permettant d'investir dans l'Ontario*. Le programme aurait la responsabilité de l'allocation de la totalité ou d'une partie de l'excédent correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles peuvent être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
IMMOBILISATIONS		
Investir dans l'Ontario (Poste 1)		
Paiements de transfert		
<i>Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario..</i>	0	

	0	

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
LE PROGRAMME D'INVESTIR		
DANS L'ONTARIO.....	0	
	=====	

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
L				
FONCTIONNEMENT				
L 7 803 600 000			7 803 600 000	Intérêts sur la dette 7 565 246 924
L 0			0	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 215 324 500
7 803 600 000			7 803 600 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DU TRÉSOR..... 7 780 571 424

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIF

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	6 008 965 418	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	495 809 622	
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	437 212 435	
Régime de retraite des fonctionnaires	246 053 191	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	116 888 704	
Société de logement de l'Ontario	102 149 233	
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	14 671 345	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	29 646 632	
	-----	7 451 396 580
Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions		13 497 355

		7 464 893 935
Moins : Intérêts sur les investissements.....		418 345 650

		7 046 548 285
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		518 698 639

		7 565 246 924

Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	215 324 500	

		215 324 500

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	7 780 571 424	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers.....	25 778 159 344	25 522 083 609
Contributions – santé de l'Ontario	2 775 724 100	2 712 895 911
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	131 565 490	113 858 883
<i>Loi de 1998 sur l'administration des successions</i>	106 767 895	106 442 923
Crédit d'impôt.....	(1 049 597 187)	(984 696 181)
	<u>27 742 619 642</u>	<u>27 470 585 145</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	8 942 366 681	8 486 603 125
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 078 852 945	3 778 333 930
Réduction des temps d'attente	234 690 902	468 389 791
Éco fiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	195 411 075	194 928 966
Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés.....	150 000 000	250 000 000
Fiducie pour le développement communautaire	118 947 471	0
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun.....	117 453 297	117 161 985
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun 2008.....	97 318 298	0
Incitatif – Imposition du capital.....	87 000 000	83 000 000
Fiducie pour le logement abordable.....	78 302 198	117 161 985
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	68 470 358	68 309 655
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH	39 082 215	38 985 793
Fonds de recrutement de policiers	31 040 000	0
Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve.....	26 748 613	26 748 613
Subvention annuelle par personne - <i>Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Gouvernement du Canada – Fonds pour la réforme de la santé.....	0	54 000
Fonds de transition.....	0	574 000 000
Fiducie pour l'éducation postsecondaire.....	0	195 269 974
Places en garderie	0	97 464 483
Autres	0	(751 924)
	<u>14 273 766 374</u>	<u>14 503 742 697</u>
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Hydro One Inc.	325 765 000	258 765 000
	<u>325 765 000</u>	<u>258 765 000</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 327 944	142 311 823
Évaluations – de base et recouvrements.....	1 071 133	1 889 943
Remboursements généraux	10 304	908 046
Syndicat - Association	1 454	20 145
Autres	107 515	552
	<u>143 518 350</u>	<u>145 130 509</u>
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	141 407 833	139 450 708
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc	3 800 000	6 612 500
Droits d'administration	1 612 542	1 114 783
Droits de garantie – autres	63 590	33 184
Droits - permis et autorisations	16 134	17 972
Frais pour chèques refusés	245	385
Centrale nucléaire Bruce – Restructuration et rendement	0	15 000 000
	<u>146 900 344</u>	<u>162 229 532</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS	33 413	44 842
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Produits de la vente d'immobilisations	0	23 564 805
Ventes et Locations	0	54 285
	-----	-----
	0	23 619 090
	-----	-----
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	15 000 000	15 000 000
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	3 034 840	5 788 163
Société de développement de l'Ontario	4 325	74 832
	-----	-----
	3 039 165	5 862 995
	-----	-----
DIVERS		
Autre revenu – Toronto	5 126 391	9 459 814
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 380 075	2 679 417
Dons – Fonds ontarien d'initiative	173 461	135 947
Rajustement de la provision pour la restructuration	0	23 234 403
Autre revenu – Oshawa	7 074 944	8 003 072
	-----	-----
	14 754 871	43 512 653
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	42 665 397 159	42 628 492 463
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	295 500 000	273 000 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	306 550 727	277 277 159
Hypothèques – Société foncière de l'Ontario	2 440	13 642
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	602 053 167	550 290 801
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-158
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-159
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-161
EMPLOI ONTARIO	2-163
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....	2-165
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-160, 2-162, 2-164
ÉTAT DES RECETTES	2-167
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-168

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
17 740 588	Administration du ministère	18 904 714	18 440 842
4 933 798 706	Éducation postsecondaire	5 122 876 200	5 088 991 625
966 075 858	Emploi Ontario	1 038 669 900	1 036 964 963
0	Politiques stratégiques et programmes	14 963 400	14 653 870
5 917 615 152	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	6 195 414 214	6 159 051 300
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
237 286 584	Éducation postsecondaire	266 724 100	64 940 397
19 401 163	Emploi Ontario	18 925 000	14 680 617
256 687 747	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	285 649 100	79 621 014
IMMOBILISATIONS			
860 379 399	Éducation postsecondaire	156 169 600	156 135 007
24 894 646	Emploi Ontario	15 000 000	14 992 417
885 274 045	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	171 169 600	171 127 424

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 200 000	6 640 700	18 840 700	Administration du ministère 18 374 874
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>12 264 014</u>	<u>6 640 700</u>	<u>18 904 714</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 18 440 842
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 897 092	Services	718 600
Avantages sociaux.....	317 073		718 600
Transports et communications.....	101 121		
Services	15 981 700		
Fournitures et matériel	77 888		
	18 374 874		
		<i>Services de vérification</i>	
		Services	954 700
			954 700
<i>Bureau principal</i>			
Traitements et salaires.....	1 897 092		
Avantages sociaux.....	213 718		
Transports et communications.....	98 582		
Services	646 227		
Fournitures et matériel	60 445		
	2 916 064		
		<i>Systèmes informatiques</i>	
		Services	5 308 900
			5 308 900
<i>Services financiers et administratifs</i>			
Avantages sociaux.....	103 355		
Transports et communications.....	2 539		
Services	4 646 773		
Fournitures et matériel	17 443		
	4 770 110		
		<i>Crédits législatifs</i>	
<i>Ressources humaines</i>		Traitement versé au ministre en vertu	
		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
			65 968
Services	1 744 100		
	1 744 100		
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 440 842
<i>Services de communication</i>			
Services	1 962 400		
	1 962 400		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
1	5 111 318 300	(29 982 100)	5 081 336 200	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants 5 058 903 906
L	41 540 000		41 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> 30 087 719
	<u>5 152 858 300</u>	<u>(29 982 100)</u>	<u>5 122 876 200</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 5 088 991 625
Actifs				
4	266 724 100		266 724 100	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants 64 940 397
	<u>266 724 100</u>		<u>266 724 100</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 64 940 397
IMMOBILISATIONS				
3	155 059 600	1 110 000	156 169 600	Soutien à l'éducation postsecondaire 156 135 007
	<u>155 059 600</u>	<u>1 110 000</u>	<u>156 169 600</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 156 135 007

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire met en œuvre les stratégies gouvernementales pour l'éducation postsecondaire et fournit des fonds et une orientation en matière de programmes aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, à savoir : offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités, à gérer les relations avec les établissements postsecondaires et les groupes d'étudiants, à gérer les mécanismes de responsabilisation et la législation applicable, à réglementer les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables, à établir le cadre annuel de financement, à administrer les paiements de transfert et les subventions d'immobilisations et à administrer l'aide financière aux étudiants.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		Autres opérations	
		Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants –	
		<i>Loi sur l'administration financière</i>	
			30 087 719

			30 087 719

		TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
		POUR LE PROGRAMME	
		D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	
			5 088 991 625
			=====
		Actifs	
		Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)	
		Prêts et investissements	
		Soutien aux étudiantes et étudiants.....	
			64 940 397

			64 940 397

		TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME	
		D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	
			64 940 397
			=====
		IMMOBILISATIONS	
		Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)	
		Paiements de transfert	
		Subventions d'immobilisations	
		– collèges.....	
		106 216 700	
		Subventions d'immobilisations	
		– universités	
		49 918 307	

			156 135 007

			156 135 007

		TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
		POUR LE PROGRAMME	
		D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	
			156 135 007
			=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME EMPLOI ONTARIO
7	1 086 329 900	(47 808 000)	1 038 521 900	Système Emploi Ontario..... 1 036 816 963
L	148 000		148 000	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i> 148 000
	<u>1 086 477 900</u>	<u>(47 808 000)</u>	<u>1 038 669 900</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 1 036 964 963
Actifs				
9	18 925 000		18 925 000	Système Emploi Ontario..... 14 680 617
	<u>18 925 000</u>		<u>18 925 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO..... 14 680 617
IMMOBILISATIONS				
10	19 800 000	(4 800 000)	15 000 000	Système Emploi Ontario..... 14 992 417
	<u>19 800 000</u>	<u>(4 800 000)</u>	<u>15 000 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO..... 14 992 417

Description du programme :

Le Programme Emploi Ontario offre un système intégré d'emploi et de formation qui appuie l'établissement et la préservation de la prospérité et de la compétitivité de l'Ontario. Il propose de la formation professionnelle et d'autres services d'emploi et de planification de carrière pertinents et efficaces, à l'endroit et au moment où ils sont nécessaires. Le programme permet à la population ontarienne d'accéder aux services et au soutien dont elle a besoin pour réussir dans le marché de l'emploi actuel. Emploi Ontario est un guichet unique permettant d'accéder aux programmes et services d'emploi et de formation et qui répond aux besoins des employeurs, des chercheurs d'emploi, des apprentis et des Néo-Canadiens.

Le Programme Emploi Ontario collabore avec des partenaires pour inciter les employeurs à soutenir un programme d'apprentissage souple en plein essor; il offre des programmes de littératie et d'amélioration des compétences de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou la réinsertion professionnelle; il renforce les services de réadaptation et de réinsertion rapide de l'Ontario; il élargit l'accès à l'information sur les emplois et les tendances en matière de recrutement; il encourage les employeurs à recruter des étudiants pendant l'été.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Actifs	
Système Emploi Ontario (Poste 7)		Système Emploi Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	58 365 997	Dépôts et charges payées d'avance	
Avantages sociaux.....	8 674 687	Marché du travail et formation	12 463 817
Transports et communications.....	3 890 961	Prêts et investissements	
Services	30 913 872	Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	2 216 800
Fournitures et matériel.....	1 259 348		-----
Paiements de transfert			14 680 617
Entente Canada-Ontario			-----
sur le développement		TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
du marché du travail.....	532 777 000	PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	14 680 617
Marché du travail et formation	400 935 098		=====

	933 712 098		

	1 036 816 963		

Crédits législatifs		IMMOBILISATIONS	
Autres opérations		Système Emploi Ontario (Poste 10)	
Créances irrécouvrables – Prêts pour		Paiements de transfert	
l'acquisition d'outils de travail –		Fonds pour l'amélioration	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	148 000	des installations	
	-----	d'apprentissage	10 000 000
	148 000	Fonds pour l'expansion	
	-----	de l'apprentissage	
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		professionnel	4 992 417
 LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	1 036 964 963		-----
	=====		14 992 417

			14 992 417

		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE	
		PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	14 992 417
			=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3004				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES
1	13 187 000	1 776 400	14 963 400	Politiques stratégiques et programmes..... 14 653 870
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....
	13 187 000	1 776 400	14 963 400	14 653 870

Description du programme :

La Division se charge de l'élaboration des politiques stratégiques, de la recherche et la planification relatives au marché du travail, de la conception des programmes et des services d'élaboration de programmes pour le ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU). Elle est responsable de l'élaboration et de l'harmonisation de l'orientation des politiques stratégiques à l'échelle de la province pour les programmes postsecondaires et les programmes de formation et de soutien au marché du travail. La division sert de centre d'expertise en information sur le marché du travail et l'enseignement postsecondaire pour le MFCU et pour d'autres ministères ayant des priorités connexes. La Division des politiques stratégiques et des programmes rassemble l'expertise des secteurs de l'emploi et de la formation et de l'enseignement postsecondaire afin de concevoir et d'élaborer des programmes, d'établir des normes de programme et d'effectuer des évaluations de programmes; elle administre de plus la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'analyse et l'élaboration des politiques à l'appui des priorités et des objectifs socio-économiques du gouvernement en vue de former la meilleure main-d'œuvre en Amérique du Nord. Elle relie les orientations stratégiques avec les opérations et la prestation des services relevant des programmes afin de fournir à l'Ontario un avantage concurrentiel dans l'économie du savoir. La Division assume pour le ministère la planification des besoins à long terme, la planification des immobilisations et la coordination des relations entre les divers paliers de gouvernement.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

S	
FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	9 467 421
Avantages sociaux.....	1 151 241
Transports et communications.....	565 724
Services	3 391 326
Fournitures et matériel	203 181

	14 778 893
Moins : Recouvrements	125 023

	14 653 870

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DES POLITIQUES	
STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....	14 653 870
	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail	585 776 559	582 215 004
Entente sur le marché du travail.....	117 415 000	0
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	38 748 576	39 972 745
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	20 071 773	18 892 276
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 869	19 102 869
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail		
– Développement des systèmes.....	17 578 731	4 993 891
Programme canadien de prêts aux étudiants	6 526 671	7 360 689
Paieement du gouvernement fédéral.....	1 435 000	0
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire.....	775 000	825 000
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux.....	753 582	0
	808 183 761	673 362 474
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	548 233	424 138
	548 233	424 138
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	7 045 613	8 100 317
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées.....	670 612	599 223
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	70 000	165 000
Droits des dépôts des demandes RAFFEO.....	37 244	34 075
Frais pour chèques refusés.....	8 012	8 764
Conférences et colloques	0	40 510
	7 831 481	8 947 889
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	38 235	392 526
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	19 357 827	17 712 805
DIVERS		
Pénalités - intérêt	8 761 292	44 317 142
Autres	6 026	38 530
	8 767 318	44 355 672
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	844 726 855	745 195 504

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Remboursement – Prêts aux étudiants	34 851 809	44 638 058
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 442 417	1 013 689
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	36 294 226	45 651 747
	=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-170
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-171
COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	2-173
ÉTAT DES RECETTES	2-175

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
4 948 165	Affaires francophones	4 696 100	4 492 130
0	Commissariat aux services en français	761 000	757 978
<u>4 948 165</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	<u>5 457 100</u>	<u>5 250 108</u>
<u><u>4 948 165</u></u>	L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	<u><u>5 457 100</u></u>	<u><u>5 250 108</u></u>

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
FONCTIONNEMENT				
1	4 442 600	253 500	4 696 100	Coordination des affaires francophones..... 4 492 130
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DES
				AFFAIRES FRANCOPHONES 4 492 130
	4 442 600	253 500	4 696 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, le volume et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$	
FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 610 894
Avantages sociaux.....	149 911
Transports et communications.....	157 403
Services	2 407 394
Fournitures et matériel	42 528
Paiements de transfert	
Programme des services en français	124 000

	4 492 130

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME DES	
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	4 492 130
	=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1302 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS
1	761 000		761 000	Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes.....
	761 000		761 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS
				757 978

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

S	
FONCTIONNEMENT	
Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)	
Traitements et salaires	428 951
Avantages sociaux	73 313
Transports et communications	68 577
Services	176 134
Fournitures et matériel	11 003

	757 978

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	757 978
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 579 548	1 533 094
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	5	5
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	1 027	0
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 580 580	1 533 099
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-178
OMBUDSMAN ONTARIO	2-179
ÉTAT DES RECETTES	2-181

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
9 704 400	Ombudsman Ontario	10 030 200	10 030 200
9 704 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT)	10 030 200	10 030 200
=====	POUR OMBUDSMAN ONTARIO	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2301				
FONCTIONNEMENT				
1	10 030 200		10 030 200	Ombudsman..... 10 030 200
	10 030 200		10 030 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
				PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO
				10 030 200

Description du programme:

L'ombudsman est un officier de l'Assemblée législative dont le mandat est défini dans la *Loi sur l'ombudsman*.

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario. Il peut enquêter sur les plaintes présentées par des particuliers, sur les problèmes soulevés par des députés provinciaux, de sa propre initiative ainsi que sur les plaintes déposées par des particuliers à propos de réunions municipales à huis clos, lorsqu'aucun enquêteur municipal n'a été désigné. Les services de l'ombudsman sont gratuits. Une ligne sans frais permet d'appeler son bureau, et on peut se renseigner sur son rôle et ses fonctions sur Internet et par ses publications.

L'ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	6 217 870	
Avantages sociaux.....	1 521 533	
Transports et communications.....	335 601	
Services	1 551 907	
Fournitures et matériel	403 289	

	10 030 200	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO ..	10 030 200	
	=====	

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	28 075	22 382
	-----	-----
DIVERS.....	42 181	69 114
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	70 256	91 496
	=====	=====

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-184
PETITES ENTREPRISES ET ENTREPRENEURIAT.....	2-185
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-186
ÉTAT DES RECETTES	2-187

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
31 455 522	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	30 783 414	30 160 944
<u>31 455 522</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>30 783 414</u>	<u>30 160 944</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3101 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT
1	27 718 400	3 000 000	30 718 400	Petites Entreprises et Entrepreneuriat 30 094 976
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>27 783 414</u>	<u>3 000 000</u>	<u>30 783 414</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT 30 160 944
Actifs				
2	1 000		1 000	Petites Entreprises et Entrepreneuriat 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT 0

Description du programme :

Ce programme soutient la croissance économique et la création d'emplois en Ontario de la manière suivante : promotion de l'entrepreneuriat; soutien au démarrage d'entreprise; aide à la croissance des PME sur les marchés intérieurs et internationaux; gestion à l'intention des petites entreprises d'un guichet unique d'accès aux services gouvernementaux afin de réduire les obstacles à la croissance et d'accroître les débouchés.

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT
PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Petites Entreprises et Entrepreneuriat (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	8 841 092				
Avantages sociaux.....	1 131 246				
Transports et communications.....	656 053				
Services	7 940 518				
Fournitures et matériel	336 500				
Paiements de transfert					
Fonds ontarien d'aide					
aux brasseries artisanales	2 097 702				
Subventions pour le développement					
des entreprises	152 250				
Expérience d'entrepreneuriat pour					
les étudiants – Entreprise d'été	1 134 675				
Partenariats Jeunesse.....	995 673				
Fonds pour la stratégie d'aide aux					
petites brasseries de l'Ontario	1 000 000				
Fonds pour la Stratégie					
vinicole de l'Ontario	2 000 000				
Programme d'aide à la promotion					
des vins de la Vintners'					
Quality Alliance	4 546 742				
	-----	11 927 042			
Autres opérations					
Garanties honorées – programme					
« Entrepreneuriat Jeunesse – Mon entreprise »	12 525				
	-----	30 844 976			
Moins : Recouvrements	750 000				
	-----	30 094 976			
	-----	-----			
<i>Administration du ministère</i>					
Traitements et salaires.....	1 872 206				
Avantages sociaux.....	235 728				
Transports et communications.....	51 141				
Services	1 142 677				
Fournitures et matériel	137 717				
	-----	3 439 469			
	-----	-----			
<i>Services consultatifs aux entreprises</i>					
Traitements et salaires.....	3 559 260				
Avantages sociaux.....	452 919				
Transports et communications.....	425 465				
Services	1 270 403				
Fournitures et matériel	146 514				
Paiements de transfert					
Subventions pour le					
développement des entreprises	152 250				
	-----	6 006 811			
	-----	-----			
			<i>Entrepreneuriat</i>		
			Traitements et salaires.....	2 516 090	
			Avantages sociaux	347 251	
			Transports et communications	162 833	
			Services	5 121 991	
			Fournitures et matériel	34 641	
			Paiements de transfert		
			Expérience d'entrepreneuriat		
			pour les étudiants –		
			Entreprise d'été	1 134 675	
			Partenariats Jeunesse.....	995 673	
				-----	2 130 348
			Autres opérations		
			Garanties honorées – programme		
			« Entrepreneuriat Jeunesse –		
			Mon entreprise »	12 525	
				-----	10 325 679
			Moins : Recouvrements	750 000	
				-----	9 575 679
				-----	-----
			<i>Politiques et liaison</i>		
			Traitements et salaires.....	893 536	
			Avantages sociaux	95 348	
			Transports et communications	16 614	
			Services	405 447	
			Fournitures et matériel	17 628	
			Paiements de transfert		
			Fonds ontarien d'aide		
			aux brasseries		
			artisanales.....	2 097 702	
			Fonds pour la stratégie d'aide		
			aux petites brasseries		
			de l'Ontario	1 000 000	
			Fonds pour la Stratégie		
			vinicole de l'Ontario ..	2 000 000	
			Programme d'aide à la		
			promotion des vins		
			de la Vintners'		
			Quality Alliance	4 546 742	
				-----	9 644 444
				-----	11 073 017
				-----	-----
			Crédits législatifs		
			Traitement versé au ministre en		
			vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	49 301	
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
			vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 677	
				-----	65 968
				-----	-----
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
			PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES		
			ET DE L'ENTREPRENEURIAT		
			30 160 944		

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Foire aux idées.....	18 500	41 722
Freedom of Information Fees.....	5	0
	<u>18 505</u>	<u>41 722</u>
 RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années – Paiements de transfert	14 496	76
Recouvrements de dépenses des années – Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs.....	3 113	15 319
Recouvrement lié aux radiations.....	0	21 200
Divers	10 181	0
	<u>27 790</u>	<u>36 595</u>
 DIVERS		
Autres	501	885
	<u>501</u>	<u>885</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>46 796</u>	<u>79 202</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-190
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-191
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-193
SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE	2-195
SERVICES JURIDIQUES	2-197
SERVICES AUX TRIBUNAUX	2-200
SERVICES AUX VICTIMES.....	2-202
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-192, 2-194 2-199, 2-201
ÉTAT DES RECETTES	2-204

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
153 477 822	Administration du ministère	155 760 614	154 382 453
231 288 111	Poursuites contre les criminels	255 711 700	251 929 403
363 696 856	Services de justice à la famille	371 029 800	369 481 682
116 208 910	Services juridiques	88 225 500	101 535 596
396 846 800	Services aux tribunaux	397 096 700	397 714 685
206 567 880	Services aux victimes	113 117 400	111 289 275
1 468 086 379	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 380 941 714	1 386 333 094
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Services de justice à la famille	499 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	499 000	0
IMMOBILISATIONS			
48 938 430	Administration du ministère	48 340 800	48 014 291
77 121 272	Services aux tribunaux	163 528 400	159 677 578
126 059 702	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	211 869 200	207 691 869

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	150 211 200	5 485 400	155 696 600	Administration du ministère 154 316 485
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>150 275 214</u>	<u>5 485 400</u>	<u>155 760 614</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 154 382 453
	=====	=====	=====	=====
IMMOBILISATIONS				
2	58 700 000	(10 359 200)	48 340 800	Renouvellement des installations..... 48 014 291
	<u>58 700 000</u>	<u>(10 359 200)</u>	<u>48 340 800</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 48 014 291
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information, de services en français, de qualité des services et de gestion des connaissances, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Services	125 194 530	125 194 530
				-----	-----
			<i>Planification opérationnelle</i>		
Traitements et salaires.....	19 851 542		Traitements et salaires.....	5 040 029	
Avantages sociaux.....	2 558 945		Avantages sociaux	696 111	
Transports et communications.....	1 115 776		Transports et communications.....	181 980	
Services	130 242 957		Services	377 022	
Fournitures et matériel	547 265		Fournitures et matériel	120 845	
	-----			-----	6 415 987
	154 316 485				-----
	-----		<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	3 072 503	
Traitements et salaires.....	1 777 988		Avantages sociaux	479 893	
Avantages sociaux.....	222 121		Transports et communications.....	97 045	
Transports et communications.....	138 765		Services	337 275	
Services	129 047		Fournitures et matériel	63 704	
Fournitures et matériel	36 905			-----	4 050 420
	-----	2 304 826			-----
	-----	-----	<i>Division des politiques</i>		
<i>Services de communication</i>			Traitements et salaires.....	4 875 568	
Traitements et salaires.....	1 530 261		Avantages sociaux	423 337	
Avantages sociaux.....	275 981		Transports et communications.....	362 516	
Transports et communications.....	62 649		Services	1 990 180	
Services	306 922		Fournitures et matériel	157 102	
Fournitures et matériel	44 493			-----	7 808 703
	-----	2 220 306			-----
	-----	-----	<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services de vérification</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Services	1 483 819		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	-----	1 483 819	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	-----	-----	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667

<i>Services des installations</i>					65 968
Traitements et salaires.....	3 555 193				-----
Avantages sociaux.....	461 502		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Transports et communications.....	272 821		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		154 382 453
Services	424 162				=====
Fournitures et matériel	124 216				
	-----	4 837 894	IMMOBILISATIONS		
	-----	-----	<i>Renouvellement des installations (Poste 2)</i>		
			Autres opérations		
			Investissements dans les immobilisations		48 014 291

					48 014 291

			TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		48 014 291
					=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
1	6 758 100	1 234 900	7 993 000	Unité des enquêtes spéciales..... 7 966 674
2	239 602 600	3 980 200	243 582 800	Droit criminel 238 903 536
3	3 716 800	418 100	4 134 900	Projet de la justice applicable aux Autochtones.... 4 134 900
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> 924 293
	250 078 500	5 633 200	255 711 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 251 929 403

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)			Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	5 539 686		Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	606 186		Programme des travailleurs		
Transports et communications.....	626 953		judiciaires autochtones.....	2 866 396	
Services	370 248		Projets de la justice		
Fournitures et matériel	823 601		applicable aux Autochtones	1 268 504	
	-----			-----	4 134 900
	7 966 674				-----
	-----				4 134 900

			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			LE PROGRAMME DE POURSUITES		
			CONTRE LES CRIMINELS		251 929 403
					=====
Droit criminel (Poste 2)					
Traitements et salaires.....	179 244 200				
Avantages sociaux.....	19 261 408				
Transports et communications.....	5 181 190				
Services	24 463 859				
Fournitures et matériel	5 437 578				
Paiements de transfert					
Comités de justice pour la jeunesse ...	2 940 064				
Programmes de déjudiciarisation	2 375 237				

	5 315 301				

	238 903 536				

Crédits législatifs					
Autres opérations					
Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur</i>					
<i>le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	924 293				

	924 293				

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE
1	84 233 800	984 900	85 218 700	Services de justice à la famille..... 83 670 582
2	285 811 100		285 811 100	Aide juridique Ontario..... 285 811 100
	370 044 900	984 900	371 029 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE 369 481 682
Actifs				
3	499 000		499 000	Aide juridique Ontario..... 0
	499 000		499 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE..... 0

Description du programme :

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE – CRÉDIT 303
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Visites surveillées</i>		
Services de justice à la famille (Poste 1)			Traitements et salaires.....	297 960	
Traitements et salaires.....	34 134 481		Avantages sociaux	35 938	
Avantages sociaux.....	4 324 289		Transports et communications.....	23 866	
Transports et communications.....	1 602 565		Services	110 767	
Services	28 693 454		Fournitures et matériel	10 294	
Fournitures et matériel	917 420		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Visites surveillées	7 939 693	
Visites surveillées	7 939 693				8 418 518
Vérification et supervision des					
libérations sous caution.....	6 144 906		<i>Vérification et supervision des</i>		
Victimes de mauvais traitements	12 939		<i>libérations sous caution</i>		
		14 097 538			
		83 769 747	Traitements et salaires.....	58 730	
Moins : Recouvrements	99 165		Avantages sociaux	9 298	
		83 670 582	Services	600	
			Paiements de transfert		
			Vérification et supervision		
			des libérations sous caution	6 144 906	
					6 213 534
<i>Gestion des programmes</i>					
Traitements et salaires.....	655 917		<i>Victimes de mauvais traitements</i>		
Avantages sociaux.....	74 451		Paiements de transfert		
Transports et communications	8 013		Victimes de mauvais traitements	12 939	
Services	94 330				12 939
Fournitures et matériel	7 031				
		839 742			
<i>Avocat des enfants</i>					
Traitements et salaires.....	7 345 443		<i>Aide juridique Ontario (Poste 2)</i>		
Avantages sociaux.....	830 354		Paiements de transfert		
Transports et communications	300 059		Réinvestissement dans le		
Services	22 693 443		Fonds d'aide juridique	262 000	
Fournitures et matériel	199 735		Certificats délivrés dans le cadre		
		31 369 034	du Fonds d'aide juridique		
Moins : Recouvrements	99 165		– Services aux clients.....	220 920 100	
		31 269 869	Certificats délivrés dans le cadre		
			du Fonds d'aide juridique		
			– Administration	27 348 100	
			Cliniques juridiques communautaires		
			financées dans le cadre du		
			Fonds d'aide juridique	37 280 900	
					285 811 100
					285 811 100
<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la</i>					
<i>Cour de l'Ontario (Division générale)</i>					
Traitements et salaires.....	25 776 431		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Avantages sociaux.....	3 374 248		LE PROGRAMME DES SERVICES		
Transports et communications	1 270 627		DE JUSTICE À LA FAMILLE.....		
Services	5 794 314				369 481 682
Fournitures et matériel	700 360				
		36 915 980			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
1	54 932 200	3 197 900	58 130 100	Organismes, conseils et commissions.....
2	22 942 200	2 055 900	24 998 100	Services juridiques.....
3	4 693 700	402 600	5 096 300	Services des conseillers législatifs
L	1 000		1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>
	82 569 100	5 656 400	88 225 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
				101 535 596

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et la Commission du droit de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les enquêtes publiques.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
<i>Organismes, conseils et commissions (Poste 1)</i>		<i>Tribunal des droits de la personne de l'Ontario</i>	
Traitements et salaires.....	26 856 163	Traitements et salaires.....	4 840 095
Avantages sociaux.....	3 493 987	Avantages sociaux	556 018
Transports et communications.....	2 300 042	Transports et communications.....	368 747
Services	20 915 287	Services	1 295 461
Fournitures et matériel.....	1 135 417	Fournitures et matériel.....	323 568
Paiements de transfert			-----
Centre d'assistance juridique			7 383 889
en matière de droits			-----
de la personne.....	3 149 100		
Commission du		<i>Centre d'assistance juridique en matière</i>	
droit de l'Ontario.....	131 972	<i>de droits de la personne</i>	

	3 281 072		

	57 981 968		

<i>Commission de révision de l'évaluation foncière</i>			
Traitements et salaires.....	4 717 539	Traitements et salaires.....	448 157
Avantages sociaux.....	653 728	Avantages sociaux	54 127
Transports et communications.....	608 274	Transports et communications.....	11 846
Services	1 994 542	Services	587 535
Fournitures et matériel.....	191 616	Fournitures et matériel.....	13 202
	-----	Paiements de transfert	
	8 165 699	Centre d'assistance juridique	
	-----	en matière de droits	
		de la personne	3 149 100

			4 263 967

<i>Commission des affaires municipales de l'Ontario</i>			
Traitements et salaires.....	5 739 638	<i>Renseignements au public</i>	
Avantages sociaux.....	740 579	Traitements et salaires.....	482 559
Transports et communications.....	666 632	Avantages sociaux	62 890
Services	534 929	Transports et communications.....	168 680
Fournitures et matériel.....	134 653	Services	15 284 973
	-----	Fournitures et matériel.....	42 001
	7 816 431		-----
	-----		16 041 103

<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>			
Traitements et salaires.....	10 628 175	<i>Commission du droit de l'Ontario</i>	
Avantages sociaux.....	1 426 645	Paiements de transfert	
Transports et communications.....	475 863	Commission du	
Services	1 217 847	droit de l'Ontario.....	131 972
Fournitures et matériel.....	430 377		-----
	-----		131 972
	14 178 907		-----

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$
Services juridiques (Poste 2)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	104 146 731		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	10 428 017		Loi sur les actions contre la Couronne	15 643 585
Transports et communications	912 935			
Services	6 394 211			15 643 585
Fournitures et matériel	850 534			
Paiements de transfert				
Recours civils à l'égard d'activités illicites – Loi sur les recours civils – Indemnisation des victimes.....	205 132			
	122 937 560		Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Moins : Recouvrements	99 805 731			
	23 131 829			
<i>Droit civil et constitutionnel</i>				
Traitements et salaires.....	22 843 946		Traitements et salaires.....	5 549 597
Avantages sociaux.....	2 595 874		Avantages sociaux	607 766
Transports et communications	912 935		Transports et communications.....	64 379
Services	6 394 211		Services	302 744
Fournitures et matériel	850 534		Fournitures et matériel	62 912
Paiements de transfert				
Recours civils à l'égard d'activités illicites – Loi sur les recours civils – Indemnisation des victimes.....	205 132			6 587 398
	33 802 632		Moins : Recouvrements	1 809 184
Moins : Recouvrements	10 672 071			4 778 214
	23 130 561			
<i>Services juridiques détachés</i>				
Traitements et salaires.....	81 302 785		TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
Avantages sociaux.....	7 832 143		POUR LE PROGRAMME DES	
	89 134 928		SERVICES JURIDIQUES.....	101 535 596
Moins : Recouvrements	89 133 660			
	1 268			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	226 511 800	24 925 300	251 437 100	Administration de la justice 249 668 841
2	125 493 300	15 466 300	140 959 600	Services judiciaires 140 207 364
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 7 838 480
	<u>356 705 100</u>	<u>40 391 600</u>	<u>397 096 700</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 397 714 685
	=====	=====	=====	=====
IMMOBILISATIONS				
3	154 895 100	8 633 300	163 528 400	Construction de tribunaux..... 159 677 578
	<u>154 895 100</u>	<u>8 633 300</u>	<u>163 528 400</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 159 677 578
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT		IMMOBILISATIONS		
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	158 402 114	Autres opérations		
Avantages sociaux.....	26 208 454	Investissements dans		
Transports et communications.....	7 992 780	les immobilisations	28 100 500	
Services	47 171 444	Projets d'infrastructure		
Fournitures et matériel	9 894 049	de grande envergure.....	131 577 078	
	249 668 841		-----	159 677 578
	-----			159 677 578

Crédits législatifs		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
Autres opérations		LE PROGRAMME DES SERVICES		
Créances irrécouvrables,		AUX TRIBUNAUX.....		159 677 578
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	7 838 480			=====
	7 838 480			

Services judiciaires (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	116 066 660			
Avantages sociaux.....	8 990 087			
Transports et communications.....	3 766 835			
Services	10 300 133			
Fournitures et matériel	851 698			
Paiements de transfert				
Subventions – Institut national de la magistrature/				
Conférence des juges	231 951			
	140 207 364			

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR				
LE PROGRAMME DES SERVICES				
AUX TRIBUNAUX.....	397 714 685			
	=====			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES
1	58 379 000	(8 291 200)	50 087 800	Gestion des services aux victimes..... 49 550 690
2	20 434 200	(862 600)	19 571 600	Programme d'aide aux victimes et aux témoins.... 19 099 193
3	23 984 200	19 473 800	43 458 000	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 42 639 392
	102 797 400	10 320 000	113 117 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES..... 111 289 275

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$
FONCTIONNEMENT			Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Gestion des services aux victimes (Poste 1)				
Traitements et salaires.....	6 765 923		Traitements et salaires.....	3 733 423
Avantages sociaux.....	851 297		Avantages sociaux.....	580 166
Transports et communications.....	688 613		Transports et communications.....	582 517
Services.....	3 402 179		Services.....	2 016 189
Fournitures et matériel.....	201 743		Fournitures et matériel.....	55 426
Paielements de transfert			Paielements de transfert	
Initiatives communautaires contre			Indemnisation des victimes d'actes criminels.....	35 671 671
les crimes haineux.....	751 838			42 639 392
Financement d'urgence				
aux victimes.....	1 350 087		TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
Subventions pour les Services			POUR LE PROGRAMME DES	
d'orientation et d'aide			SERVICES AUX VICTIMES	111 289 275
immédiate aux victimes				
(y compris le projet de				
la stratégie pour le Nord).....	8 965 017			
Subventions pour les Programmes				
d'intervention auprès des				
partenaires violents.....	10 237 456			
Projets spéciaux d'aide				
aux victimes.....	742 043			
Subventions pour les				
initiatives de lutte contre				
l'agression sexuelle.....	12 993 294			
Programme des enfants témoins.....	1 625 000			
Support Link.....	676 200			
Services juridiques spécialisés				
– Barbra Schlifer Clinic.....	300 000			
		37 640 935		
		49 550 690		
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	14 581 549			
Avantages sociaux.....	2 606 901			
Transports et communications.....	738 521			
Services.....	816 365			
Fournitures et matériel.....	355 857			
		19 099 193		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	50 012 092	50 500 000
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	4 115 428	4 218 285
<i>Loi sur les contraventions fédérale</i>	1 546 348	1 540 000
Travailleurs judiciaires autochtones	1 039 598	1 019 799
Langue française	281 596	0
Autres	101 183	108 214
	<u>57 096 245</u>	<u>57 386 298</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	23 387 945	17 684 765
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	18 858 908	16 857 970
Avocat des enfants	112 301	100 354
	<u>42 359 154</u>	<u>34 643 089</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux	55 123 202	51 541 434
Frais judiciaires	12 148 475	11 638 600
Procédure/Recherche/Shérifs	9 816 350	9 720 282
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	2 215 429	698 051
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	237 416	243 162
Frais pour chèques refusés	19 312	11 080
Autres	7 164	7 014
	<u>79 567 348</u>	<u>73 859 623</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	36 560 649	31 328 028
Cautionnements non réclamés et restitutions	647 978	342 354
Amendes – Paiements en trop	64 036	35 526
	<u>37 272 663</u>	<u>31 705 908</u>
VENTES ET LOCATIONS	543 155	505 446
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	20 471 632	1 671 572
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	46 763 100	69 825 600
Division du droit criminel – Règlements	46 666 881	0
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	1 244 126	1 245 506
Confiscations – Produits de la criminalité	710 281	455 407
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	678 091	711 100
Autres	1 403 308	563 298
	<u>97 465 787</u>	<u>72 800 911</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>334 775 984</u></u>	<u><u>272 572 847</u></u>

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-206
PROMOTION DE LA SANTÉ	2-207
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-208
ÉTAT DES RECETTES	2-210

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
363 150 447	Promotion de la santé	387 576 014	387 549 495
<u>363 150 447</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>387 576 014</u>	<u>387 549 495</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
500 000	Promotion de la santé	500 000	500 000
<u>500 000</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>500 000</u>	<u>500 000</u>
IMMOBILISATIONS			
9 244 598	Promotion de la santé	2 834 200	2 800 545
<u>9 244 598</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>2 834 200</u>	<u>2 800 545</u>

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4201				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ
1	11 075 600		11 075 600	Administration du ministère 11 058 274
2	377 586 100	(1 149 700)	376 436 400	Programmes de promotion de la santé 376 425 253
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>388 725 714</u>	<u>(1 149 700)</u>	<u>387 576 014</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 387 549 495
Actifs				
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement 500 000
	<u>500 000</u>		<u>500 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 500 000
IMMOBILISATIONS				
3	7 494 200	(4 660 000)	2 834 200	Promotion de la santé – Immobilisations 2 800 545
	<u>7 494 200</u>	<u>(4 660 000)</u>	<u>2 834 200</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 2 800 545

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre de la stratégie Ontario sans fumée, d'initiatives visant à promouvoir le mieux-être par la pratique du sport, l'activité physique et la nutrition, d'activités permettant de prévenir les maladies et les blessures et de soutenir le système de santé publique de l'Ontario (une responsabilité partagée avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée).

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			
Traitements et salaires.....	5 120 954	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Avantages sociaux.....	663 922	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
Transports et communications.....	181 504		-----
Services.....	4 742 669		65 968
Fournitures et matériel.....	349 225		-----

	11 058 274		

<i>Bureau principal</i>		<i>Programmes de promotion de la santé (Poste 2)</i>	
Traitements et salaires.....	1 013 689	Traitements et salaires.....	6 271 569
Avantages sociaux.....	98 057	Avantages sociaux.....	841 475
Transports et communications.....	61 694	Transports et communications.....	687 630
Services.....	82 221	Services.....	11 138 116
Fournitures et matériel.....	45 273	Fournitures et matériel.....	521 545
	-----	Paievements de transfert	
	1 300 934	Prévention des	
	-----	maladies chroniques.....	62 946 495
<i>Services de communication</i>		Stratégie de lutte contre	
Traitements et salaires.....	1 874 654	l'obésité/promotion de la	
Avantages sociaux.....	236 390	saine alimentation et	
Transports et communications.....	16 015	de la vie active.....	20 962 935
Services.....	1 855 063	Sport et perfectionnement	
Fournitures et matériel.....	57 495	des athlètes.....	25 777 968
	-----	Santé mentale et prévention	
	4 039 617	des dépendances.....	11 111 658
	-----	Organismes officiels locaux	
<i>Politiques et planification stratégiques</i>		responsables de la santé.....	235 165 862
Traitements et salaires.....	1 358 716	Jeux panaméricains.....	1 000 000
Avantages sociaux.....	183 161		-----
Transports et communications.....	18 672		356 964 918
Services.....	385 771		-----
Fournitures et matériel.....	22 530		376 425 253
	-----		-----
	1 968 850		

<i>Services financiers et généraux</i>		<i>Prévention des maladies chroniques/Ontario sans fumée</i>	
Traitements et salaires.....	873 895	Traitements et salaires.....	1 536 897
Avantages sociaux.....	146 314	Avantages sociaux.....	190 832
Transports et communications.....	85 123	Transports et communications.....	81 789
Services.....	2 419 614	Services.....	5 971 576
Fournitures et matériel.....	223 927	Fournitures et matériel.....	29 033
	-----	Paievements de transfert	
	3 748 873	Prévention des	
	-----	maladies chroniques.....	62 946 495

			70 756 622

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
<i>Stratégie de lutte contre l'obésité/promotion de la saine alimentation et de la vie active</i>			<i>Gestion des programmes</i>		
Traitements et salaires.....	1 645 800		Traitements et salaires.....	367 591	
Avantages sociaux.....	264 349		Avantages sociaux	32 441	
Transports et communications	110 641		Transports et communications	77 683	
Services	2 223 402		Services	370 773	
Fournitures et matériel	352 089		Fournitures et matériel	5 902	
Paiements de transfert					854 390
Stratégie de lutte contre l'obésité/ promotion de la saine alimentation et de la vie active	20 962 935				
		25 559 216			
<i>Sport et perfectionnement des athlètes</i>			Actifs		
Traitements et salaires.....		1 915 980	Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement (Poste 4)		
Avantages sociaux.....		265 604	Avances et montants récupérables.....		500 000
Transports et communications		386 944			500 000
Services		2 230 582			
Fournitures et matériel		102 601			
Paiements de transfert					
Sport et perfectionnement des athlètes	25 777 968				
Jeux panaméricains	1 000 000				
		26 777 968			
		31 679 679			
<i>Santé mentale et prévention des dépendances</i>			IMMOBILISATIONS		
Traitements et salaires.....	143 363		Promotion de la santé – Immobilisations (Poste 3)		
Avantages sociaux.....	15 971		Paiements de transfert		
Transports et communications	2 114		Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme.....	1 230 833	
Services	21 880		Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Programme d'infrastructures Canada-Ontario ..	590 912	
Fournitures et matériel	431		Subventions d'immobilisations à l'appui de la promotion de la santé.....	978 800	
Paiements de transfert					2 800 545
Santé mentale et prévention des dépendances.....	11 111 658				2 800 545
		11 295 417			
<i>Soutien à la santé publique</i>					
Traitements et salaires.....	661 938				
Avantages sociaux.....	72 278				
Transports et communications	28 459				
Services	319 903				
Fournitures et matériel	31 489				
Paiements de transfert					
Organismes officiels locaux responsables de la santé	235 165 862				
		236 279 929			
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		
			387 549 495		
			TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....		
			500 000		
			TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		
			2 800 545		

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	736 488	1 820 889
Autre	0	1 070 450
	<u>736 488</u>	<u>2 891 339</u>
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paielements de transfert – Recouvrements de dépenses des années précédentes	3 303 988	4 145 070
Subventions – Recouvrements de dépenses des années précédentes	202 364	287 771
	<u>3 506 352</u>	<u>4 432 841</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>4 242 840</u>	<u>7 324 180</u>

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-212
RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-213
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-215
ÉTAT DES RECETTES	2-217

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
289 545 739	Recherche et innovation	341 500 914	340 686 373
<u>289 545 739</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>341 500 914</u>	<u>340 686 373</u>
=====		=====	=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
1 657 388	Recherche et innovation	15 172 000	0
<u>1 657 388</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>15 172 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
IMMOBILISATIONS			
124 449 683	Recherche et innovation	81 126 000	80 553 143
<u>124 449 683</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>81 126 000</u>	<u>80 553 143</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4301				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION
1	403 685 900	(62 250 000)	341 435 900	Recherche et innovation..... 340 620 405
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	403 750 914	(62 250 000)	341 500 914	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 340 686 373
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
2	15 172 000		15 172 000	Recherche et innovation..... 0
	15 172 000		15 172 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 0
	=====	=====	=====	=====
IMMOBILISATIONS				
3	86 126 000	(5 000 000)	81 126 000	Recherche et innovation..... 80 553 143
	86 126 000	(5 000 000)	81 126 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 80 553 143
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme appuie le renforcement de l'Ontario en exécutant la Stratégie d'innovation de l'Ontario, qui établit un programme complet, ciblé et coordonné pour promouvoir la recherche et l'innovation en Ontario; il offre des programmes de recherche, de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur des secteurs clés et des possibilités de développement régional; il collabore avec le ministère du Développement économique et du Commerce à l'administration du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents, un fonds du gouvernement doté de 1,15 milliard de dollars; il élabore et met en œuvre une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans tout l'Ontario et d'attirer des investissements et des talents de calibre international.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Recherche et innovation (Poste 1)			<i>Administration du ministère</i>		
Traitements et salaires.....		11 466 857	Traitements et salaires.....	1 809 222	
Avantages sociaux.....		1 299 523	Avantages sociaux.....	201 767	
Transports et communications.....		777 554	Transports et communications.....	235 961	
Services.....		7 011 054	Services.....	521 259	
Fournitures et matériel.....		464 175	Fournitures et matériel.....	99 765	
Paiements de transfert				-----	2 867 974
Collaboration internationale.....	750 000				-----
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents.....	3 361 463		<i>Innovation, liaison et promotion</i>		
Fonds ontariens de financement de la commercialisation.....	1 158 600		Traitements et salaires.....	5 415 096	
Fonds de capital-risque de l'Ontario.....	90 000 000		Avantages sociaux.....	575 569	
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie.....	1 665 724		Transports et communications.....	164 149	
Fonds de capital-risque à rendement social.....	225 000		Services.....	4 287 638	
Programme de mentorat commercial et de formation à l'entrepreneuriat.....	5 728 174		Fournitures et matériel.....	261 624	
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale.....	1 712 012		Paiements de transfert		
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie.....	269 400		Collaboration internationale.....	750 000	
Subventions à l'appui de la recherche, de la commercialisation et de l'innovation.....	878 400		Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents.....	3 361 463	
Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	3 753 889		Fonds ontariens de financement de la commercialisation.....	1 158 600	
Fonds d'accélération des investissements.....	5 093 600		Fonds de capital-risque de l'Ontario.....	90 000 000	
Centres d'excellence de l'Ontario...	32 672 000		Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie.....	1 665 724	
Réseau ontarien de commercialisation.....	4 722 041		Fonds de capital-risque à rendement social.....	225 000	
Institut ontarien de recherche sur le cancer.....	78 008 815			-----	97 160 787
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement.....	18 891 091			-----	107 864 863
Programme ontarien de commercialisation de la recherche.....	10 651 028				-----
Fonds pour la recherche en Ontario	36 922 567				
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière.....	2 107 046				
Programmes visant les talents en recherche.....	18 146 000				
Génération de l'innovation sociale.	1 238 650				
Programmes de technologie et d'innovation.....	2 884 392				
	-----	320 839 892			

		341 859 055			
Moins : Recouvrements.....		1 238 650			

		340 620 405			

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
<i>Recherche et commercialisation</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....		4 242 539	Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....		522 187	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications.....		377 444	Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....		2 202 157	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Fournitures et matériel.....		102 786		-----	
Paiements de transfert				65 968	
Programme de mentorat				-----	
commercial et de formation					
à l'entrepreneuriat.....	5 728 174		TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
Centre pour l'innovation dans la			POUR LE PROGRAMME DE		
gouvernance internationale.....	1 712 012		RECHERCHE ET D'INNOVATION	340 686 373	
Centre de recherche et				=====	
d'innovation en bioéconomie.....	269 400				
Subventions à l'appui de la					
recherche, de la					
commercialisation					
et de l'innovation.....	878 400				
Fonds pour les projets pilotes					
d'innovation.....	3 753 889				
Fonds d'accélération des					
investissements.....	5 093 600				
Centres d'excellence de l'Ontario...	32 672 000				
Réseau ontarien de					
commercialisation.....	4 722 041				
Institut ontarien de recherche					
sur le cancer.....	78 008 815				
Fonds ontarien d'encouragement					
à la recherche-développement.....	18 891 091				
Programme ontarien de					
commercialisation					
de la recherche.....	10 651 028				
Fonds pour la					
recherche en Ontario.....	36 922 567				
Partenariat ontarien de recherche					
sur la moelle épinière.....	2 107 046				
Programmes visant les					
talents en recherche.....	18 146 000				
Génération de					
l'innovation sociale.....	1 238 650				
Programmes de technologie					
et d'innovation.....	2 884 392				
	-----	223 679 105			

		231 126 218			
Moins : Recouvrements.....		1 238 650			

		229 887 568			

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Recherche et innovation (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Fonds pour la recherche		
en Ontario	73 303 143	
Robarts Research Institute	4 000 000	
Parc scientifique de Sarnia-Lambton –		
Centre d'innovation bioindustrielle		
de l'Ontario	3 250 000	
	-----	80 553 143

		80 553 143

TOTAL (IMMOBILISATIONS)		
POUR LE PROGRAMME DE		
RECHERCHE ET D'INNOVATION.....		80 553 143
		=====

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenaires du millénaire	0	384 667
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	229	0
	-----	-----
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	172 269	560 276
	-----	-----
DIVERS.....	285 384	256 390
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	457 882	1 201 333
	=====	=====

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT
DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-220
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-221
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-223
ÉTAT DES RECETTES.....	2-225
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-225

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

FONCTIONNEMENT

82 508 573	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	92 197 314	89 220 237
<u>82 508 573</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>92 197 314</u>	<u>89 220 237</u>
=====		=====	=====

IMMOBILISATIONS

660 813 333	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	278 111 100	149 908 415
<u>660 813 333</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>278 111 100</u>	<u>149 908 415</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001 FONCTIONNEMENT				
				INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	91 760 900	228 400	91 989 300	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère 88 153 122
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 819
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 039 629
	91 968 914	228 400	92 197 314	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/ PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 89 220 237
IMMOBILISATIONS				
2	98 286 000	(38 090 000)	60 196 000	Programmes d'infrastructure 43 408 979
3	175 000 000	73 170 900	101 829 100	Fonds de prévoyance pour les immobilisations‡ .. 0
4	10 700 000		10 700 000	Fonds pour les grands projets 10 700 000
5	105 386 000		105 386 000	Services immobiliers 95 799 436
	389 372 000	(111 260 900)	278 111 100	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 149 908 415

‡ Le budget des dépenses comprenait une provision pour le coût des initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces crédits entre les catégories Crédit et Poste de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit le coût brut prévu des initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ». À cet égard, des crédits totalisant 73 170 900 \$ à la rubrique « Imprévus » ont été affectés durant l'année aux programmes et activités de divers ministères. Les dépenses réelles engagées n'ont pas été portées au débit de la rubrique « Imprévus », mais au débit des programmes et des activités visés. Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous la rubrique « Imprévus ».

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

4001

**INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA
GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME
D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**

Description du programme :

Le programme de la Division des politiques et de la planification infrastructurelles élabore et coordonne la mise en œuvre, pour le gouvernement de l'Ontario, de stratégies ingénieuses visant l'infrastructure, notamment la gestion pour le compte des organismes centraux du processus de planification et de l'élaboration des budgets liés aux immobilisations à l'échelle de la province. Le programme dirige les négociations avec le gouvernement fédéral sur les nouveaux programmes d'infrastructure à frais partagés et dirige l'élaboration d'un cadre de gestion de l'actif pour le gouvernement, fournit des analyses et des conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures, et apporte des connaissances spécialisées sur les réseaux d'aqueduc. Il encadre également la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto et Infrastructure Ontario.

Le Secrétariat des initiatives de croissance de l'Ontario dirige l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de gestion de la croissance, en collaborant avec les administrations locales et les intervenants pour établir des plans régionaux de gestion de la croissance, veiller à la conformité avec la planification et faciliter la mise en œuvre.

La Division de la stratégie relative aux biens commerciaux assume l'encadrement des agences - la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et la Régie des alcools de l'Ontario. La Division coordonne l'élaboration de politiques à l'appui de l'orientation gouvernementale relativement à la pratique responsable du jeu, à la consommation responsable d'alcool et au développement économique dans ces secteurs.

La Division de l'immobilier veille à ce que les politiques et les décisions relatives à l'immobilier soutiennent le vaste éventail d'initiatives et de directives gouvernementales. Elle assume la surveillance et l'orientation de la Société immobilière de l'Ontario (SIO) et travaille avec la SIO et les ministères pour soutenir la planification immobilière et la prise de décisions relativement à l'utilisation des terres appartenant au ministère.

Le Bureau de liaison pour les politiques de transport en commun assume le leadership et l'établissement de partenariats dans la mise en œuvre des projets prioritaires du Fonds Transports-Action Ontario.

Le programme inclut aussi les capacités nécessaires au soutien de tous les aspects du mandat du ministère, notamment les services juridiques, les communications, la planification stratégique, la gestion et le contrôle financiers, la coordination des politiques, les ressources humaines et les locaux.

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Gestion de la croissance</i>	
Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	2 498 807
		Avantages sociaux	331 977
		Transports et communications	312 590
		Services	1 348 146
		Fournitures et matériel	105 402

			4 596 922

		<i>Entreprises commerciales et stratégies immobilières</i>	
Traitements et salaires.....		3 592 297	
Avantages sociaux.....		509 260	
Transports et communications.....		59 479	
Services		65 019 666	
Fournitures et matériel		41 061	

			69 221 763
Moins : Recouvrements		188 525	

			69 033 238

<i>Administration du ministère</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....		3 279 917	
Avantages sociaux.....		402 906	
Transports et communications.....		434 397	
Services		4 882 061	
Fournitures et matériel		118 035	

			9 117 316

<i>Politiques et planification infrastructurelles</i>		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	
			10 819
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	
			16 667
		Autres opérations	
		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 039 629

			1 067 115

Traitements et salaires.....		4 299 878	
Avantages sociaux.....		515 656	
Transports et communications		41 966	
Services		504 788	
Fournitures et matériel		43 358	

			5 405 646

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	
			89 220 237
			=====

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Programme d'infrastructure (Poste 2)		
Services		217 640
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur		
riverain de Toronto.....	43 161 339	
Investissements dans les		
installations d'eaux		
et d'eaux usées	30 000	
	-----	43 191 339

		43 408 979

Fonds pour les grands projets (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Société ontarienne de travaux d'infrastructure		10 700 000

		10 700 000

Services immobiliers (Poste 5)		
Services		94 496 416
Paiements de transfert		
Transactions immobilière.....		1 303 020

		95 799 436

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION		
DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
DU MINISTÈRE		149 908 415
		=====

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA	0	15 800 000
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	1 905 573 620	1 685 575 304
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices	1 395 000 000	1 340 000 000
	3 300 573 620	3 025 575 304
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes	712 891	753 148
Provision pour les améliorations locatives	94 725	686 933
	807 616	1 440 081
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	4 338	10 393
Frais pour chèques refusés	0	35
	4 338	10 428
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Terrains et bâtiments	63 120 968	18 974 425
Locations – Terrains et bâtiments	29 366 592	31 995 051
Locations – Autres	2 559 719	2 363 908
	95 047 279	53 333 384
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services et Ventes	173 024	63 184
Paievements de transfert	78 270	40 637
Créances irrécouvrables	0	321 731
Traitements et salaires	0	11 650
	251 294	437 202
DIVERS		
Intérêt	2 897 919	4 844 066
Autres	1 500	1 500
	2 899 419	4 845 566
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	3 399 583 566	3 101 441 965

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	95 500	67 250
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	95 500	67 250

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-228
REVENUS FISCAUX.....	2-229
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-230
ÉTAT DES RECETTES	2-231

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
554 241 093	Revenus fiscaux	589 539 241	539 975 873
<u>554 241 093</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>589 539 241</u>	<u>539 975 873</u>
=====		=====	=====
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Revenus fiscaux	4 025 000	4 039 913
<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>4 025 000</u>	<u>4 039 913</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3201				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX
1	470 346 900	(21 055 600)	449 291 300	Revenus fiscaux 435 938 446
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 31 204
L	140 200 100		140 200 100	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 104 006 223
	<u>610 594 841</u>	<u>(21 055 600)</u>	<u>589 539 241</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX ... 539 975 873
Actifs				
2	4 025 000		4 025 000	Revenus fiscaux - Actifs 1 628 206
L	0		0	Revenus fiscaux - Actifs 2 411 707
	<u>4 025 000</u>		<u>4 025 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX ... 4 039 913

Description du programme :

Le programme des revenus fiscaux est chargé de l'administration des principales lois de l'Ontario régissant l'imposition, les crédits d'impôts et les avantages fiscaux. En ce qui concerne l'imposition, les principales lois provinciales sont la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi sur l'imposition des sociétés*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs* et la *Loi de la taxe sur le tabac*. Les programmes d'avantages fiscaux comprennent le Régime de revenu annuel garanti et le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants. Les crédits d'impôts sont notamment les Fonds communautaires de placement dans les petites entreprises, le crédit d'impôt de l'Ontario relatif aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche, les Obligations de financement de projets de l'Ontario et le Régime d'épargne-logement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Programmes liés aux avantages fiscaux</i>		
Revenus Fiscaux (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 926 606	
Traitements et salaires.....	152 870 448		Avantages sociaux	353 745	
Avantages sociaux.....	24 714 112		Transports et communications.....	544 682	
Transports et communications.....	11 980 471		Services	287 510	
Services	57 643 299		Fournitures et matériel.....	23 974	
Fournitures et matériel.....	4 213 668		Paielements de transfert		
Paielements de transfert			Régime de revenu		
Régime de revenu			annuel garanti.....	105 246 816	
annuel garanti.....	105 246 816		Supplément de revenue		
Supplément de revenue de			de l'Ontario pour les		
l'Ontario pour les familles			familles travailleuses		
travailleuses ayant des			ayant des frais de		
frais de garde d'enfants.....	82 055 011		garde d'enfants....	82 055 011	
-----		187 301 827		-----	187 301 827
					190 438 344
		438 723 825			-----
Moins : Recouvrements	2 785 379		Crédits législatifs		
-----		435 938 446	Traitement versé au ministre en		
			vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		31 204
			Autre opérations		
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
			l'administration financière		104 006 223

					104 037 427

<i>Bureau principal</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
Traitements et salaires.....	478 530		PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX.....		539 975 873
Avantages sociaux.....	59 326				=====
Transports et communications.....	32 483				
Services	29 112		Actifs		
Fournitures et matériel.....	5 338				
-----		604 789	Revenus Fiscaux – Actifs (Poste 2)		
			Dépôts et charges payées d'avance		
			Supplément de revenue de l'Ontario		
			pour les familles travailleuses ayant		
			des frais de garde d'enfants		1 537 223
			Régime de revenue		
			annuel garanti.....		90 983

					1 628 206

<i>Administration fiscale</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	150 465 312		Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux.....	24 301 041		Revenus fiscaux – Actifs		2 411 707
Transports et communications.....	11 403 306				-----
Services	57 326 677				2 411 707
Fournitures et matériel.....	4 184 356				-----
-----		247 680 692			
Moins : Recouvrements	2 785 379		TOTAL (ACTIFS) POUR LE		
-----		244 895 313	PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX.....		4 039 913
					=====

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
RECETTES FISCALES		
Taxe de vente au détail	17 267 274 056	16 975 517 192
Impôt sur les sociétés	6 748 142 080	12 989 669 963
Impôt- santé des employeurs	4 616 567 891	4 605 031 704
Taxe sur l'essence	2 322 953 516	2 360 501 746
Taxe sur le tabac	1 043 538 548	1 127 204 074
Droits de cession immobilière	1 008 365 545	1 350 727 289
Taxe sur les carburants – <i>Loi 1981</i>	698 002 987	733 289 212
Impôt sur les bénéfices miniers	72 903 583	231 402 661
Impôt sur les barrages hydroélectriques	32 487 331	20 755 117
Taxe sur le pari mutuel	5 636 873	5 619 547
Impôt foncier provincial	4 561 069	12 323 150
Impôt – santé des travailleurs autonomes	57 195	136 310
Droits de succession	0	513 803
Crédits d'impôt de l'Ontario	(1 356 580)	191 289
	<u>33 819 134 094</u>	<u>40 412 883 057</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	<u>2 294 276</u>	<u>1 744 114</u>
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS	<u>626 992</u>	<u>666 264</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>37 877</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>20 627 432</u>	<u>2 668 378</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	<u>847 377</u>	<u>8 596</u>
	<u>847 377</u>	<u>8 596</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>33 843 568 048</u></u>	<u><u>40 417 970 409</u></u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-234
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-235
INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	2-237
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-239
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	2-244
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-246
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-236, 2-242, 2-243
ÉTAT DES RECETTES	2-248

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
31 166 208	Administration du ministère	36 099 214	35 991 935
30 998 531	Information géographique	36 400 800	36 377 323
408 829 522	Gestion des richesses naturelles	419 206 700	419 117 280
134 989 321	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	96 191 200	96 050 483
1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	868
605 984 582	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	587 898 914	587 537 889
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
5 336 638	Gestion des richesses naturelles	1 000	0
64 824	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	100 000	64 572
172 083	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	200 000	199 517
5 573 545	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	301 000	264 089
IMMOBILISATIONS			
66 334 269	Gestion des richesses naturelles	62 519 100	61 513 517
66 334 269	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	62 519 100	61 513 517
ACTIFS D'IMMOBILISATIONS			
26 439 508	Gestion des richesses naturelles	16 282 500	13 516 856
26 439 508	TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	16 282 500	13 516 856

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	36 259 000	(224 800)	36 034 200	Administration du ministère 35 925 967
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>36 324 014</u>	<u>(224 800)</u>	<u>36 099 214</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 35 991 935

Description du programme:

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique, de conseils juridiques, d'élaboration de politiques, de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion et le contrôle financiers et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Coordination des politiques et de la planification</i>	
Traitements et salaires.....	17 688 358	Traitements et salaires.....	3 142 839
Avantages sociaux.....	5 012 861	Avantages sociaux.....	371 764
Transports et communications.....	870 456	Transports et communications.....	140 722
Services.....	12 253 466	Services.....	383 982
Fournitures et matériel.....	504 995	Fournitures et matériel.....	53 785
	-----		-----
	36 330 136		4 093 092
Moins : Recouvrements.....	404 169		-----

	35 925 967		

<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 569 101	Transports et communications.....	50 432
Avantages sociaux.....	298 006	Services.....	3 629 332
Transports et communications.....	215 669	Fournitures et matériel.....	54 794
Services.....	627 691		-----
Fournitures et matériel.....	73 922		3 734 558
	-----		-----
	3 784 389		
Moins : Recouvrements.....	389 843		

	3 394 546		

<i>Finances et services opérationnels</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	4 861 429	Services.....	369 179
Avantages sociaux.....	795 910		-----
Transports et communications.....	161 410		369 179
Services.....	5 973 471		-----
Fournitures et matériel.....	126 340		

	11 918 560		

<i>Ressources humaines</i>		<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>	
Traitements et salaires.....	2 527 961	Traitements et salaires.....	1 756 946
Avantages sociaux.....	2 928 679	Avantages sociaux.....	234 183
Transports et communications.....	114 592	Transports et communications.....	77 392
Services.....	372 794	Services.....	298 030
Fournitures et matériel.....	67 991	Fournitures et matériel.....	65 097
	-----		-----
	6 012 017		2 431 648

		Moins : Recouvrements.....	14 326

			2 417 322

<i>Services de communication</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	2 830 082	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	384 319	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
Transports et communications.....	110 239	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services.....	598 987	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667
Fournitures et matériel.....	63 066		-----
	-----		65 968
	3 986 693		-----

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	35 991 935
			=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2102				
FONCTIONNEMENT				
1	36 399 800		36 399 800	Information géographique..... 36 377 323
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME
				D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.... 36 377 323
	36 400 800		36 400 800	

Description du programme :

Le Programme d'information géographique fournit une orientation pour la gestion des fonds de renseignements afin d'aider le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. Il fait preuve de leadership au niveau ministériel dans l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions connexes. Il offre également des renseignements de base sur les terres et une infrastructure permettant d'améliorer le partage de ces données de manière à ce que le gouvernement de l'Ontario mette à profit la valeur stratégique de ses investissements en matière d'information.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

S	
FONCTIONNEMENT	
Information géographique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	13 185 969
Avantages sociaux.....	2 401 544
Transports et communications.....	705 804
Services	22 352 445
Fournitures et matériel	1 439 005

	40 084 767
Moins : Recouvrements	3 707 444

	36 377 323

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME	
D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.....	36 377 323
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
FONCTIONNEMENT				
1	403 653 000	(4 750 000)	398 903 000	Gestion des richesses naturelles..... 372 900 233
2	16 212 700		16 212 700	Parcs Ontario 16 202 800
L	4 090 000		4 090 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 30 014 247
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>423 956 700</u>	<u>(4 750 000)</u>	<u>419 206 700</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 419 117 280
Actifs				
5	1 000		1 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 0

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
IMMOBILISATIONS				
3	59 058 600		59 058 600	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles 58 921 569
L	3 460 500		3 460 500	Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 2 591 948
	62 519 100		62 519 100	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES..... 61 513 517
Actifs				
4	16 282 500		16 282 500	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs..... 13 516 856
	16 282 500		16 282 500	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 13 516 856

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, de la pêche et de la faune, des terres de la Couronne et de ses ressources en eau, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario; il veille en outre à la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province.

En 2008-2009, le Programme concentrera ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le Programme dirige et supervise aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que le pétrole et les agrégats, et les investissements dans l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations).

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Gestion de forêts</i>		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)			Traitements et salaires.....	39 665 392	
Traitements et salaires.....	149 966 903		Avantages sociaux	6 893 153	
Avantages sociaux.....	22 664 046		Transports et communications.....	3 454 694	
Transports et communications.....	12 412 394		Services	94 487 635	
Services	152 629 234		Fournitures et matériel	3 775 182	
Fournitures et matériel	20 288 739		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonds de prospérité pour		
Fonds de prospérité pour			le secteur forestier	13 090 840	
le secteur forestier	13 090 840		Programme de transition et de		
Programme de transition et de			réduction des coûts d'électricité pour		
réduction des coûts d'électricité			l'industrie des pâtes et papiers		
pour l'industrie des pâtes et			du Nord de l'Ontario.....	26 804 640	
papiers du Nord de l'Ontario	26 804 640		Partenaires pour la prestation des		
Partenaires pour la prestation			programmes de reboisement des		
des programmes de reboisement			terres privées et en milieu urbain		
des terres privées et en			dans le Sud de l'Ontario	3 372 000	
milieu urbain dans le			Programme Promotion du bois		
Sud de l'Ontario	3 372 000		de l'Ontario	480 000	
Institut de la fourrure du Canada	40 000			192 023 536	
Intendance des espèces en			Moins : Recouvrements	1 955 496	
péril en Ontario	5 529 761				190 068 040
Paiements tenant lieu d'impôt					
aux municipalités	6 894 166		<i>Gestion des pêches et de la faune</i>		
Impôts acquittés sur les			Traitements et salaires.....	47 525 043	
bien-fonds provinciaux			Avantages sociaux	7 008 847	
occupés par des locataires	1 695 019		Transports et communications.....	3 625 444	
Subventions aux offices de			Services	22 983 493	
protection de la nature –			Fournitures et matériel	9 155 370	
Frais d'administration	133 376		Paiements de transfert		
Subventions aux offices de			Institut de la fourrure		
protection de la nature –			du Canada.....	40 000	
Fonctionnement des programmes ...	7 600 000		Intendance des espèces		
Subventions aux offices de			en péril en Ontario	5 529 761	
protection de la nature –				5 569 761	
protection des sources d'eau	13 925 855			95 867 958	
Expérience Été	555 453		Moins : Recouvrements	63 392 357	
Rentes et primes versées					32 475 601
aux Indiens en vertu du					
Traité numéro 9	77 159				
Mise en valeur des ressources					
des Premières nations.....	876 913				
Far North Program	1 037 685				
Programme Promotion du bois					
de l'Ontario	480 000				
		82 112 867			
		440 074 183			
Moins : Recouvrements		67 173 950			
		372 900 233			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$
<i>Gestion des terres et des eaux</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	16 133 482			
Avantages sociaux.....	2 515 658		Autres opérations	
Transports et communications.....	858 079		Créances irrécouvrables,	
Services	11 622 777		<i>Loi sur l'administration financière</i>	
Fournitures et matériel	1 131 801		30 014 247	
Paiements de transfert			-----	
Paiements tenant lieu d'impôt			30 014 247	
aux municipalités	6 894 166		-----	
Impôts acquittés sur les bien-				
fonds provinciaux occupés			Parcs Ontario (Poste 2)	
par des locataires.....	1 695 019			
Subventions aux offices de				
protection de la nature –				
Frais d'administration ..	133 376			
Subventions aux offices de				
protection de la nature –				
Fonctionnement				
des programmes	7 600 000			
Subventions aux offices de				
protection de la nature –				
protection des				
sources d'eau.....	13 925 855			

	30 248 416			

	62 510 213			
Moins : Recouvrements	1 007 874			

		61 502 339		

<i>Soutien aux services régionaux</i>				
Traitements et salaires.....	46 642 986			
Avantages sociaux.....	6 246 388			
Transports et communications.....	4 474 177			
Services	23 535 329			
Fournitures et matériel	6 226 386			
Paiements de transfert				
Expérience Été	555 453			
Rentes et primes versées				
aux Indiens en vertu				
du Traité numéro 9....	77 159			
Mise en valeur des ressources				
des Premières nations....	876 913			
Far North Program	1 037 685			

	2 547 210			

	89 672 476			
Moins : Recouvrements	818 223			

		88 854 253		
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
			LE PROGRAMME DE GESTION	
			DES RICHESSES NATURELLES.....	
			419 117 280	
			=====	

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
IMMOBILISATIONS			<i>Infrastructure des offices de protection de la nature et des municipalités</i>		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)			Paiements de transfert		
Transports et communications	366 737		Infrastructure des offices de protection de la nature	5 150 184	
Services	31 271 159		Programme de protection des terres	6 000 000	
Fournitures et matériel	14 301 429		Protection des sources d'eau – budgets consacrés à l'eau	2 010 000	
Paiements de transfert					
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 150 184			13 160 184	
Programme de protection des terres...	6 000 000				
Protection des sources d'eau – budgets consacrés à l'eau	2 010 000				13 160 184
		13 160 184			
Autres opérations	2 053 160			Crédits législatifs	
		61 152 669	Autres opérations		
Moins : Recouvrements	2 231 100		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		2 591 948
		58 921 569			2 591 948
<i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles</i>			TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		61 513 517
Transports et communications	304 744				
Services	17 426 776			Actifs	
Fournitures et matériel	6 665 528			Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs (Poste 4)	
Autres opérations	1 223 256				
		25 620 304	Immobilisations matérielles	13 516 856	
Moins : Recouvrements	2 231 100			13 516 856	
		23 389 204			
<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>				<i>Infrastructure de Parcs Ontario - Actifs</i>	
Transports et communications	29 257		Immobilisations matérielles	7 037 585	
Services	11 676 751			7 037 585	
Fournitures et matériel	2 530 551				
Autres opérations	815 490			<i>Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt - Actifs</i>	
		15 052 049	Immobilisations matérielles	4 183 475	
				4 183 475	
<i>Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt</i>				<i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - Actifs</i>	
Transports et communications	32 736		Immobilisations matérielles	2 295 796	
Services	2 167 632			2 295 796	
Fournitures et matériel	5 105 350				
Autre opérations	14 414				
		7 320 132	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		13 516 856

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
FONCTIONNEMENT				
1	37 694 800		37 694 800	Aviation et lutte contre les feux de forêt..... 37 564 093
2	65 486 400	(7 000 000)	58 486 400	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies 58 486 390
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	103 191 200	(7 000 000)	96 191 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 96 050 483
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
3	100 000		100 000	Aviation et la lutte contre les feux de forêt..... 64 572
	100 000		100 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 64 572
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (en particulier l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Actifs	
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1)		Aviation et la lutte contre les feux de forêt (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	28 091 601	Dépôts et charges payées d'avance.....	64 572
Avantages sociaux.....	4 194 057		-----
Transports et communications.....	2 969 965		64 572
Services.....	21 049 291		-----
Fournitures et matériel.....	4 241 826		

	60 546 740	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME	
Moins : Recouvrements.....	22 982 647	DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET	
	-----	D'INTERVENTION D'URGENCE	64 572
	37 564 093		=====

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	22 816 056		
Avantages sociaux.....	2 762 553		
Transports et communications.....	1 072 449		
Services.....	27 357 794		
Fournitures et matériel.....	6 449 996		

	60 458 848		
Moins : Recouvrements.....	1 972 458		

	58 486 390		

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE			
PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE			
ET D'INTERVENTION D'URGENCE			
	96 050 483		
	=====		

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 868
	1 000		1 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 868
	=====	=====	=====	=====

Actifs

2	200 000		200 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 199 517
	200 000		200 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 199 517
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	15 132 243
Avantages sociaux.....	2 010 416
Transports et communications.....	914 368
Services	40 688 109
Fournitures et matériel	1 420 378

	60 165 514
Moins : Recouvrements	60 164 646

	868

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME D'INFORMATION ET	
DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	868
	=====
Actifs	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	199 517

	199 517

TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
PROGRAMME D'INFORMATION ET	
DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	199 517
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'œuvre résineux	6 500 822	21 552 217
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 244 643	2 245 961
Partenaires du millénaire	0	330 703
	<u>8 745 465</u>	<u>24 128 881</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>2 181 025</u>	<u>4 823 171</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats.....	6 669 717	2 356 583
Autres droits, permis et autorisations.....	497 818	492 120
	<u>7 167 535</u>	<u>2 848 703</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>346 214</u>	<u>506 215</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	1 290 477	865 018
Autres	10 333 043	16 774 994
	<u>11 623 520</u>	<u>17 640 012</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	135 437 357	122 252 668
Droits de la Couronne.....	31 551 046	38 491 464
Ressources pétrolières en mer.....	8 487 706	8 326 852
Agrégats.....	1 310 737	1 878 142
Autres	1 770	1 919
	<u>176 788 616</u>	<u>170 951 045</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>1 430 019</u>	<u>1 219 716</u>
DIVERS		
Autres	<u>600 321</u>	<u>1 383 797</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>208 882 715</u>	<u>223 501 540</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-250
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-251
POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	2-254
CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION	2-256
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-258
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	2-260
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-262
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-271
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-273
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-253
ÉTAT DES RECETTES	2-275

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
170 347 028	Administration du ministère	181 418 360	183 137 308
611 583 663	Politiques de santé et de la recherche	724 455 300	724 455 261
272 094 800	Cybersanté et de gestion de l'information	409 301 200	409 300 968
13 530 364 929	Assurance-santé de l'Ontario	14 695 864 300	14 695 531 824
546 686 301	Division de la santé publique	598 273 400	598 270 095
19 545 865 443	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	20 664 220 000	20 664 219 981
2 599 259 551	Programmes provinciaux et intendance	2 585 956 200	2 584 981 714
37 276 201 715	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	39 859 488 760	39 859 897 151
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
3 030 000	Politiques de santé et de la recherche	8 330 000	4 500 000
1 921 104	Assurance-santé de l'Ontario	1 550 000	0
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	0
59 500 900	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	56 523 400	56 523 363
1 467 000	Programmes provinciaux et intendance	4 399 700	4 399 700
66 919 004	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	71 803 100	65 423 063
IMMOBILISATIONS			
680 494 404	Immobilisations dans le domaine de la santé	934 875 500	934 636 000
680 494 404	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	934 875 500	934 636 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	72 960 500	9 023 800	81 984 300	Administration du ministère 81 983 538
2	3 975 400	2 664 500	6 639 900	Commission ontarienne d'examen 6 582 393
3	80 659 900	12 037 900	92 697 800	Systèmes informatiques 92 692 758
L	0		0	Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, Loi sur l'administration financière 1 781 946
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif 49 301
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la Loi sur le Conseil exécutif 47 372
	157 692 160	23 726 200	181 418 360	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 183 137 308

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels pour l'exécution efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion des contrats; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; gestion du changement et des projets ministériels et relations de travail; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; Secrétariat des services consultatifs médicaux, qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	37 490 253		Traitements et salaires.....	6 157 003	
Avantages sociaux.....	6 356 509		Avantages sociaux.....	810 783	
Transports et communications.....	2 679 215		Transports et communications.....	110 307	
Services.....	34 301 703		Services.....	6 292 295	
Fournitures et matériel.....	1 175 378		Fournitures et matériel.....	92 153	
	-----			-----	13 462 541
	82 003 058				
Moins : Recouvrements.....	19 520		<i>Services juridiques</i>		

	81 983 538		Traitements et salaires.....	5 723	
	-----		Avantages sociaux.....	1 036	
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	19 801	
Traitements et salaires.....	2 905 866		Services.....	2 929 661	
Avantages sociaux.....	404 792		Fournitures et matériel.....	96 690	
Transports et communications.....	64 658			-----	3 052 911
Services.....	581 751				
Fournitures et matériel.....	59 943		<i>Services de vérification</i>		
	-----	4 017 010			
	-----	-----	Services.....	1 949 287	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Fournitures et matériel.....	439	
Traitements et salaires.....	22 829 543			-----	1 949 726
Avantages sociaux.....	4 460 513		<i>Secrétariat des services consultatifs médicaux</i>		
Transports et communications.....	2 367 454				
Services.....	20 106 040		Traitements et salaires.....	1 267 449	
Fournitures et matériel.....	686 370		Avantages sociaux.....	143 566	
	-----		Transports et communications.....	54 863	
	50 449 920		Services.....	604 121	
Moins : Recouvrements.....	19 520		Fournitures et matériel.....	136 795	
	-----	50 430 400		-----	2 206 794
	-----	-----			
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	4 324 669				
Avantages sociaux.....	535 819				
Transports et communications.....	62 132				
Services.....	1 838 548				
Fournitures et matériel.....	102 988				
	-----	6 864 156			
	-----	-----			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 372	
Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 781 946	

	1 878 619	

Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	1 049 155	
Avantages sociaux.....	146 282	
Transports et communications	722 862	
Services	4 603 227	
Fournitures et matériel	60 867	

	6 582 393	

Systèmes informatiques (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	42 852 397	
Avantages sociaux.....	5 710 236	
Transports et communications	8 835 820	
Services	28 006 116	
Fournitures et matériel	7 940 989	

	93 345 558	
Moins : Recouvrements	652 800	

	92 692 758	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	183 137 308	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	753 469 200	(29 013 900)	724 455 300	Politiques de santé et recherche 724 455 261
	753 469 200	(29 013 900)	724 455 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE..... 724 455 261
Actifs				
2	8 330 000		8 330 000	Politiques de santé et recherche 4 500 000
	8 330 000		8 330 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 4 500 000

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir la législation et les politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques, de sélectionner et de gérer les portefeuilles de la stratégie relative aux maladies chroniques et d'autres initiatives du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant, et de soutenir et surveiller les investissements et la planification en matière de recherche dans le domaine de la santé. Ce travail comprend les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au maintien en poste et à la formation, principalement dans les secteurs des soins médicaux et infirmiers, ainsi que dans certaines autres disciplines de la santé, et la réglementation des professionnels de la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Actifs	
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		Politiques de santé et recherche (Poste 2)	
Traitements et salaires	17 878 392	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux	2 239 978	Formation clinique	4 500 000
Transports et communications	755 735		4 500 000
Services	18 646 438		4 500 000
Fournitures et matériel	1 060 063		
Paiements de transfert			
Recherches cliniques, appliquées,			
opérationnelles et autres			
poursuivies dans le			
domaine de la santé	6 522 997	TOTAL (ACTIFS) POUR LE	
Plan de développement		PROGRAMME DES POLITIQUES	
des ressources dans le		DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	4 500 000
domaine de la santé	49 228 591		
Santé des Autochtones	25 460 226		
Formation clinique	572 449 913		
Programme de			
neurotraumatologie	4 000 000		
Écho : pour l'amélioration de			
la santé des Ontariennes	5 970 128		
Stratégie de prévention			
des maladies	20 242 800		

	683 874 655		

	724 455 261		

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR			
LE PROGRAMME DES POLITIQUES			
DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	724 455 261		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION
1	522 847 000	(113 545 800)	409 301 200	Cybersanté et gestion de l'information 409 300 968
	522 847 000	(113 545 800)	409 301 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION 409 300 968

Description du programme :

Le programme de cybersanté fait en sorte que l'information et la technologie de l'information soient utilisées pour améliorer et moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Le programme de gestion de l'information sur le système de santé fournit de l'information relative à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario. L'Agence des systèmes intelligents pour la santé offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		12 348 133
Avantages sociaux.....		1 459 652
Transports et communications.....		993 181
Services		71 276 431
Fournitures et matériel		8 054 150
Paiements de transfert		
Systèmes intelligents		
pour la santé	225 000 000	
Cybersanté.....	69 938 161	
Gestion de l'information sur		
le système de santé	20 231 260	
	-----	315 169 421

		409 300 968

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION		409 300 968
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO
1 10 043 012 200	886 980 100	10 929 992 300	Assurance-santé de l'Ontario	10 929 984 036
2 3 598 155 700	(232 425 000)	3 365 730 700	Programmes de médicaments	3 365 730 677
3 71 100 900	(4 704 400)	66 396 500	Services de laboratoire.....	66 161 388
4 353 806 800	(20 151 000)	333 655 800	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels.....	333 655 723
L 89 000		89 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	14 695 531 824
14 066 164 600	*629 699 700	14 695 864 300		
Actifs				
5 1 550 000		1 550 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	0
			TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO ..	0
1 550 000		1 550 000		

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; le dépistage du cancer colorectal; les programmes de médicaments; les services de laboratoire; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; et la protection contre la fraude dans les services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux hôpitaux. Les services de santé financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

* Inclut une ordonnance de 338 382 400 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 17 septembre 2009 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2008-2009 afin de couvrir les charges supplémentaires liées aux services et aux soins fournis par des médecins et des praticiens.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			Services de laboratoire (Poste 3)		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		57 654 257	Traitements et salaires.....		25 114 496
Avantages sociaux.....		8 926 357	Avantages sociaux.....		4 347 897
Transports et communications.....		5 653 390	Transports et communications.....		2 628 681
Services.....		47 750 870	Services.....		12 662 455
Fournitures et matériel.....		1 793 238	Fournitures et matériel.....		21 407 859
Paiements de transfert					
Paiements effectués au					
titre des services et soins					
fournis par des médecins					
et autres praticiens.....	10 528 641	165			
Établissements de			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
santé autonomes.....	48 293	734			
Programme des services aux					
régions insuffisamment			Traitements et salaires.....		2 532 829
desservies.....	36 561	927	Avantages sociaux.....		347 402
Programme de subventions			Transports et communications.....		142 336
aux résidents du Nord de			Services.....		635 747
l'Ontario pour frais de			Fournitures et matériel.....		27 487
transport à des			Paiements de transfert		
fins médicales.....	46 983	278	Programme d'appareils et		
Services de télétriage.....	35 998	794	accessoires fonctionnels.....	261 152	322
Programme de gestion			Programme d'oxygénothérapie		
de la qualité – Services			à domicile.....	68 817	600
de laboratoire.....	4 598	900			329 969 922
Services de sages-femmes.....	68 184	900			
Dépistage du cancer colorectal	38 943	226			333 655 723
		10 808 205 924			
		10 929 984 036	TOTAL (FONCTIONNEMENT)		
			POUR LE PROGRAMME		
			D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	14 695 531 824	
Programmes de médicaments (Poste 2)					
Traitements et salaires.....		8 938 650			
Avantages sociaux.....		1 164 359			
Transports et communications.....		807 882			
Services.....		18 520 015			
Fournitures et matériel.....		919 521			
Paiements de transfert					
Programmes de médicaments de l'Ontario.....	3 335	380 250			
		3 365 730 677			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
FONCTIONNEMENT				DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	679 749 000	(81 475 600)	598 273 400	Santé publique 598 270 095
	<u>679 749 000</u>	<u>(81 475 600)</u>	<u>598 273 400</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 598 270 095
				<u>=====</u>

Actifs

6	1 000 000		1 000 000	Santé publique 0
	<u>1 000 000</u>		<u>1 000 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LA
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 0
				<u>=====</u>

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme illustre la stratégie du ministère d'axer les ressources en santé sur les activités de prévention. Le programme de santé publique établit les normes et protocoles et finance les conseils de santé de l'Ontario. Il comprend le Bureau du médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Dans ce contexte, le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. La nouvelle Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé soutiendra la santé publique aux échelons provincial et local. Le programme assume par ailleurs le leadership dans la planification et l'intervention face aux situations d'urgence liées d'une façon ou d'une autre à la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		14 714 225
Avantages sociaux.....		1 917 816
Transports et communications.....		1 573 951
Services		31 087 741
Fournitures et matériel		5 551 680
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels	280 243 741	
Épidémies	140 401 268	
Prévention de la tuberculose.....	5 406 437	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement....	1 090 875	
Association pour la		
santé publique.....	331 800	
Prévention des infections	18 749 366	
Programme ontarien de		
dépistage du cancer du sein....	53 897 004	
Agence ontarienne de protection		
et de promotion de la santé	43 304 191	
	-----	543 424 682

		598 270 095

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA		
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		598 270 095
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411 FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
1	20 021 354 000	642 866 000	20 664 220 000	20 664 219 981
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
	20 021 354 000	642 866 000	20 664 220 000	20 664 219 981
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
2	56 523 400		56 523 400	56 523 363
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
	56 523 400		56 523 400	56 523 363
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques et les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et besoins locaux uniques en matière de santé par l'entremise des hôpitaux, des centres d'accès aux soins communautaires, des foyers de soins de longue durée, des centres de santé communautaire, des services communautaires de soutien et des organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation d'un système de santé accessible, équilibré, sensible aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Sud-Ouest</i>	
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		Paiements de transfert Fonctionnement des hôpitaux ... 1 424 112 421 Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics 451 350 Foyers de soins de longue durée 235 324 801 Centres d'accès aux soins communautaires 148 151 057 Services communautaires de soutien 23 615 555 Logement avec services de soutien 13 005 148 Centres de santé communautaire 7 310 223 Services communautaires de santé mentale 45 023 591 Programme de lutte contre les dépendances 7 177 739 Traumatismes crâniens 3 968 172 RLISS – Fonctionnement 5 248 466 e-santé 1 128 535 ----- 1 914 517 058 -----	
Paiements de transfert		<i>Waterloo Wellington</i>	
Érie St-Clair	918 764 084	Paiements de transfert Fonctionnement des hôpitaux ... 512 994 241 Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics 159 225 Foyers de soins de longue durée 133 031 909 Centres d'accès aux soins communautaires 87 247 754 Services communautaires de soutien 12 193 986 Logement avec services de soutien 5 843 270 Centres de santé communautaire 14 236 273 Services communautaires de santé mentale 25 281 055 Programme de lutte contre les dépendances 7 446 313 Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés 29 553 211 Traumatismes crâniens 1 131 159 RLISS – Fonctionnement 4 382 338 e-santé 875 000 ----- 834 375 734 -----	
Sud-Ouest	1 914 517 058		
Waterloo Wellington	834 375 734		
Hamilton Niagara			
Haldimand Brant	2 387 373 657		
Centre-Ouest	686 101 852		
Mississauga Halton	1 092 605 952		
Centre-Toronto	4 047 830 511		
Centre	1 582 831 293		
Centre-Est	1 837 632 066		
Sud-Est	907 996 674		
Champlain	2 126 895 088		
Simcoe-Nord Muskoka	608 064 879		
Nord-Est	1 171 538 978		
Nord-Ouest	547 692 155		
	----- 20 664 219 981		
	----- 20 664 219 981		

<i>Érie St. Clair</i>			
Paiements de transfert			
Fonctionnement des hôpitaux ...	589 296 734		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	163 650		
Foyers de soins de longue durée	154 158 878		
Centres d'accès aux soins communautaires	99 932 204		
Services communautaires de soutien	13 904 915		
Logement avec services de soutien	5 271 649		
Centres de santé communautaire	16 212 794		
Services communautaires de santé mentale	26 291 199		
Programme de lutte contre les dépendances	7 589 888		
Traumatismes crâniens	1 081 405		
RLISS – Fonctionnement	4 319 548		
e-santé	541 220		
	----- 918 764 084		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 649 272 736		Fonctionnement des hôpitaux ...	757 454 919	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	462 075		publics	149 100	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	383 520 982		longue durée	156 786 586	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	215 738 073		communautaires	108 364 824	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	35 866 913		de soutien	19 129 988	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	22 919 280		services de soutien	16 006 804	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire	10 937 096		de santé mentale	22 171 091	
Services communautaires			Programme de lutte		
de santé mentale	43 794 399		contre les dépendances	3 955 145	
Programme de lutte			Traumatismes crâniens	3 864 594	
contre les dépendances	12 259 767		RLISS – Fonctionnement	4 297 901	
Traumatismes crâniens	5 680 936		e-santé	425 000	
RLISS – Fonctionnement	6 013 400				1 092 605 952
e-santé	908 000				
	-----	2 387 373 657			-----
		-----	<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	3 173 738 782	
Fonctionnement des hôpitaux ...	433 440 583		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	736 800	
publics	99 450		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	224 941 850	
longue durée	133 237 938		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	168 565 788	
communautaires	71 841 992		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	40 537 889	
de soutien	5 097 148		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	37 772 306	
services de soutien	4 160 797		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	65 385 292	
communautaire	3 824 765		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	84 147 981	
de santé mentale	25 834 405		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	21 775 049	
contre les dépendances	3 313 161		Services d'hôpitaux		
RLISS – Fonctionnement	4 826 613		psychiatriques spécialisés	222 139 319	
e-santé	425 000		Subventions versées		
	-----	686 101 852	en compensation des		
		-----	taxes municipales –		
			hôpitaux psychiatriques	44 550	
			Traumatismes crâniens	1 349 870	
			RLISS – Fonctionnement	6 085 035	
			e-santé	610 000	
					4 047 830 511

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 002 437 775		Fonctionnement des hôpitaux ...	604 609 405	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	216 450		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	188 475	
Foyers de soins de longue durée	267 145 338		Foyers de soins de longue durée	137 738 608	
Centres d'accès aux soins communautaires	187 628 722		Centres d'accès aux soins communautaires	88 984 491	
Services communautaires de soutien	30 772 772		Services communautaires de soutien	16 536 859	
Logement avec services de soutien	18 548 039		Logement avec services de soutien	1 925 388	
Centres de santé communautaire	4 843 012		Centres de santé communautaire	13 330 666	
Services communautaires de santé mentale	53 294 378		Services communautaires de santé mentale	29 882 505	
Programme de lutte contre les dépendances	4 269 492		Programme de lutte contre les dépendances	5 926 472	
Traumatismes crâniens	8 504 078		Traumatismes crâniens	3 297 320	
RLISS – Fonctionnement	4 377 537		RLISS – Fonctionnement	4 742 485	
e-santé	793 700		e-santé	834 000	
	-----	1 582 831 293		-----	907 996 674
		-----			-----
<i>Centre-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 082 712 394		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 439 357 713	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	294 975		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	352 125	
Foyers de soins de longue durée	355 477 623		Foyers de soins de longue durée	254 441 853	
Centres d'accès aux soins communautaires	194 530 167		Centres d'accès aux soins communautaires	168 407 050	
Services communautaires de soutien	26 982 197		Services communautaires de soutien	26 174 429	
Logement avec services de soutien	11 945 010		Logement avec services de soutien	6 037 264	
Centres de santé communautaire	12 142 612		Centres de santé communautaire	42 622 479	
Services communautaires de santé mentale	41 308 873		Services communautaires de santé mentale	58 091 251	
Programme de lutte contre les dépendances	7 809 359		Programme de lutte contre les dépendances	15 335 760	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	97 570 565		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	108 119 693	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	24 000		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	28 425	
Traumatismes crâniens	1 053 962		Traumatismes crâniens	1 504 619	
RLISS – Fonctionnement	4 738 329		RLISS – Fonctionnement	5 272 427	
e-santé	1 042 000		e-santé	1 150 000	
	-----	1 837 632 066		-----	2 126 895 088
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	350 620 399		Fonctionnement des hôpitaux ...	384 672 076	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	77 625		publics	104 250	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	104 774 847		longue durée	58 105 323	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	65 348 735		communautaires	35 454 276	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	9 549 417		de soutien	11 560 005	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	5 051 309		services de soutien	4 572 625	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	3 602 847		communautaire	6 506 160	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	20 922 598		de santé mentale	28 126 744	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	3 393 702		contre les dépendances	11 281 837	
Services d'hôpitaux			Traumatismes crâniens	1 017 259	
psychiatriques spécialisés	39 022 776		RLISS – Fonctionnement	5 352 600	
Traumatismes crâniens	677 192		e-santé	939 000	
RLISS – Fonctionnement	4 359 432				
e-santé	664 000				
	-----	608 064 879		-----	547 692 155
		-----			-----
<i>Nord-Est</i>			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
Paiements de transfert			LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX		
Fonctionnement des hôpitaux ...	733 578 205		D'INTÉGRATION DES SERVICES DE		
Subventions versées en			SANTÉ ET FOURNISSEURS DE		
compensation des taxes			SERVICES DE SANTÉ		
municipales – hôpitaux			S'Y RATTACHANT	20 664 219 981	
publics	249 825			=====	
Foyers de soins de					
longue durée	168 369 664				
Centres d'accès aux soins					
communautaires	93 528 901				
Services communautaires					
de soutien	21 183 659				
Logement avec					
services de soutien	8 029 812				
Centres de santé					
communautaire	8 442 991				
Services communautaires					
de santé mentale	46 414 009				
Programme de lutte					
contre les dépendances	19 307 974				
Services d'hôpitaux					
psychiatriques spécialisés	65 193 759				
Subventions versées					
en compensation des					
taxes municipales –					
hôpitaux psychiatriques	15 150				
Traumatismes crâniens	1 253 394				
RLISS – Fonctionnement	5 091 635				
e-santé	880 000				
	-----	1 171 538 978			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
Actifs					
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)			<i>Sud-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Érie St-Clair	2 674 100		Fonctionnement des hôpitaux ...	768 500	
Sud-Ouest	4 443 400		Foyers de soins de		
Waterloo Wellington	2 775 100		longue durée	1 790 000	
Hamilton Niagara			Centres d'accès aux soins		
Haldimand Brant	6 184 363		communautaires	410 300	
Centre-Ouest	2 245 000		Services communautaires		
Mississauga Halton	3 518 500		de soutien	230 200	
Centre-Toronto	9 331 800		Logement avec		
Centre	4 387 700		services de soutien	62 200	
Centre-Est	4 747 000		Centres de santé		
Sud-Est	3 027 500		communautaire	107 500	
Champlain	5 371 500		Services communautaires		
Simcoe-Nord Muskoka	1 556 100		de santé mentale	1 006 600	
Nord-Est	4 807 200		Programme de lutte		
Nord-Ouest	1 454 100		contre les dépendances	43 400	
			Traumatismes crâniens	24 700	
					4 443 400
		56 523 363			
		56 523 363			
			<i>Waterloo Wellington</i>		
<i>Érie St. Clair</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	554 900	
Fonctionnement des hôpitaux ...	226 800		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	980 000	
longue durée	1 140 000		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	243 800	
communautaires	272 500		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	133 700	
de soutien	146 300		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	32 500	
services de soutien	29 800		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	198 200	
communautaire	206 100		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	587 400	
de santé mentale	596 600		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	35 800	
contre les dépendances	47 900		Traumatismes crâniens	8 800	
Traumatismes crâniens	8 100				2 775 100
		2 674 100			

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

	\$	\$		\$	\$
			<i>Mississauga Halton</i>		
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 124 400		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 170 800	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	2 759 963		longue durée.....	1 200 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	597 400		communautaires	300 000	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	344 000		de soutien	218 000	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	105 900		services de soutien	74 600	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire.....	146 000		de santé mentale.....	500 800	
Services communautaires			Programme de lutte		
de santé mentale.....	985 500		contre les dépendances.....	25 800	
Programme de lutte			Traumatismes crâniens	28 500	
contre les dépendances.....	75 700				3 518 500
Traumatismes crâniens.....	45 500				
	-----	6 184 363		-----	-----

			<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	332 000		Fonctionnement des hôpitaux ...	3 384 400	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 000 000		longue durée.....	1 740 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	198 000		communautaires	468 000	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	46 200		de soutien	409 200	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	22 200		services de soutien	173 800	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	40 500		communautaire.....	1 061 400	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale.....	594 800		de santé mentale.....	1 945 400	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	11 300		contre les dépendances.....	138 400	
	-----	2 245 000	Traumatismes crâniens	10 800	
		-----		-----	9 331 800

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
			<i>Sud-Est</i>		
<i>Centre</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	100 300		Fonctionnement des hôpitaux ...	738 100	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	2 001 000		longue durée	1 000 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	503 500		communautaires	243 600	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	332 400		de soutien	156 400	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	104 000		services de soutien	12 800	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	54 900		communautaire	181 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	1 209 800		de santé mentale	635 100	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	24 700		contre les dépendances	37 700	
Traumatismes crâniens	57 100		Traumatismes crâniens	22 000	
	-----	4 387 700		-----	3 027 500
		-----			-----
			<i>Champlain</i>		
<i>Centre-Est</i>					
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	173 700		Fonctionnement des hôpitaux ...	662 000	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	2 600 000		longue durée	1 900 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	534 500		communautaires	468 900	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	272 500		de soutien	260 300	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	51 500		services de soutien	39 600	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	124 800		communautaire	595 600	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	932 800		de santé mentale	1 342 100	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	49 500		contre les dépendances	91 600	
Traumatismes crâniens	7 700		Traumatismes crâniens	11 400	
	-----	4 747 000		-----	5 371 500
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	710 000		longue durée	410 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	178 600		communautaires	98 700	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	94 200		de soutien	108 300	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	25 300		services de soutien	19 700	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	56 800		communautaire	100 200	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	465 700		de santé mentale	638 000	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	21 400		contre les dépendances	71 300	
Traumatismes crâniens	4 100		Traumatismes crâniens	7 900	
	-----	1 556 100		-----	1 454 100
		-----			-----
<i>Nord-Est</i>			TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		
Paiements de transfert					56 523 363
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 763 800				
Foyers de soins de					
longue durée	1 200 000				
Centres d'accès aux soins					
communautaires	254 800				
Services communautaires					
de soutien	215 100				
Logement avec					
services de soutien	39 600				
Centres de santé					
communautaire	126 300				
Services communautaires					
de santé mentale	1 081 100				
Programme de lutte					
contre les dépendances	116 800				
Traumatismes crâniens	9 700				
	-----	4 807 200			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	2 573 986 000	(793 570 500)	1 780 415 500	Programmes provinciaux 1 780 415 487
2	675 210 500		675 210 500	Services de santé d'urgence 674 888 120
3	88 648 200	(17 797 900)	70 850 300	Hôpitaux psychiatriques 70 850 219
4	68 146 200	(9 318 300)	58 827 900	Intendance 58 827 888
L	602 000		602 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	3 406 642 900	(820 686 700)	2 585 956 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 2 584 981 714
Actifs				
5	4 399 700		4 399 700	Programmes provinciaux et intendance 4 399 700
	4 399 700		4 399 700	TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 4 399 700

Description du programme :

Ce programme englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence, les hôpitaux psychiatriques de la province et l'intendance. Ce crédit est responsable de la responsabilité à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes spécialisés de financement ou de prestation. Parmi ces paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C et le programme de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Hôpitaux psychiatriques (Poste 3)	
Programmes provinciaux (Poste 1)		Traitements et salaires.....	44 191 483
Paiements de transfert		Avantages sociaux	13 031 346
Fonctionnement des		Transports et communications	651 097
établissements connexes	40 831 794	Services	7 813 889
Action Cancer Ontario	387 203 039	Fournitures et matériel	5 162 404
Société canadienne du sang	450 152 358		70 850 219
Gestion des maladies chroniques....	65 071 353		
Programme de lutte		Intendance (Poste 4)	
contre le sida et l'hépatite C.....	42 877 634	Traitements et salaires.....	30 737 659
Fondation ontarienne de		Avantages sociaux	4 133 835
la santé mentale	441 393	Transports et communications	2 059 965
Services communautaires		Services	21 102 856
et prioritaires	793 837 916	Fournitures et matériel	793 573
-----	1 780 415 487		58 827 888
	1 780 415 487		
-----	-----	TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
		POUR LES PROGRAMMES	
		PROVINCIAUX ET INTENDANCE	2 584 981 714
			=====
Services de santé d'urgence (Poste 2)		Actifs	
Traitements et salaires.....	36 559 892	Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)	
Avantages sociaux.....	6 593 661	Avances et montants récupérables	
Transports et communications.....	2 819 361	Programme communautaire	
Services	14 388 178	de santé mentale	1 978 300
Fournitures et matériel	1 237 047	Gestion des maladies chroniques....	550 000
Paiements de transfert		Premières nations	109 000
Paiements pour les services		Autres CIRA	121 000
d'ambulance et services		Bases hospitalières	137 000
d'urgence connexes –		Programme Bureau de lutte	
Services d'ambulance		contre le sida	175 000
municipaux	434 306 558	Services communautaires	
Paiements pour les services		et prioritaires	833 200
d'ambulance et services		Traumatismes crâniens	153 700
d'urgence connexes –		Soins à domicile (CASC).....	227 400
Autres services		Services d'aide à la vie autonome	
d'ambulance et services		dans les logements avec services	
d'urgence connexes.....	52 333 775	de soutien	6 500
Ambulances aériennes.....	126 649 648	Programme de lutte contre	
-----	613 289 981	les dépendances.....	108 600
	674 888 120		4 399 700
	-----		4 399 700

		TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES	
		PROVINCIAUX ET INTENDANCE	4 399 700
			=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1407				
IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
1	936 413 400	(1 537 900)	934 875 500	Immobilisations dans le domaine de la santé..... 934 636 000
	936 413 400	(1 537 900)	934 875 500	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ..... 934 636 000

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie, les centres de santé communautaire et les foyers de soins de longue durée.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux.....	714 966 800	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé.....	41 188 500	
Planification et conception.....	37 650 000	
Projets visant les petits hôpitaux.....	49 181 900	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique.....	35 000 000	
Programme des soins de longue durée	67 700	
Programmes de santé communautaire.....	32 300 000	
Sioux Lookout – contribution fédérale	15 000 000	
	-----	925 354 900
Autres opérations		
Hôpitaux psychiatriques.....	7 932 130	
Autres établissements de santé.....	1 348 970	
	-----	9 281 100

		934 636 000

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		934 636 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes.....	19 102 870	19 102 869
Projet Sioux Lookout.....	15 000 000	0
Logement en milieu de soutien.....	6 589 746	6 593 196
Projet de dossier de santé électronique interopérable (iEHR/HIAL).....	6 906 244	0
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	6 424 364	2 296 570
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	5 260 000	5 760 000
Inforoute Santé du Canada - Panorama.....	4 847 940	5 653 152
Formation clinique.....	4 686 463	4 753 219
Rapport sur les antécédents pharmaceutiques.....	4 080 332	745 584
Système d'information de laboratoire de l'Ontario.....	2 956 349	17 002 313
Projet de gouvernance	2 889 120	0
Politique de santé applicable aux Autochtones.....	2 013 879	20 000
Services de santé en langue française	275 349	216 000
GéoConnexions – Fournisseur de services de santé (cartes).....	150 000	0
Étape d'élaboration du projet de système de surveillance améliorée.....	17 006	110 332
Réserve nationale d'antiviraux	0	17 993 618
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes.....	0	3 999 646
Centre national de la rage	0	16 667
	81 199 662	84 263 166
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation.....	15 112 043	13 217 983
Salaires et avantages sociaux	0	100 954
Logement en milieu rural et des Autochtones.....	0	12 131
Autres – Remboursements.....	15 515	16 225
	15 127 558	13 347 293
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 884 847	3 085 942
Services d'avocats – enquêtes.....	2 629 170	2 361 978
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 211 927	1 142 700
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	524 278	581 267
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	315 913	318 497
Droits de permis – Centres de prélèvement	267 934	259 838
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	209 845	191 805
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes.....	23 200	23 540
Autres – droits, permis et autorisations.....	69 910	40 189
	8 537 024	8 405 756
AMENDES ET PÉNALITÉS	4 078	17 500
VENTES ET LOCATIONS		
Recouvrement – Aéronefs	0	(139 628)
	0	(139 628)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	125 461 013	149 056 079
	-----	-----
DIVERS		
Pénalités - intérêt	17 956	219 557
Autres	134 760	(363 502)
	-----	-----
	152 716	(143 945)
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	230 482 051	254 806 221
	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-278
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-279
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-282
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-285
SERVICES CORRECTIONNELS	2-287
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	2-290
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-292
DIVISION DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-294
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	2-296
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-280, 2-281, 2-286, 2-293
ÉTAT DES RECETTES	2-298

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
111 575 015	Administration du ministère	108 690 787	117 038 235
177 821 778	Division de la sécurité publique	195 558 400	193 880 000
839 913 515	Police provinciale de l'Ontario	895 752 100	894 650 737
700 489 827	Services correctionnels	741 806 000	738 898 719
69 235 347	Services technologiques pour la justice	68 808 600	68 698 052
4 353 107	Organismes, conseils et commissions	4 813 600	4 890 698
61 449 460	Division de la planification et de la gestion des situations d'urgence	71 185 300	71 000 218
2 925 083	Division des politiques et de la planification stratégique	3 451 500	3 362 318
1 967 763 132	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 090 066 287	2 092 418 977
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Division de la planification et de la gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	16 000	0
IMMOBILISATIONS			
34 492 613	Administration du ministère	40 837 100	38 360 751
13 837 272	Services correctionnels	26 539 300	24 151 102
48 329 885	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	67 376 400	62 511 853

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	102 583 800	5 975 800	108 559 600	Administration du ministère 108 272 621
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 25 001
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> 8 641 312
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u>102 714 987</u>	<u>5 975 800</u>	<u>108 690 787</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 117 038 235
Actifs				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
IMMOBILISATIONS				
2	53 730 000	(12 892 900)	40 837 100	Renouvellement des installations 38 360 751
	<u>53 730 000</u>	<u>(12 892 900)</u>	<u>40 837 100</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 38 360 751

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère (ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques, gestion des installations, changement organisationnel et systémique, etc.) et partage les services liés au secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification et d'assurance de la qualité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	18 056 146		Traitements et salaires.....	33 519	
Avantages sociaux.....	2 464 536		Avantages sociaux	3 441	
Transports et communications.....	1 453 694		Transports et communications.....	100 281	
Services	85 592 637		Services	4 324 375	
Fournitures et matériel	705 608		Fournitures et matériel	120 431	
	-----			-----	4 582 047
	108 272 621				-----

<i>Bureau principal</i>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Traitements et salaires.....	2 562 883		Services	74 776 046	
Avantages sociaux.....	297 468			-----	74 776 046
Transports et communications.....	202 966				-----
Services	162 618				
Fournitures et matériel	60 444				
	-----	3 286 379			
		-----	<i>Coûts des services communs</i>		
			Services	261 293	
<i>Planification et services ministériels</i>				-----	261 293
Traitements et salaires.....	5 869 891				-----
Avantages sociaux.....	816 207				
Transports et communications.....	234 048				
Services	1 250 349		<i>Efficacité organisationnelle</i>		
Fournitures et matériel	302 839		Traitements et salaires.....	3 156 353	
	-----	8 473 334	Avantages sociaux	359 930	
		-----	Transports et communications.....	479 265	
			Services	3 669 746	
<i>Ressources humaines</i>			Fournitures et matériel	161 712	
Traitements et salaires.....	3 531 707			-----	7 827 006
Avantages sociaux.....	629 913				-----
Transports et communications.....	358 800				
Services	183 430				
Fournitures et matériel	34 521				
	-----	4 738 371			

<i>Services de communication</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	2 901 793		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	357 577		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	78 334		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Services	964 780		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		25 001
Fournitures et matériel	25 661			-----	
	-----	4 328 145			74 302
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu		
de la <i>Loi sur le ministère du</i>		
<i>Trésor et de l'Économie</i>	8 641 312	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
<i>l'administration financière</i>	50 000	
	-----	8 691 312

		8 691 312

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		117 038 235
		=====
 IMMOBILISATIONS		
 Renouvellement des installations (Poste 2)		
 Services	37 412 191	
Fournitures et matériel	948 560	

		38 360 751

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		38 360 751
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
FONCTIONNEMENT				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
1	919 300	(127 500)	791 800	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint 767 512
2	15 806 300	2 150 100	17 956 400	Collège de police de l'Ontario 17 933 182
3	7 762 200	(362 700)	7 399 500	Direction des services de soutien aux services policiers 7 367 274
5	133 157 300	4 228 100	137 385 400	Direction des relations extérieures 135 920 799
6	6 363 000	(874 400)	5 488 600	Services privés de sécurité et d'enquête 5 485 292
7	25 082 600	1 454 100	26 536 700	Centre des sciences judiciaires 26 405 941
	189 090 700	6 467 700	195 558 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
				PROGRAMME DE LA DIVISION
				DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 193 880 000
Actifs				
4	2 000		2 000	Division de la sécurité publique 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE
				PROGRAMME DE LA DIVISION
				DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 0

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; délivrance de permis aux praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des systèmes provinciaux de nomination et de sélection; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT		Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)				
Traitements et salaires.....	490 554	Traitements et salaires.....	3 749 725	
Avantages sociaux.....	53 572	Avantages sociaux	486 470	
Transports et communications	105 790	Transports et communications	604 031	
Services	72 107	Services	5 190 905	
Fournitures et matériel	45 489	Fournitures et matériel	661 576	

	767 512			

Collège de police de l'Ontario (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	7 928 408	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 067 672	Programme de recrutement		
Transports et communications	574 895	de 1 000 agents – partenariat pour		
Services	6 450 691	des collectivités plus sûres	42 919 703	
Fournitures et matériel	1 911 516	Subventions pour les services		
	-----	de police communautaire		
	17 933 182	et les programmes de		
	-----	prévention du crime	30 594 170	
		Subventions pour les programmes		
		municipaux RIDE	2 366 693	
		Subventions diverses –		
		services policiers	172 301	
		Subventions pour la création de		
		collectivités sûres et dynamiques....	797 041	
		Entente fédérale-provinciale		
		sur les services policiers		
		des Premières nations.....	28 053 600	
		Financement des enquêtes		
		municipales sur les crimes		
		haineux et l'extrémisme.....	247 569	
		Ontario Association of		
		Crime Stoppers.....	200 000	
		Subvention pour la		
		sécurité publique	500 000	
		Programme de subvention aux		
		projets de sécurité des victimes	1 393 668	
		Stratégie pour la sécurité dans les		
		écoles – améliorations du		
		financement de l'éducation.....	1 095 000	
		Subventions – Enfants victimes		
		d'agression sexuelle et de		
		pornographie	2 048 854	
		Programme de recrutement		
		de policiers	14 839 493	
			-----	125 228 092

				135 920 799

Direction des services de soutien aux services policiers (Poste 3)				
Traitements et salaires.....	1 973 805			
Avantages sociaux.....	219 320			
Transports et communications	228 535			
Services	4 869 180			
Fournitures et matériel	76 434			

	7 367 274			

		Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
		Traitements et salaires.....	3 085 854	
		Avantages sociaux	458 512	
		Transports et communications	153 252	
		Services	1 634 528	
		Fournitures et matériel	153 146	

				5 485 292

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	17 368 237	
Avantages sociaux.....	2 706 719	
Transports et communications	785 601	
Services	1 937 747	
Fournitures et matériel	3 607 637	

	26 405 941	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
LE PROGRAMME DE LA DIVISION		
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	193 880 000	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2604				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	
FONCTIONNEMENT					
1	145 546 800	13 797 300	159 344 100	Services ministériels et stratégiques	158 502 973
2	5 698 200	500 100	6 198 300	Bureau du chef des préposés aux armes à feu	6 139 874
3	90 098 800	1 566 500	91 665 300	Enquêtes et crime organisé	91 502 072
4	563 520 300	3 094 500	566 614 800	Services régionaux et circulation	566 604 038
5	65 835 700	6 092 900	71 928 600	Gestion du parc automobile	71 357 100
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	544 680
	870 700 800	25 051 300	895 752 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO ...	894 650 737

Actifs

6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	0

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère de plus des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario, et elle se charge de la surveillance des stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit un soutien en matière de services d'urgence à toutes les collectivités de l'Ontario, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$
FONCTIONNEMENT			
Services ministériels de stratégies (Poste 1)		Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	83 040 413	Traitements et salaires.....	471 899 533
Avantages sociaux.....	10 376 660	Avantages sociaux.....	63 285 707
Transports et communications.....	13 514 692	Transports et communications.....	7 026 209
Services.....	24 560 184	Services.....	15 322 062
Fournitures et matériel.....	27 445 118	Fournitures et matériel.....	12 474 215
	-----		-----
	158 937 067		570 007 726
Moins : Recouvrements.....	434 094	Moins : Recouvrements.....	3 403 688
	-----		-----
	158 502 973		566 604 038
	-----		-----
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2)		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	3 135 191	Transports et communications.....	211 478
Avantages sociaux.....	417 611	Services.....	17 947 007
Transports et communications.....	239 757	Fournitures et matériel.....	54 189 761
Services.....	2 199 461		-----
Fournitures et matériel.....	147 854		72 348 246
	-----	Moins : Recouvrements.....	991 146
	6 139 874		-----
	-----		71 357 100

Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	69 132 470		
Avantages sociaux.....	7 090 272		
Transports et communications.....	5 064 371		
Services.....	8 663 203		
Fournitures et matériel.....	3 538 379		

	93 488 695		
Moins : Recouvrements.....	1 986 623		

	91 502 072		

		Autres opérations	
		Paiements en vertu de la	
		<i>Loi sur les services policiers.....</i>	
			544 680

			544 680

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA	
		POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....	
			894 650 737
			=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	17 572 700	(136 000)	17 436 700	Administration du programme..... 17 169 029
2	6 467 700	302 500	6 770 200	Formation du personnel 6 529 601
3	573 767 500	31 920 700	605 688 200	Services en établissement 603 389 544
4	116 188 200	(4 277 300)	111 910 900	Services communautaires 111 810 545
	713 996 100	27 809 900	741 806 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 738 898 719
Actifs				
7	2 000		2 000	Services correctionnels 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME
				DES SERVICES CORRECTIONNELS 0
IMMOBILISATIONS				
6	52 300 000	(25 760 700)	26 539 300	Établissements correctionnels 24 151 102
	52 300 000	(25 760 700)	26 539 300	TOTAL (IMMOBILISATIONS)
				POUR LE PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 24 151 102

Description du programme:

Cette division, qui relève du commissaire aux services correctionnels, procure des services de garde et se charge de la supervision, de l'application de la loi et des programmes en milieu communautaire pour les contrevenants adultes, assurant ainsi la protection de la population tout en encourageant la réadaptation des contrevenants. Une vaste gamme de services et de programmes est offerte : services éducatifs et traitements spécialisés, administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle, etc. Les services correctionnels sont axés sur des évaluations complètes des risques et des besoins, intégrées à des plans de gestion de cas incluant des interventions crimogéniques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

[illegible]

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	76 073 518	
Avantages sociaux.....	12 694 086	
Transports et communications.....	3 156 630	
Services	10 946 292	
Fournitures et matériel	1 471 341	
Paielements de transfert		
Services à la clientèle en		
résidences communautaires		
ou résidences externes.....	7 468 678	

	111 810 545	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
 LE PROGRAMME DES SERVICES		
 CORRECTIONNELS.....	738 898 719	
	=====	
IMMOBILISATIONS		
Établissements correctionnels (Poste 6)		
Services	24 118 589	
Fournitures et matériel	32 513	

	24 151 102	

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR		
 LE PROGRAMME DES SERVICES		
 CORRECTIONNELS.....	24 151 102	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2606 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	
1	64 746 900	4 061 700	68 808 600	Services technologiques pour la justice	68 698 052
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	68 698 052
	64 746 900	4 061 700	68 808 600		

Actifs

3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	0
	2 000		2 000		

Description du programme :

Le Groupement ITI pour la justice soutient les objectifs de programme dans les activités de base liées à la justice, conformément à la stratégie générale en ITI, en fournissant des solutions technologiques fiables et rentables afin de soutenir la réorganisation des activités et en utilisant la technologie comme un instrument facilitant l'atteinte des objectifs ministériels. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	§
FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	27 464 315
Avantages sociaux.....	3 647 193
Transports et communications.....	5 026 390
Services	33 983 476
Fournitures et matériel	298 077

	70 419 451
Moins : Recouvrements	1 721 399

	68 698 052

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DES SERVICES	
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	68 698 052
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2607 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	
1	4 977 000	(164 400)	4 812 600	Organismes, conseils et commissions	4 801 468
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i>	89 230
	4 978 000	(164 400)	4 813 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	4 890 698
	=====	=====	=====		=====
Actifs					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>	
Traitements et salaires.....	2 731 106	Traitements et salaires.....	157 168
Avantages sociaux.....	370 637	Avantages sociaux	17 278
Transports et communications.....	511 434	Transports et communications.....	64 838
Services	1 066 633	Services	215 829
Fournitures et matériel	121 658	Fournitures et matériel	5 908
	-----		-----
	4 801 468		461 021
	-----		-----
<i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées</i>		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	1 366 521	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	223 661	Audiences tenues en vertu de la	
Transports et communications.....	364 824	<i>Loi sur les services policiers</i>	89 230
Services	726 010		-----
Fournitures et matériel	65 146		89 230
	-----		-----
	2 746 162		

<i>Commission civile des services policiers de l'Ontario</i>		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
Traitements et salaires.....	1 207 417	LE PROGRAMME DES ORGANISMES,	
Avantages sociaux.....	129 698	CONSEILS ET COMMISSIONS	
Transports et communications.....	81 772		4 890 698
Services	124 794		=====
Fournitures et matériel	50 604		

	1 594 285		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
FONCTIONNEMENT				
				DIVISION DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
1	1 459 500	(947 400)	512 100	Division de la planification et de la gestion des situations d'urgence – Bureau du sous-ministre.. 495 223
2	8 659 900	3 930 700	12 590 600	Gestion des situations d'urgence Ontario 12 576 578
4	23 965 600	1 506 100	25 471 700	Bureau du commissaire aux incendies 25 385 141
5	36 095 200	(3 484 300)	32 610 900	Bureau du coroner en chef 32 543 276
	70 180 200	1 005 100	71 185 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 71 000 218

Actifs

3	2 000		2 000	Division de la gestion des situations d'urgence 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 0

Description du programme:

Cette division, qui relève du sous-ministre de la Planification et de la gestion des situations d'urgence, rassemble les ressources et les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts de Gestion des situations d'urgence Ontario, du Bureau du commissaire des incendies et du Bureau du coroner, ainsi que sur la sécurité et la continuité des unités opérationnelles. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, de nature scientifique, d'enquête et d'éducation du public. La Division s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

Elle s'attache à être un chef de file dans le domaine de la sécurité publique et à aider le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres. La sécurité publique permet de sauver des vies, de protéger les biens, de promouvoir la sûreté et la justice et d'offrir une meilleure qualité de vie à la population de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
DIVISION DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4)	
Division de la planification et de la gestion des situations d'urgence – Bureau du sous-ministre (Poste 1)		Traitements et salaires.....	15 791 159
Traitements et salaires.....	411 264	Avantages sociaux	2 382 082
Avantages sociaux.....	44 406	Transports et communications.....	1 330 460
Transports et communications.....	17 067	Services	2 849 596
Services	16 761	Fournitures et matériel	2 431 844
Fournitures et matériel	5 725	Paiements de transfert	
		Subventions pour la sécurité-incendie	600 000

	495 223		25 385 141
	-----		-----
		Bureau du coroner en chef (Poste 5)	
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)		Traitements et salaires.....	7 919 597
Traitements et salaires.....	5 285 595	Avantages sociaux	802 635
Avantages sociaux.....	721 239	Transports et communications.....	603 357
Transports et communications.....	683 636	Services	21 740 943
Services	2 054 448	Fournitures et matériel	406 744
Fournitures et matériel	247 793	Paiements de transfert	
Paievements de transfert		Subventions pour les services judiciaires	1 070 000
Subventions pour les opérations d'urgence	3 583 867		-----
			32 543 276

	12 576 578	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA	
	-----	DIVISION DE LA PLANIFICATION	
		ET DE LA GESTION DES	
		SITUATIONS D'URGENCE	71 000 218
			=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
FONCTIONNEMENT				
				DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE
1	3 862 700	(411 200)	3 451 500	Division des politiques et de la planification stratégique 3 362 318
	3 862 700	(411 200)	3 451 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 3 362 318
Actifs				
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0

Description du programme :

Relevant des deux sous-ministres du ministère, cette division chargée des services ministériels est responsable de diriger les efforts d'élaboration de lois et de politiques à l'appui des activités du ministère en matière de services policiers et correctionnels, de sécurité publique et de gestion des urgences. La Division est également responsable de la planification stratégique ministérielle, de la recherche et de l'évaluation relatives aux politiques, de l'élaboration et du suivi des mesures du rendement et de la coordination des activités ministérielles fédérales-provinciales-territoriales. La Division coordonne aussi le positionnement global des politiques se rattachant aux programmes et services offerts par le ministère à l'appui des peuples et des collectivités autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	§
FONCTIONNEMENT	
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 562 012
Avantages sociaux.....	385 169
Transports et communications.....	79 305
Services	281 576
Fournitures et matériel	54 256

	3 362 318

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	3 362 318
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	16 101 575	16 562 700
Contrôle des armes à feu	5 670 850	5 268 682
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	5 337 190	795 400
Entente de placement dans un établissement pénitencier	4 725 398	5 842 683
Les services policiers des Premières nations	4 525 284	1 823 914
Programme conjoint de protection civile	353 744	78 523
Entente relative aux services de biologie – SCF	0	2 277 953
Essai de l'équipement médical	0	5 097
Recouvrements	(2 747)	1 335 562
Divers	0	10 600 000
	<u>36 711 294</u>	<u>44 590 514</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	201 603 174	188 682 017
Remaniement des services locaux	82 631 636	79 529 081
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario ...	2 192 827	2 407 511
Acquittement – Compte Bell	1 780 830	1 763 288
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Casino Rama	200 000	200 000
Lieux de détention provisoire municipale	391	130
Autres	1 871 962	1 287 447
	<u>291 030 820</u>	<u>274 619 474</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	20 241 294	18 770 265
Frais pour chèques refusés	815	6 509
	<u>20 242 109</u>	<u>18 776 774</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>585</u>	<u>6</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Les Industries Trilcor	422 832	430 788
Ventes et locations	189 518	211 805
	<u>612 350</u>	<u>642 593</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	613 112	668 416
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>2 385 921</u>	<u>5 198 158</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	89 400	122 988
Autres	811 490	1 009 857
	<u>900 890</u>	<u>1 132 845</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>352 497 081</u></u>	<u><u>345 628 780</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-300
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-301
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	2-303
INFRASTRUCTURE	2-306
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-302
ÉTAT DES RECETTES	2-308

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
11 900 029	Administration du ministère	13 068 614	12 654 327
3 732 671 640	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 017 626 700	4 008 260 716
<u>3 744 571 669</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>4 030 695 314</u>	<u>4 020 915 043</u>
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 100 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>2 100 000</u>	<u>0</u>
IMMOBILISATIONS			
64 942 002	Infrastructure	129 516 200	128 006 092
<u>64 942 002</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>129 516 200</u>	<u>128 006 092</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3701				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 454 600	550 000	13 004 600	Administration du ministère 12 588 359
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>12 518 614</u>	<u>550 000</u>	<u>13 068 614</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 12 654 327
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Appuyer le mandat du ministère en matière de priorités stratégiques, de réorganisation et de prestation des programmes en offrant aux cadres, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain le leadership et l'orientation stratégique nécessaires, des conseils en planification axée sur les résultats et des services d'aide administrative et opérationnelle.

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Communications et marketing</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	7 377 559		Traitements et salaires.....	1 250 900	
Avantages sociaux.....	1 032 819		Avantages sociaux	145 872	
Transports et communications	289 730		Transports et communications.....	18 272	
Services	3 790 548		Services	272 124	
Fournitures et matériel	97 703		Fournitures et matériel	19 103	
	-----			-----	1 706 271
	12 588 359				-----
	-----		<i>Ressources humaines</i>		
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)					
Traitements et salaires.....	1 414 775		Traitements et salaires.....	1 440 522	
Avantages sociaux.....	212 881		Avantages sociaux	239 498	
Transports et communications	98 004		Transports et communications.....	31 750	
Services	90 778		Services	2 978	
Fournitures et matériel	25 025			-----	1 714 748
	-----	1 841 463			-----
		-----	<i>Services de vérification</i>		
Services opérationnels					
Traitements et salaires.....	3 191 036		Services	372 600	
Avantages sociaux.....	419 768			-----	372 600
Transports et communications	127 904				-----
Services	468 968		Crédits législatifs		
Fournitures et matériel	45 075				
	-----	4 252 751			

Services juridiques					
Traitements et salaires.....	80 326		Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Avantages sociaux.....	14 800		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 667
Transports et communications	13 800				-----
Services	2 583 100				65 968
Fournitures et matériel	8 500				-----
	-----	2 700 526	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
		-----	L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
			12 654 327		
			=====		

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
FONCTIONNEMENT				
3	1 178 942 800	(30 476 300)	1 148 466 500	Apprentissage et développement des jeunes enfants 1 143 593 844
7	2 213 358 800	80 712 800	2 294 071 600	Enfants et jeunes à risque..... 2 290 875 936
5	251 382 000	8 453 300	259 835 300	Services spécialisés..... 258 737 669
8	335 000 000	(19 746 700)	315 253 300	Prestation ontarienne pour enfants 315 053 267
	3 978 683 600	38 943 100	4 017 626 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE..... 4 008 260 716

Actifs

6	2 100 000		2 100 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
	2 100 000		2 100 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE..... 0

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse, alignés sur les principales initiatives de renouvellement du ministère, comprennent le programme Apprentissage et développement des jeunes enfants, le programme des enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Apprentissage et développement des jeunes enfants englobe les services de garde d'enfants, le programme Bébé en santé, enfants en santé, les communautés de démonstration de Meilleur départ et les programmes d'identification et d'intervention précoces et d'aide aux collectivités et aux familles. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, la santé mentale des enfants et des jeunes, les services aux jeunes des collectivités insuffisamment desservies (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les services de justice pour les jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les services spécialisés regroupent les services aux enfants autistes, les services de réadaptation pour enfants ainsi que les programmes de services de relève accrus et hors domicile. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière accordée en fonction du revenu aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans, que les membres de ces familles travaillent ou pas.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de protection de l'enfance</i>		
Apprentissage et développement des jeunes enfants (Poste 3)			Traitements et salaires.....	10 617 055	
Traitements et salaires.....	15 074 197		Avantages sociaux	2 051 883	
Avantages sociaux.....	1 778 547		Transports et communications.....	993 766	
Transports et communications.....	1 586 636		Services	2 823 227	
Services	6 200 199		Fournitures et matériel	339 867	
Fournitures et matériel	1 314 311		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Services de protection		
Services de garde d'enfants			de l'enfance	1 406 178 245	
et apprentissage des			Fonds de renouvellement des		
jeunes enfants.....	853 917 871		services de protection		
Bébés en santé, enfants en santé.....	86 418 431		de l'enfance.....	35 924 093	
Soutien communautaire				1 442 102 338	
pour le développement					1 458 928 136
de la petite enfance.....	177 303 652				
	-----	1 117 639 954			

		1 143 593 844			

Enfants et jeunes à risque (Poste 7)			<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>		
Traitements et salaires.....	154 270 444		Traitements et salaires.....	44 853 184	
Avantages sociaux.....	26 343 900		Avantages sociaux	8 368 278	
Transports et communications.....	6 774 418		Transports et communications.....	1 146 594	
Services	40 513 945		Services	11 711 224	
Fournitures et matériel	15 265 363		Fournitures et matériel	2 366 801	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de protection			Santé mentale des enfants		
de l'enfance	1 406 178 245		et des jeunes	440 334 107	
Fonds de renouvellement			Santé mentale des enfants		
des services de			et des jeunes – Paiements		
protection de l'enfance.....	35 924 093		tenant lieu d'impôt		
Santé mentale des			aux municipalités...	9 000	
enfants et des jeunes.....	440 334 107			440 343 107	
Santé mentale des enfants et des					508 789 188
jeunes – Paiements tenant lieu					-----
d'impôts aux municipalités.....	9 000				
Services de justice					
pour la jeunesse.....	165 241 496		<i>Services de justice pour la jeunesse</i>		
Services de justice pour la jeunesse –			Traitements et salaires.....	98 800 205	
Paiements tenant lieu			Avantages sociaux	15 923 739	
d'impôt aux municipalités.....	20 925		Transports et communications.....	4 634 058	
	-----	2 047 707 866	Services	25 979 494	
		-----	Fournitures et matériel	12 558 695	
		2 290 875 936	Paiements de transfert		
		-----	Services de justice		
			pour la jeunesse.....	165 241 496	
			Services de justice pour		
			la jeunesse – Paiements		
			tenant lieu d'impôt aux		
			municipalités.....	20 925	
				165 262 421	
				-----	323 158 612

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires.....		3 151 029
Avantages sociaux.....		319 827
Transports et communications.....		150 615
Services		626 215
Fournitures et matériel		39 985
Paiements de transfert		
Services de traitement et de		
réadaptation pour enfants.....	100 798 322	
Autisme	153 651 676	
	-----	254 449 998

		258 737 669

<i>Services de traitement et de réadaptation pour enfants</i>		
Paiements de transfert		
Services de traitement et de		
réadaptation pour enfants.....	100 798 322	
	-----	100 798 322

<i>Autisme</i>		
Traitements et salaires.....	3 151 029	
Avantages sociaux.....	319 827	
Transports et communications.....	150 615	
Services	626 215	
Fournitures et matériel	39 985	
Paiements de transfert		
Autisme	153 651 676	
	-----	157 939 347

Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne		
pour enfants.....	305 000 000	
Ontario Child Benefit Equivalent	10 053 267	
	-----	315 053 267

		315 053 267

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
 LE PROGRAMME DES SERVICES À		
 L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	4 008 260 716	
	=====	

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3703				
IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE
1	172 325 000	(42 808 800)	129 516 200	Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations 128 006 092
	172 325 000	(42 808 800)	129 516 200	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE
				PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE 128 006 092

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux installations exploitées directement et aux organismes à but non lucratif bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations afin de faciliter la prestation des programmes du ministère et de permettre à ce dernier de mener à bien ses stratégies de réorganisation et d'atteindre ses objectifs de rendement.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	3 982 761	
Subventions d'immobilisations.....	13 394 630	
Immobilisations liées à l'apprentissage et au développement des jeunes enfants.....	2 390 100	
	-----	19 767 491
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		108 238 601

		128 006 092

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		128 006 092
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	109 486 210	108 090 132
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	65 807 951	63 800 000
Langue française	120 000	25 000
Autres	1 540 983	1 503 579
	<u>176 955 144</u>	<u>173 418 711</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	81 128	54 420
Adoption internationale	30 600	32 400
Maison pour groupe d'enfants	17 100	16 900
Droits d'adoption	5 000	5 538
Autres	1 030	96
	<u>134 858</u>	<u>109 354</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres ventes générales	5 743	8 125
	<u>5 743</u>	<u>8 125</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	24 404 000	16 008 136
Subventions d'immobilisations	356 727	334 361
Subventions	618 438	130 877
	<u>25 379 165</u>	<u>16 473 374</u>
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	6 135	9 878
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	485	311
Autres	3 147	3 317
	<u>9 767</u>	<u>13 506</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>202 484 677</u></u>	<u><u>190 023 070</u></u>

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENT AUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-310
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-311
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-314
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2-316
CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE	2-318
MODERNISATION	2-320
PRESTATION DES SERVICES.....	2-322
PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES	2-326
BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS	2-328
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-313, 2-324, 2-325, 2-327
ÉTAT DES RECETTES	2-330

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
40 112 350	Administration du ministère	51 281 014	44 045 519
763 089 903	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 093 330 400	1 093 329 401
52 614 997	Direction des ressources humaines	62 377 400	59 404 928
29 716 155	Centre du leadership et de l'apprentissage	33 804 800	33 519 911
10 880 035	Modernisation	11 480 400	11 270 735
553 096 762	Prestation des services	533 713 600	525 946 423
51 638 404	Protection du consommateur et sécurité publique/Normes commerciales et organismes	54 363 900	53 813 444
772 100	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts	1 006 700	916 018
1 501 920 706	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 841 358 214	1 822 246 379
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
10 983 831	Prestation des services	11 001 000	10 387 663
10 983 831	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	11 001 000	10 387 663
IMMOBILISATIONS			
1 890 432	Administration du ministère	1 900 000	1 595 481
125 537	Direction des ressources humaines	7 000 000	630 971
19 295 183	Prestation des services	169 267 400	166 332 263
21 311 152	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	178 167 400	168 558 715

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	75 312 600	(24 096 600)	51 216 000	Administration du ministère 43 979 551
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>75 377 614</u>	<u>(24 096 600)</u>	<u>51 281 014</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 44 045 519
	=====	=====	=====	=====
IMMOBILISATIONS				
4	1 900 000		1 900 000	Projet de gestion des locaux 1 595 481
	<u>1 900 000</u>		<u>1 900 000</u>	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 1 595 481
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser les priorités du gouvernement en matière de résultats et de finances. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, l'information et la technologie de l'information (ITI), les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats pour aider les programmes du ministère à atteindre leurs objectifs opérationnels.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	36 994 563		Services	1 510 048	1 510 048
Avantages sociaux.....	4 662 799			-----	-----
Transports et communications.....	1 141 637				
Services	111 821 252				
Fournitures et matériel	1 859 242				

Moins : Recouvrements	156 479 493		<i>Grouperement de la prestation des services gouvernementaux</i>		
	112 499 942				

	43 979 551				

<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	22 501 673	
Traitements et salaires.....	2 031 256		Avantages sociaux	2 816 890	
Avantages sociaux.....	214 544		Transports et communications.....	525 314	
Transports et communications.....	91 453		Services	95 620 695	
Services	194 505		Fournitures et matériel	1 204 229	
Fournitures et matériel	58 306			-----	
	-----			122 668 801	
	2 590 064		Moins : Recouvrements	111 538 342	11 130 459
	-----			-----	-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	6 278 851		Traitements et salaires.....	3 179 597	
Avantages sociaux.....	866 170		Avantages sociaux	386 920	
Transports et communications.....	153 320		Transports et communications.....	86 463	
Services	1 612 196		Services	1 960 596	
Fournitures et matériel	101 168		Fournitures et matériel	167 792	
	-----			-----	
	9 011 705				5 781 368
Moins : Recouvrements	185 200				-----

	8 826 505				

<i>Services juridiques</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	262 024		Traitements et salaires.....	2 741 162	
Avantages sociaux.....	230		Avantages sociaux	378 045	
Transports et communications.....	220 039		Transports et communications.....	65 048	
Services	10 606 149		Services	317 063	
Fournitures et matériel	281 368		Fournitures et matériel	46 379	
	-----			-----	
	11 369 810			3 547 697	
Moins : Recouvrements	200 800		Moins : Recouvrements	575 600	2 972 097
	-----			-----	-----
	11 169 010				

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	§
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

	65 968

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 045 519
	=====
 IMMOBILISATIONS	
 Projet de gestion des locaux (Poste 4)	
Transports et communications	1 698
Services	1 586 346
Fournitures et matériel	7 437

	1 595 481

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 595 481
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1807				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
1	966 857 000	126 473 400	1 093 330 400	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....
				1 093 329 401
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)....
	966 857 000	*126 473 400	1 093 330 400	1 093 329 401

Description du programme :

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite (la part des avantages sociaux reliée à la paie des fonctionnaires qui est prise en charge par la province) relève du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs. Il est administré par les Services communs de l'Ontario pour le compte de la Division de la gestion des ressources humaines et des politiques générales et contribue à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ».

* Inclut une ordonnance de 126 473 400 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 17 septembre 2009 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2008-2009.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi.....	94 013 964	
Absences et congés rémunérés.....	12 803 817	
Indemnisation des travailleurs (CSPAAT)*.....	(2 811 231)	
Comptes des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	27 961 033	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	54 082 174	
Régime de retraite des fonctionnaires	279 317 814	
Fonds de prestations des juges provinciaux.....	29 455 412	
Régime de pensions du Canada ...	145 519 672	
Assurance-emploi.....	61 687 328	
Assurance-vie collective*	(24 458 544)	
Protection du revenu à long terme.....	56 538 284	
Impôt-santé des employeurs	96 751 643	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	148 154 947	
Régime de soins dentaires.....	62 777 066	
Prestations aux employés retraités	649 755 344	
Autres avantages sociaux	11 175 896	
	-----	1 702 724 619

		1 702 724 619
Moins : Recouvrements		609 395 218

		1 093 329 401

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		1 093 329 401
		=====

* Les crédits sont attribuable au rajustement en fin d'exercice qui correspond à la nouvelle évaluation actuarielle qui révèle une augmentation inférieure aux prévisions de la dette non provisionnée par rapport aux projections antérieures.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1808				DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	
FONCTIONNEMENT					
3	13 317 700	(1 258 700)	12 059 000	Gestion des ressources humaines et politiques générales.....	11 623 358
4	17 721 600	2 783 500	20 505 100	Services relatifs aux ressources humaines	18 749 840
5	19 519 600	434 100	19 953 700	Relations de travail	19 906 945
6	16 030 900	(6 171 300)	9 859 600	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité.....	9 124 785
	66 589 800	(4 212 400)	62 377 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	59 404 928

IMMOBILISATIONS

7	7 000 000		7 000 000	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité.....	630 971
	7 000 000		7 000 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	630 971

Description du programme:

La Direction des ressources humaines est chargée d'établir et de préserver le capital humain nécessaire pour offrir des services publics modernes et efficaces et contribuer à la réalisation des priorités du gouvernement. Pour y parvenir, elle fournit des services intégrés de RH à l'appui des objectifs opérationnels et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies de RH qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un « lieu de travail de choix ». La Direction coordonne aussi les services de sécurité interne et la planification et la gestion des situations d'urgence pour le compte de la FPO.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	\$		\$
FONCTIONNEMENT		Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 6)	
Gestion des ressources humaines et politiques générales (Poste 3)			
Traitements et salaires.....	7 338 503	Traitements et salaires.....	2 756 408
Avantages sociaux.....	842 199	Avantages sociaux.....	376 438
Transports et communications.....	187 476	Transports et communications.....	83 893
Services.....	3 178 122	Services.....	5 688 777
Fournitures et matériel.....	77 058	Fournitures et matériel.....	219 269
	-----		-----
	11 623 358		9 124 785
	-----		-----
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
		PROGRAMME DE LA DIRECTION DES	
		RESSOURCES HUMAINES.....	59 404 928
			=====
Services relatifs aux ressources humaines (Poste 4)		IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	12 424 436	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 7)	
Avantages sociaux.....	1 597 269		
Transports et communications.....	460 026		
Services.....	6 864 046		
Fournitures et matériel.....	289 149		
Autres opérations			
Autre.....	235 590		

	21 870 516		
Moins : Recouvrements.....	3 120 676	Services.....	630 971
	-----		-----
	18 749 840		630 971
	-----		-----
		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE	
		PROGRAMME DE LA DIRECTION DES	
		RESSOURCES HUMAINES.....	630 971
			=====
Relations de travail (Poste 5)			
Traitements et salaires.....	12 098 828		
Avantages sociaux.....	1 683 757		
Transports et communications.....	733 319		
Services.....	4 022 577		
Fournitures et matériel.....	366 050		
Autres opérations.....	1 002 414		

	19 906 945		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1809				
FONCTIONNEMENT				CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE
1	33 081 900	722 900	33 804 800	Leadership et apprentissage 33 519 911
	_____	_____	_____	_____
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE CENTRE DU LEADERSHIP
				ET DE L'APPRENTISSAGE.....
	33 081 900	722 900	33 804 800	33 519 911
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Centre du leadership et de l'apprentissage est chargé d'instaurer, à l'échelle du gouvernement, une culture de leadership et de gestion et d'optimiser la revitalisation, le dynamisme et l'innovation au sein de l'effectif. Il aide aussi à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ». Ses principales activités consistent à soutenir les services aux cadres en élaborant un programme de gestion du talent, à mettre en place une stratégie de formation et des activités de formation et de perfectionnement, à stimuler les capacités en leadership dans les organismes, conseils et commissions et à concevoir et mettre en œuvre une stratégie à l'intention des jeunes et des nouveaux professionnels.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE – CRÉDIT 1809

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	S
FONCTIONNEMENT	
Leadership et apprentissage (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	14 823 456
Avantages sociaux.....	1 837 285
Transports et communications.....	400 849
Services	6 479 773
Fournitures et matériel	366 675
Paielements de transfert	
Subventions pour l'Institut	
d'administration	
publique du Canada.....	66 500
Autre opérations	
Emplois d'été	9 545 373

	33 519 911

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE CENTRE DU LEADERSHIP ET	
DE L'APPRENTISSAGE	33 519 911
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1810				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE MODERNISATION
1	11 413 400	67 000	11 480 400	Modernisation..... 11 270 735
	11 413 400	67 000	11 480 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE
				PROGRAMME DE MODERNISATION..... 11 270 735

Description du programme:

Le programme de modernisation, qui repose sur la Division de la modernisation et le Bureau de la diversité de la FPO, vise à renouveler et à améliorer les services que le gouvernement offre à la population. La Division de la modernisation est chargée de doter la fonction publique de l'Ontario (FPO) des capacités nécessaires pour effectuer et alimenter le changement transformationnel et atteindre les objectifs de modernisation. La FPO est déterminée à créer un effectif à l'image de l'Ontario et de la population qu'il dessert et à bâtir une institution moderne, inclusive, diverse à tous les échelons, libre de toutes formes de discrimination illicite, accessible et sans obstacle. Le cadre stratégique en matière de diversité et le Bureau de la diversité ont été établis pour créer une feuille de route à l'appui du processus de modernisation et de transformation de la FPO. Le Bureau a pour objectifs de repérer et d'éliminer les obstacles discriminatoires à l'emploi, d'accroître la représentation de groupes divers à tous les échelons du leadership, de fournir des services efficaces, inclusifs et diversifiés à la population ontarienne et de diriger la Stratégie de la FPO pour le leadership en matière d'accessibilité.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DE MODERNISATION – CRÉDIT 1810

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	S
FONCTIONNEMENT	
Modernisation (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 063 016
Avantages sociaux.....	544 339
Transports et communications.....	185 364
Services	5 299 628
Fournitures et matériel	178 388

	11 270 735

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE MODERNISATION	11 270 735
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES
1	46 705 600	12 831 700	59 537 300	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services 59 501 846
4	31 242 700	(324 900)	30 917 800	Cyber Ontario 30 697 776
5	175 358 700	(7 361 800)	167 996 900	Services communs de l'Ontario 166 429 219
7	18 232 000	645 200	18 877 200	Archives publiques de l'Ontario 18 818 514
9	228 576 000	13 991 400	242 567 400	ServiceOntario et Services d'enregistrement 241 299 311
L	8 500 000		8 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 6 122 757
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite de juges, <i>Loi sur l'enregistrement des actes</i> 0
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> 3 000 000
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 77 000
	513 932 000	19 781 600	533 713 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES 525 946 423
Actifs				
2	11 000 000		11 000 000	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services 10 387 663
6	1 000		1 000	Services opérationnels 0
	11 001 000		11 001 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES 10 387 663

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1811				PROGRAMME DE PRESTATION	
IMMOBILISATIONS				DES SERVICES	
3	98 336 400	(32 750 400)	65 586 000	Information et technologie de l'information	65 261 258
8	6 390 000	95 483 600	101 873 600	Archives publiques de l'Ontario	99 715 834
10	2 000 000	(192 200)	1 807 800	ServiceOntario	1 355 171
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
				LE PROGRAMME DE PRESTATION	
				DES SERVICES.....	166 332 263
	106 726 400	62 541 000	169 267 400		

Description du programme :

Le programme de prestation des services est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Tous les programmes de prestation des services s'attachent à optimiser et améliorer les services gouvernementaux.

ServiceOntario donne à la population ontarienne un accès facile et économique aux services gouvernementaux. à titre d'organisme de prestation de services généraux directement au public, ServiceOntario est responsable de fournir aux particuliers et aux entreprises des services d'information et transactionnels par des voies multiples - en personne et au guichet, depuis un kiosque, par téléphone ou en ligne. ServiceOntario est bien avancé pour s'établir comme la voie d'accès aux services du gouvernement. Un grand nombre de services sont maintenant offerts ou gérés par ServiceOntario. Les Archives publiques de l'Ontario recueillent, gèrent et préservent les documents de la province et encouragent le public à consulter le patrimoine documentaire de l'Ontario. Elles soutiennent la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement et soutiennent de bonnes pratiques de conservation des documents au gouvernement. Le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique offre son leadership transformationnel afin d'optimiser la gestion de l'information et la technologie de l'information au sein du gouvernement, y compris pour les politiques et la mise en œuvre de l'infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux. Les Services communs de l'Ontario fournissent à l'échelle du gouvernement des services de soutien aux employés et aux programmes de la FPO, notamment le traitement des opérations financières et les recouvrements, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'assurance et la gestion des risques, la gestion et le traitement de la paie et l'administration des avantages sociaux.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT		Services opérationnels		
Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 1)		Traitements et salaires.....	77 574 422	
		Avantages sociaux	12 234 105	
		Transports et communications.....	8 124 144	
		Services	78 865 543	
		Fournitures et matériel	3 299 563	

			180 097 777	
		Moins : Recouvrements	24 966 691	
			-----	155 131 086

Traitements et salaires.....	102 105 668	Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière		
Avantages sociaux.....	13 447 933	Traitements et salaires.....	558 314	
Transports et communications	68 530 810	Avantages sociaux	66 332	
Services	188 038 307	Transports et communications.....	9 121	
Fournitures et matériel	26 700 041	Services	11 351 612	
	-----	Fournitures et matériel	4 187	
	398 822 759		-----	
Moins : Recouvrements	339 320 913		11 989 566	
	-----	Moins : Recouvrements	691 433	
	59 501 846		-----	11 298 133
	-----			-----
Cyber Ontario (Poste 4)		Crédits législatifs		
		Services		
Traitements et salaires.....	16 299 709	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la Loi sur l'administration financière.....		6 122 757
Avantages sociaux.....	1 649 686			-----
Transports et communications	326 991			6 122 757
Services	11 837 083			-----
Fournitures et matériel	584 307			

	30 697 776			

Services communs de l'Ontario (Poste 5)		Archives publiques de l'Ontario (Poste 7)		
		Traitements et salaires.....	7 250 122	
Traitements et salaires.....	78 132 736	Avantages sociaux	976 259	
Avantages sociaux.....	12 300 437	Transports et communications	373 455	
Transports et communications	8 133 265	Services	13 265 056	
Services	90 217 155	Fournitures et matériel	402 959	
Fournitures et matériel	3 303 750	Paiements de transfert		
	-----	Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	45 700	
	192 087 343		-----	
Moins : Recouvrements	25 658 124	Moins : Recouvrements	22 313 551	
	-----		3 495 037	
	166 429 219		-----	18 818 514

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

\$		\$	
ServiceOntario et Services d'enregistrement (Poste 9)		Actifs	
Traitements et salaires.....	108 332 545	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 2)	
Avantages sociaux.....	18 503 253	Dépôts et charges payées d'avance.....	10 387 663
Transports et communications.....	7 655 037		<u>10 387 663</u>
Services.....	106 521 096		
Fournitures et matériel.....	12 349 680		
	<u>253 361 611</u>		
Moins : Recouvrements.....	12 062 300	TOTAL (ACTIFS)	
	<u>241 299 311</u>	POUR LE PROGRAMME DE	
		PRESTATION DES SERVICES	<u>10 387 663</u>
Crédits législatifs		IMMOBILISATIONS	
Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des</i> <i>droits immobiliers</i>	<u>3 000 000</u>	Information et technologie de l'information (Poste 3)	
	<u>3 000 000</u>	Services.....	5 767 458
		Autres opérations	
		Projets d'infrastructure de grande envergure.....	59 493 800
			<u>65 261 258</u>
Crédits législatifs			
Autres opérations		Archives publiques de l'Ontario (Poste 8)	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	<u>77 000</u>	Services.....	99 715 834
	<u>77 000</u>		<u>99 715 834</u>
TOTAL (FONCTIONNEMENT)		ServiceOntario (Poste 10)	
POUR LE PROGRAMME DE		Services.....	1 355 171
PRESTATION DES SERVICES.....	<u>525 946 423</u>		<u>1 355 171</u>
		TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
		POUR LE PROGRAMME DE	
		PRESTATION DES SERVICES	<u>166 332 263</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1812 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES	
1	11 375 100	1 186 900	12 562 000	Politiques et protection du consommateur	12 211 151
2	1 860 200		1 860 200	Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 660 025
3	38 655 100	1 284 600	39 939 700	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..	39 922 128
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	140
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	20 000
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES	53 813 444
	51 892 400	2 471 500	54 363 900		

Description du programme:

Ce programme est chargé de créer un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège le consommateur, inspire confiance et stimule la croissance économique. Il élabore les politiques régissant les programmes ministériels de services aux consommateurs et aux entreprises et assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations avec les organismes relevant du ministère, les autorités administratives déléguées et les autres partenaires de la prestation des services. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis en vertu des lois administrées par divers ministères. La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est responsable de l'administration et de l'observation du cadre réglementaire régissant les secteurs des alcools et des jeux dans la province. De plus, la CAJO fixe et fait observer les normes auxquelles sont astreintes les industries des alcools et des jeux où les risques d'activités illicites et les coûts sociaux potentiels sont importants.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ
PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES – CRÉDIT 1812**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 3)	
Politiques et protection du consommateur (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	7 954 728	Traitements et salaires.....	39 727 990
Avantages sociaux.....	1 067 717	Avantages sociaux	6 289 675
Transports et communications.....	502 179	Transports et communications.....	2 371 753
Services	3 012 989	Services	12 272 102
Fournitures et matériel	93 538	Fournitures et matériel	2 048 159
	-----		-----
	12 631 151		62 709 679
Moins : Recouvrements	420 000	Moins : Recouvrements	22 787 551
	-----		-----
	12 211 151		39 922 128
	-----		-----
Crédits législatifs		Crédits législatifs	
Autres opérations		Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>		<i>l'administration financière</i>	
	140		20 000
	-----		-----
	140		20 000
	-----		-----
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
PROGRAMME DE LA PROTECTION DU		PROGRAMME DE LA PROTECTION DU	
CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ		CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ	
PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES		PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES	
ET ORGANISMES.....		ET ORGANISMES.....	
			53 813 444
			=====
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	834 877		
Avantages sociaux.....	113 082		
Transports et communications.....	107 318		
Services	945 038		
Fournitures et matériel	45 652		

	2 045 967		
Moins : Recouvrements	385 942		

	1 660 025		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

1813
FONCTIONNEMENT

**BUREAU DU COMMISSAIRE
AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités vis-à-vis de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario. Le commissaire a pour responsabilité d'approuver les règles touchant les conflits d'intérêt des organismes publics afin d'en garantir la cohérence avec les normes de la FPO, de traiter les demandes des sous-ministres et des présidents d'organismes publics sur des questions précises touchant les conflits d'intérêts et de recevoir la divulgation de renseignements personnels de fonctionnaires travaillant sur des dossiers touchant le secteur privé.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

PROGRAMME DE BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS – CRÉDIT 1813

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009**

	S
FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	443 577
Avantages sociaux.....	38 516
Transports et communications.....	13 992
Services	397 565
Fournitures et matériel	22 368

	916 018

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS.....	916 018
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
RECETTES FISCALES		
Imposition – Commission des sports professionnels	7 971	30 861
	-----	-----
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques.....	163 657	130 266
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements).....	447 235 037	454 642 995
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	43 835 361	44 537 928
Constitutions en société	20 613 421	23 115 711
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	20 215 642	20 321 765
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	15 953 169	15 226 390
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements).....	11 671 109	11 187 109
Enregistrement de noms commerciaux	9 539 006	9 868 298
Jeux – Licences des loterie	9 439 929	7 728 584
Jeux – Droits d'inscription.....	6 740 118	7 699 365
Recherches, certificats et hypothèques	4 597 114	4 580 733
<i>Loi sur les cinémas</i>	3 802 878	4 020 467
Permis pour occasions spéciales	3 286 614	3 405 948
<i>Loi sur le mariage</i>	2 980 687	2 612 440
Permis – Permis de vente pour trois ans	2 458 906	2 482 389
Droits de cession de permis	1 442 830	1 593 956
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 409 813	1 450 715
Permis – Permis de vente pour deux ans.....	1 346 261	1 349 872
<i>Loi sur les cimetières</i>	990 250	583 720
Paielements des organismes d'application.....	978 631	1 047 298
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	762 905	714 146
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	684 889	3 603 352
Sociétés en nom collectif.....	352 639	397 874
Permis – Permis de vente pour une occasion unique	338 239	329 873
Permis – Vineries ontariennes	123 206	201 835
En dehors de la province.....	105 626	127 476
Permis – Brasseurs provinciaux.....	70 875	74 970
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	65 535	63 603
<i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés)	38 635	42 236
<i>Loi sur le contrôle des sports</i>	32 460	14 300
Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements).....	20 989	19 537
Déclarations annuelles obligatoires	17 695	19 754
Permis – Fabricants de spiritueux	17 640	17 640
<i>Loi sur les huissiers</i>	17 100	9 690
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	11 521	12 240
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	9 261	7 620
<i>Loi sur les renseignements concernant le consommateur</i>	7 700	10 534
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i>	2 280	2 280
Permis – Permis de vente pour un an.....	660	6 750
Autres	1 105 426	1 043 394
	-----	-----
	612 322 057	624 174 767
	-----	-----

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	1 500
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Autres	3 617 853	4 079 346
Publications Ontario – ventes	96 321	97 782
Publications	250	413
	-----	-----
	3 714 424	4 177 541
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Rouge Park	0	37 012 699
Autres	1 982 208	2 596 872
	-----	-----
	1 982 208	39 609 571
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt	3 315	18 940
Autres	3 918 960	4 818 771
	-----	-----
	3 922 275	4 837 711
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	622 112 592	672 962 217
	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-334
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-335
SERVICES AUX ADULTES.....	2-337
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-336, 2-338
ÉTAT DES RECETTES	2-340

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
33 984 689	Administration du ministère	36 074 840	35 534 887
7 474 259 718	Services aux adultes	7 945 277 600	7 939 742 760
7 508 244 407	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	7 981 352 440	7 975 277 647
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
22 626 600	Services aux adultes	33 112 000	33 108 000
22 626 600	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	33 112 000	33 108 000
IMMOBILISATIONS			
54 274 999	Services aux adultes	40 529 000	40 415 601
54 274 999	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	40 529 000	40 415 601

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
FONCTIONNEMENT				
1	35 996 300		35 996 300	Administration du ministère 35 468 919
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	30 699		30 699	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>36 074 840</u>		<u>36 074 840</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 35 534 887

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	18 050 184	Traitements et salaires.....	1 030 000
Avantages sociaux.....	2 515 254	Avantages sociaux	204 830
Transports et communications.....	843 948	Transports et communications.....	80 384
Services	13 697 214	Services	380 627
Fournitures et matériel	362 319	Fournitures et matériel	80 593
	-----		-----
	35 468 919		1 776 434
	-----		-----
<i>Bureau de la direction</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 554 042	Traitements et salaires.....	131 399
Avantages sociaux.....	165 869	Avantages sociaux	24 605
Transports et communications.....	148 110	Transports et communications.....	53 577
Services	124 612	Services	3 279 554
Fournitures et matériel	19 037	Fournitures et matériel	77 743
	-----		-----
	2 011 670		3 566 878
	-----		-----
<i>Soutien aux activités</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	4 984 850	Services	981 622
Avantages sociaux.....	656 224		-----
Transports et communications.....	187 922		981 622
Services	1 329 994		-----
Fournitures et matériel	52 889		-----
	-----		-----
	7 211 879		-----
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>		<i>Services informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 206 305	Traitements et salaires.....	8 143 588
Avantages sociaux.....	416 943	Avantages sociaux	1 046 783
Transports et communications.....	195 394	Transports et communications.....	178 561
Services	102 779	Services	7 498 026
Fournitures et matériel	46 871	Fournitures et matériel	85 186
	-----		-----
	2 968 292		16 952 144
	-----		-----
		Crédits législatifs	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

			65 968

		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
		L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 534 887
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES
3	5 746 851 300	246 086 300	5 992 937 600	Soutien financier et soutien à l'emploi..... 5 988 628 557
4	265 979 200	(18 139 300)	247 839 900	Services sociaux aux adultes..... 246 896 573
6	1 569 375 000	57 464 200	1 626 839 200	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle..... 1 623 697 821
7	45 064 200	(1 929 900)	43 134 300	Bureau des obligations familiales 42 796 965
10	14 784 800	(890 500)	13 894 300	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario. 12 307 177
L	20 632 300		20 632 300	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 25 415 667
	7 662 686 800	282 590 800	7 945 277 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 7 939 742 760
Actifs				
9	25 232 200	7 879 800	33 112 000	Services aux adultes..... 33 108 000
	25 232 200	7 879 800	33 112 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 33 108 000
IMMOBILISATIONS				
8	42 450 000	(1 921 000)	40 529 000	Services aux adultes..... 40 415 601
	42 450 000	(1 921 000)	40 529 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 40 415 601

Description du programme:

Le programme offre aux plus démunis des services communautaires efficaces et responsables, de la façon la plus équitable possible. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent accéder à des soutiens du revenu et de l'emploi et aux services du Bureau des obligations familiales, qui administre les ordonnances judiciaires de pensions alimentaires pour enfants et conjoint et veille à leur application, de manière à ce que ces personnes puissent devenir autonomes. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Leur mandat consiste notamment à servir les personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale et les Autochtones (par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones). La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*, dont l'objet est d'améliorer l'accessibilité en Ontario et de promouvoir l'intégration communautaire.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Tribunal de l'aide sociale</i>	
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		Traitements et salaires.....	5 007 311
Traitements et salaires.....	140 297 040	Avantages sociaux	576 118
Avantages sociaux.....	23 177 896	Transports et communications.....	721 241
Transports et communications.....	11 354 740	Services	1 411 207
Services	68 599 352	Fournitures et matériel	77 942
Fournitures et matériel	3 742 761		7 793 819
Paiements de transfert			
Programme ontarien de soutien		<i>Crédits législatifs</i>	
aux personnes handicapées		Autres opérations	
– Soutien financier	3 024 985 325	Créances irrécouvrables,	
Programme ontarien de soutien		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	
aux personnes handicapées			25 415 667
– Soutien à l'emploi	43 358 253		25 415 667
Programme Ontario au travail			
– Soutien financier	1 728 311 770	<i>Services sociaux aux adultes (Poste 4)</i>	
Programme Ontario au travail		Traitements et salaires.....	4 767 036
– Soutien à l'emploi	170 912 448	Avantages sociaux	605 599
Programme de médicaments		Transports et communications.....	345 984
de l'Ontario	773 888 972	Services	3 485 730
	5 741 456 768	Fournitures et matériel	193 969
	5 988 628 557	Paiements de transfert	
		Violence faite aux femmes	132 161 070
<i>Soutien financier et soutien à l'emploi</i>		Aide à l'intégration	
Traitements et salaires.....	135 289 729	communautaire.....	90 915 765
Avantages sociaux.....	22 601 778	Stratégie de ressourcement pour	
Transports et communications.....	10 633 499	le mieux-être des Autochtones....	14 421 420
Services	67 188 145		237 498 255
Fournitures et matériel	3 664 819		246 896 573
Paiements de transfert			
Programme ontarien de		<i>Services aux adultes et aux enfants ayant</i>	
soutien aux personnes		<i>une déficience intellectuelle (Poste 6)</i>	
handicapées – Soutien		Traitements et salaires.....	72 579 814
financier.....	3 024 985 325	Avantages sociaux	26 893 125
Programme ontarien de		Transports et communications.....	1 398 906
soutien aux personnes		Services	7 702 854
handicapées – Soutien		Fournitures et matériel	4 389 205
à l'emploi	43 358 253	Paiements de transfert	
Programme Ontario au		Services en établissement	975 863 910
travail – Soutien		Services de soutien.....	534 694 624
financier.....	1 728 311 770	Paiements tenant lieu d'impôt	
Programme Ontario au		aux municipalités	175 383
travail – Soutien			1 510 733 917
à l'emploi	170 912 448		1 623 697 821
Programme de			
médicaments			
de l'Ontario	773 888 972		
	5 741 456 768		
	5 980 834 738		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	23 032 494	Services aux adultes (Poste 8)	
Avantages sociaux	3 899 028	Paiements de transfert	
Transports et communications.....	1 182 848	Subventions d'immobilisations	23 238 379
Services	13 817 411	Renouvellement des	
Fournitures et matériel.....	865 184	installations des partenaires	12 162 753
	-----		-----
	42 796 965		35 401 132
	-----	Autres opérations	
		Investissements dans les immobilisations	5 014 469

Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)			40 415 601

Traitements et salaires.....	3 560 137	TOTAL (IMMOBILISATIONS)	
Avantages sociaux	573 978	POUR LE PROGRAMME DES	
Transports et communications.....	367 961	SERVICES AUX ADULTES.....	40 415 601
Services	6 665 587		=====
Fournitures et matériel.....	140 802		
Paiements de transfert			
Partenariats stratégiques pour l'accessibilité	998 712		

	12 307 177		

TOTAL (FONCTIONNEMENT)			
POUR LE PROGRAMME DES			
SERVICES AUX ADULTES.....	7 939 742 760		
	=====		
Actifs			
Services aux adultes (Poste 9)			
Avances et montants récupérables			
Programme ontarien de soutien			
aux personnes handicapées –			
Aide financière.....	33 108 000		

	33 108 000		

TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME			
DES SERVICES AUX ADULTES.....	33 108 000		
	=====		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	73 844 231	72 135 402
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 738	38 205 739
Logement en milieu de soutien	2 420 253	2 438 366
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 055 668	1 002 047
Langue française	74 000	74 000
Divers	0	24 261
	<u>115 599 890</u>	<u>113 879 815</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locaux	637 678 438	746 439 804
Cas attribués (BOF) – POSPH	12 732 079	11 840 372
Autres	107	175
	<u>650 410 624</u>	<u>758 280 351</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 743 635	1 591 462
Entretien – Pensionnaires d'établissements	55 176	577 317
Frais pour chèques refusés	22 015	25 877
FOI – Droits	19 214	27 005
Autres	0	1 556
	<u>1 840 040</u>	<u>2 223 217</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	9 063	43 907
	<u>9 063</u>	<u>43 907</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	12 261 861	18 140 472
Frais de fonctionnement	1 139 491	345 405
Subventions	548 261	256 079
	<u>13 949 613</u>	<u>18 741 956</u>
DIVERS		
Comptes de subrogation	1 666 913	1 716 992
Pénalités – intérêt	10 118	372 925
Intérêts bancaires	443	2 186
Indemnités de service judiciaire et de témoin	398	293
Autres	387 442	2 537 184
	<u>2 065 314</u>	<u>4 629 580</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>783 874 544</u>	<u>897 798 826</u>

MINISTÈRE DU TOURISME

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-342
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-343
TOURISME.....	2-345
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES.....	2-347
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-344
ÉTAT DES RECETTES	2-349

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
4 090 267	Administration du ministère	4 574 114	4 524 573
123 241 583	Tourisme	100 597 100	98 279 663
127 331 850	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	105 171 214	102 804 236

IMMOBILISATIONS

54 247 198	Immobilisations touristiques	14 785 100	14 751 047
54 247 198	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	14 785 100	14 751 047

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	4 950 500	(440 400)	4 510 100	Administration du ministère 4 458 605
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>5 014 514</u>	<u>(440 400)</u>	<u>4 574 114</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 4 524 573
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et les Communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		3 037 417
Avantages sociaux.....		434 689
Transports et communications.....		195 393
Services		702 936
Fournitures et matériel		88 170

		4 458 605

<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires.....	1 175 775	
Avantages sociaux.....	129 487	
Transports et communications.....	114 461	
Services	191 079	
Fournitures et matériel	42 813	

		1 653 615

<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	1 861 642	
Avantages sociaux.....	305 202	
Transports et communications.....	80 932	
Services	511 857	
Fournitures et matériel	45 357	

		2 804 990

Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667

		65 968

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		4 524 573
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3802				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU TOURISME
1	101 745 700	(1 148 600)	100 597 100	Tourisme..... 98 279 663
	101 745 700	(1 148 600)	100 597 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
				LE PROGRAMME DU TOURISME..... 98 279 663

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler l'industrie touristique de l'Ontario, ce qui est directement lié à la priorité du gouvernement Une société forte, une économie forte, et qui attirera emplois et investissements en Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario à l'étranger comme destination de choix offrant des activités toute l'année. Le Programme collabore avec les intervenants de l'industrie pour offrir des destinations et expériences touristiques originales, chercher des possibilités de développement touristique et offrir des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs. Les organismes ministériels font connaître les attraits touristiques de l'Ontario au pays et à l'étranger. Le ministère veille à la responsabilisation et à la bonne gouvernance de ses organismes et continue de travailler à des initiatives de revitalisation visant à accroître la viabilité à long terme des organismes et la qualité des services au public.

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Marketing touristique</i>		
Tourisme (Poste 1)			Paielements de transfert		
			Société du Partenariat ontarien		
			de marketing touristique		
				52 657 827	52 657 827
				-----	-----
Traitements et salaires.....	9 718 399		<i>Activités touristiques</i>		
Avantages sociaux.....	1 300 222				
Transports et communications	491 742		Traitements et salaires.....	5 112 761	
Services	7 279 063		Avantages sociaux	744 201	
Fournitures et matériel	994 675		Transports et communications	157 630	
Paielements de transfert			Services	1 853 874	
Subventions à l'appui du			Fournitures et matériel	822 696	
développement des			Paielements de transfert		
investissements touristiques.....	7 663 410		Société d'exploitation		
Société du Partenariat ontarien			de la Place Ontario....	8 000 000	
de marketing touristique	52 657 827		Commission des parcs		
Société d'exploitation			du Saint-Laurent.....	8 092 000	
de la Place Ontario	8 000 000			-----	16 092 200
Commission des parcs					-----
du Saint-Laurent.....	8 092 200				24 783 362
Subventions – Programme de					-----
sollicitation et de soutien pour les					
événements et les festivals	2 082 125				
	-----	78 495 562			

		98 279 663			

			TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			LE PROGRAMME DU TOURISME.....		
					98 279 663
					=====
<i>Politiques et développement du tourisme</i>					
Traitements et salaires.....	4 605 638				
Avantages sociaux.....	556 021				
Transports et communications	334 112				
Services	5 425 189				
Fournitures et matériel	171 979				
Paielements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements touristiques.....	7 663 410				
Subventions – Programme de					
sollicitation et de soutien pour les					
événements et les festivals	2 082 125				
	-----	20 838 474			

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES
1	12 612 500	2 172 600	14 785 100	Immobilisations touristiques.....
				14 751 047
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES
	12 612 500	2 172 600	14 785 100	14 751 047

Description du programme:

Le programme d'immobilisations touristiques veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique. Le ministère administre, pour le compte de la province, le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative de développement de l'infrastructure doté d'un budget de 300 millions de dollars, que le gouvernement s'est engagé à mener sur cinq ans. Lancé en 2001, ce programme de partenariat a été prolongé jusqu'en 2009. Par ailleurs, le ministère est chargé d'assurer la réfection de l'actif qui stimule l'économie et qui appartient à la province ou est exploité par cette dernière. Les fonds accordés aux organismes, attractions et centres des congrès relevant du ministère permettent à ces derniers d'entreprendre des réparations et réfections de l'infrastructure existante - rénovations, réparations, remplacement d'équipement et travaux visant la conformité avec les lois et règlements, comme les aménagements requis par le Code du bâtiment, etc. - afin de les aider à atteindre les normes en matière de santé et de sécurité, de demeurer attirants pour les visiteurs et de rester concurrentiels.

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques (Poste 1)		
Services		4 999 981
Fournitures et matériel		1 321 127
Paiements de transfert		
Partenariats pour le tourisme	1 426 886	
Partenariats pour le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures		
Canada-Ontario	1 146 753	
Réparations et réparations des organismes touristiques	4 456 300	
Subventions pour le tourisme.....	1 400 000	
	-----	8 429 939

		14 751 047

TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES		14 751 047
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure – quote-part du gouvernement fédéral.....	1 040 757	2 289 815
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	682 886	695 448
Vieux Fort William.....	405 884	390 711
Autres	436	346
	-----	-----
	1 089 206	1 086 505
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William.....	37 804	15 261
	-----	-----
	37 804	15 261
	-----	-----
REDEVANCES.....	22	0
	-----	-----
	22	0
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	130 119	0
	-----	-----
	130 119	0
	-----	-----
DIVERS		
Autres revenus non déterminés	0	(600)
	-----	-----
	0	(600)
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	2 297 908	3 390 981
	=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-352
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-353
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-355
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-358
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-360
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS	2-364
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-354, 2-359, 2-362
ÉTAT DES RECETTES	2-366

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
45 121 577	Administration du ministère	42 657 214	42 497 400
576 815 966	Politiques et planification	415 113 000	410 264 352
99 460 313	Sécurité des usagers de la route	122 171 400	122 159 093
315 028 494	Gestion des routes provinciales	398 382 900	398 304 878
55 715 102	Groupement de l'économie et des transports	73 448 800	72 538 271
1 092 141 452	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 051 773 314	1 045 763 994
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement de l'économie et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000	0
IMMOBILISATIONS			
1 458 613 994	Politiques et planification	841 391 000	810 698 637
982 508 730	Gestion des routes provinciales	503 705 900	504 808 609
2 441 122 724	TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 345 096 900	1 315 507 246
ACTIFS D'IMMOBILISATIONS			
1 076 263 002	Gestion des routes provinciales	1 359 085 200	1 317 848 951
1 076 263 002	TOTAL (ACTIFS D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 359 085 200	1 317 848 951

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	52 111 800	(9 518 600)	42 593 200	Soutien opérationnel 42 431 432
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>52 175 814</u>	<u>(9 518 600)</u>	<u>42 657 214</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 42 497 400

Actifs

2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en matière de planification des ressources, de gestion et de contrôle financier.

Du soutien est offert aux différents secteurs de programmes par le personnel des directions suivantes : Finances, Communications, Installations et services opérationnels, Ressources humaines, Vérification interne et Services juridiques. Les Ressources humaines, la Vérification interne et les Services juridiques conservent leur leadership stratégique tout en continuant de rendre des comptes au Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines, au ministère des Finances et au ministère du Procureur général, respectivement, mais leurs coûts de fonctionnement sont pris en charge par le ministère des Transports.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT		<i>Services de communication</i>	
Soutien opérationnel (Poste 1)		Traitements et salaires.....	2 752 855
		Avantages sociaux.....	377 038
		Transports et communications.....	79 587
		Services.....	846 899
		Fournitures et matériel.....	93 664
			4 150 043
Traitements et salaires.....	15 629 703		
Avantages sociaux.....	2 132 397		
Transports et communications.....	700 670		
Services.....	28 499 979		
Fournitures et matériel.....	8 168 683		
	55 131 432		
Moins : Recouvrements.....	12 700 000		
	42 431 432		
		<i>Ressources humaines</i>	
		Traitements et salaires.....	3 948 717
		Avantages sociaux.....	470 240
		Transports et communications.....	113 350
		Services.....	211 368
		Fournitures et matériel.....	95 947
			4 839 622
<i>Bureau principal</i>			
Traitements et salaires.....	1 354 059		
Avantages sociaux.....	142 305		
Transports et communications.....	66 962		
Services.....	75 078		
Fournitures et matériel.....	15 020		
	1 653 424		
		<i>Services de vérification</i>	
		Services.....	1 636 206
			1 636 206
		<i>Services juridiques</i>	
		Transports et communications.....	52 333
		Services.....	2 387 191
		Fournitures et matériel.....	75 183
			2 514 707
		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667
			65 968
<i>Installations et services opérationnels</i>			
Traitements et salaires.....	3 957 778		
Avantages sociaux.....	544 582		
Transports et communications.....	265 718		
Services.....	22 713 978		
Fournitures et matériel.....	7 776 891		
	35 258 947		
Moins : Recouvrements.....	12 700 000		
	22 558 947		
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	42 497 400

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
FONCTIONNEMENT				
1	15 897 600	399 000	16 296 600	Politiques et planification 15 342 897
2	382 130 400	16 685 000	398 815 400	Transports urbains et régionaux 394 921 455
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	398 029 000	17 084 000	415 113 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION 410 264 352
Actifs				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION... 0
IMMOBILISATIONS				
3	799 615 000	41 776 000	841 391 000	Transports urbains et régionaux 810 698 637
	799 615 000	41 776 000	841 391 000	TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION 810 698 637

Description du programme:

Le programme des politiques et de la planification est chargé d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transports de l'Ontario, ainsi que d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques, les plans, les programmes et les investissements nécessaires pour la défense de ces intérêts.

L'objectif principal du programme est de planifier et de promouvoir un réseau de transport sûr, efficace et durable. Le programme assure la planification des transports à long terme pour faire en sorte que tous les éléments du réseau de transport de la province (aérien, ferroviaire, routier, maritime et transports en commun) travaillent efficacement ensemble.

Le programme est aussi responsable de réglementer les secteurs du réseau de transports ontarien qui sont administrés par la province, y compris la gestion du Réseau GO et celle des relations de la province avec Metrolinx (auparavant appelé la Régie des transports du grand Toronto).

De plus, le programme des politiques et de la planification représente les intérêts de l'Ontario dans la réglementation et l'aménagement des transports, en consultation avec les principaux partenaires et intervenants fédéraux et municipaux dans les secteurs aérien, ferroviaire et maritime, les transports en commun municipaux et le réseau routier municipal.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
FONCTIONNEMENT			
Politiques et planification (Poste 1)		<i>Direction des politiques stratégiques et de l'économie des transports</i>	
Traitements et salaires.....	8 873 978	Traitements et salaires.....	2 511 623
Avantages sociaux.....	1 027 015	Avantages sociaux.....	272 793
Transports et communications.....	345 063	Transports et communications.....	89 376
Services.....	4 689 513	Services.....	892 247
Fournitures et matériel.....	407 328	Fournitures et matériel.....	107 985
	-----		-----
	15 342 897		3 874 024
	-----		-----
<i>Direction des politiques de transport en commun</i>		Transports urbains et régionaux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	2 906 472	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	334 972	Subventions de fonctionnement	
Transports et communications.....	99 450	du Réseau GO.....	65 190 800
Services.....	1 205 548	Affectation de la taxe	
Fournitures et matériel.....	128 284	municipale sur l'essence.....	313 951 327
	-----	Régie des transports du	
	4 674 726	grand Toronto.....	13 078 611
	-----	Initiatives en matière de	
		changement climatique.....	2 700 717

			394 921 455

			394 921 455

<i>Direction des politique du transport</i>		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION.....	
Traitements et salaires.....	3 455 883		410 264 352
Avantages sociaux.....	419 250		=====
Transports et communications.....	156 237		
Services.....	2 591 718		
Fournitures et matériel.....	171 059		

	6 794 147		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$
IMMOBILISATIONS		
<i>Transports urbains et régionaux (Poste 3)</i>		
Traitements et salaires.....	3 199 966	
Avantages sociaux.....	388 018	
Transports et communications.....	118 335	
Services.....	6 184 681	
Fournitures et matériel.....	91 720	
Paielements de transfert		
Transports en commun.....	800 926 428	
	810 909 148	
Moins : Recouvrements.....	210 511	
	810 698 637	
<i>Transports urbains et régionaux</i>		
Traitements et salaires.....	37 910	
Avantages sociaux.....	3 018	
Transports et communications.....	18 196	
Services.....	102 256	
Fournitures et matériel.....	10 814	
Paielements de transfert		
Transports en commun.....	800 926 428	
	801 098 622	
Moins : Recouvrements.....	210 511	
	800 888 111	
<i>Planification des transports</i>		
Traitements et salaires.....	3 162 056	
Avantages sociaux.....	385 000	
Transports et communications.....	100 139	
Services.....	6 082 425	
Fournitures et matériel.....	80 906	
	9 810 526	
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION.....	810 698 637	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
1	105 881 400	15 990 000	121 871 400	Sécurité des usagers de la route 121 859 093
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 300 000
	106 181 400	15 990 000	122 171 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 122 159 093
	=====	=====	=====	=====
Actifs				
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore des stratégies ministérielles destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation de la loi et la réglementation de la conduite, en faisant la promotion de la sécurité des véhicules et des transporteurs et en assurant le service à la clientèle. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter le Plan d'immatriculation international applicable aux véhicules commerciaux; encadrer la délivrance des permis et l'immatriculation des véhicules par les partenaires chargés de la prestation des services, comme ServiceOntario; gérer les contrats et les relations courantes avec les fournisseurs de services; travailler avec des partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière. Le programme suit ce qui se passe dans les autres administrations et les travaux de recherche en sécurité routière afin que les initiatives mises en place en Ontario permettent à la province de rester l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord.

Le programme dirige des efforts - auxquels il participe activement - menés avec d'autres administrations au Canada et aux états-Unis pour élaborer et promouvoir des programmes de sécurité routière et des pratiques exemplaires. Il fixe également des normes de service à la clientèle et surveille la prestation des services, notamment la prestation électronique des produits et services du gouvernement. Il facilite l'exécution de programmes d'autres ministères, p. ex., Air pur (ministère de l'Environnement) ou le Programme d'aide à la famille (ministère des Services sociaux et communautaires).

Le ministère des Transports recueille des données auprès des particuliers en vertu du Code de la route. Il assure la garde de cette information et protège la confidentialité des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	62 542 853
Avantages sociaux.....	9 925 962
Transports et communications.....	4 813 966
Services	51 245 978
Fournitures et matériel	2 660 857
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique.....	195 212

	131 384 828
Moins : Recouvrements	9 525 735

	121 859 093

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000

	300 000

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
DES USAGERS DE LA ROUTE	122 159 093
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
FONCTIONNEMENT				
1	380 210 900	18 171 000	398 381 900	Opérations et entretien..... 398 304 878
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	_____	_____	_____	_____
	380 211 900	18 171 000	398 382 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
	=====	=====	=====	LE PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES..... 398 304 878
				=====
Actifs				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales 0
	_____	_____	_____	_____
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIFS) POUR LE
	=====	=====	=====	PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES..... 0
				=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2704				PROGRAMME DE GESTION DES	
IMMOBILISATIONS				ROUTES PROVINCIALES	
2	42 691 000	15 504 000	58 195 000	Génie des transports et construction	51 262 016
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
L	445 509 900		445 509 900	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	453 546 593
				TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
				LE PROGRAMME DE GESTION	
	488 201 900	15 504 000	503 705 900	DES ROUTES PROVINCIALES.....	504 808 609

Actifs

3	1 447 885 200	(88 800 000)	1 359 085 200	Infrastructure de transport – Actifs	1 317 848 951
				TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE	
	1 447 885 200	(88 800 000)	1 359 085 200	GESTION DES ROUTES PROVINCIALES...	1 317 848 951

Description du programme:

Ce programme supervise la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière.

Le programme gère les activités visant à garantir la sûreté d'un réseau routier provincial permettant la circulation des personnes et des marchandises, et il fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale.

Les stratégies d'investissement préservent l'infrastructure routière existante par l'application de principes de gestion des biens, améliorent les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers (en particulier le passage Windsor-Detroit) et intègrent réseau routier et transports en commun.

Ses activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification, le génie, l'acquisition des propriétés, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine, le déneigement et le déverglacage pour l'ensemble des routes et des ouvrages d'art de la province.

Le programme élabore aussi les politiques et directives opérationnelles et fixe les normes d'entretien, de conception et de construction des routes et des ouvrages d'art. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroport aménagés dans les régions éloignées du Nord de l'Ontario et des services de traversiers à divers endroits partout dans la province.

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$	\$
FONCTIONNEMENT	
Opérations et entretien (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	83 976 771
Avantages sociaux.....	15 217 936
Transports et communications	5 771 627
Services	266 795 792
Fournitures et matériel	54 979 668
Paiements de transfert	
Paiements tenant lieu	
d'impôt aux municipalités.....	2 967 704
Traversiers municipaux.....	3 810 467

	6 778 171

	433 519 965
Moins : Recouvrements	35 215 087

	398 304 878

<i>Exploitation et entretien des routes</i>	
Traitements et salaires.....	81 170 567
Avantages sociaux.....	14 820 639
Transports et communications	5 343 225
Services	266 335 528
Fournitures et matériel	53 472 099
Paiements de transfert	
Paiements tenant lieu	
d'impôt aux	
municipalités	2 967 704
Traversiers	
municipaux.....	3 810 467

	6 778 171

	427 920 229
Moins : Recouvrements	34 748 494

	393 171 735

\$	
\$	
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>	
Traitements et salaires.....	2 806 204
Avantages sociaux	397 297
Transports et communications	428 402
Services	460 264
Fournitures et matériel	1 507 569

	5 599 736
Moins : Recouvrements	466 593

	5 133 143

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	
	398 304 878
	=====
IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissements, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	453 546 593

	453 546 593

Génie des transports et construction (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 823 201
Avantages sociaux	344 874
Transports et communications	369 793
Services	44 645 489
Fournitures et matériel	686 062
Paiements de transfert	
Projets – Intérêts provinciaux	516 434
Premières nations	2 876 163

	3 392 597

	51 262 016

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$	
<i>Paiements de transfert</i>		<i>Travaux routiers en cours</i>	
Paiements de transfert		Traitements et salaires.....	58 783 956
Provincial Interest		Avantages sociaux	10 541 619
Projects	516 434	Transports et communications	1 997 177
Premières nations	2 876 163	Services	16 556 266
	-----	Fournitures et matériel	928 610
	3 392 597	Autres opérations	1 092 952
	-----		-----
	3 392 597		89 900 580
	-----	Moins : Recouvrements	89 900 580

			0

<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>	
Transports et communications	144 600	Traitements et salaires.....	1 113 361
Services	1 775 322	Avantages sociaux	152 831
Fournitures et matériel	559 435	Transports et communications	32 978
	-----	Services	57 355
	2 479 357	Fournitures et matériel	7 375
	-----		-----
			1 363 900
		Moins : Recouvrements	1 363 900

			0

<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR	
Traitements et salaires.....	1 823 201	LE PROGRAMME DE GESTION	
Avantages sociaux.....	344 874	DES ROUTES PROVINCIALES	
Transports et communications	225 193		504 808 609
Services	42 870 167		=====
Fournitures et matériel	126 627		

	45 390 062		

<i>Travaux routiers en cours (Poste 4)</i>		Actifs	
Traitements et salaires.....	59 897 317	<i>Infrastructure de transport – Actifs (Poste 3)</i>	
Avantages sociaux.....	10 694 450	Immobilisations matérielles	1 825 826 085
Transports et communications	2 030 155	Moins : Recouvrements	507 977 134
Services	16 613 621		-----
Fournitures et matériel	935 985		1 317 848 951
Autres opérations	1 092 952		-----

	91 264 480		
Moins : Recouvrements	91 264 480		

	0		

		<i>Infrastructure de transport – Actifs</i>	
		Immobilisations matérielles	1 726 320 635
		Moins : Recouvrements	507 977 134

			1 218 343 501

		<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>	
		Immobilisations matérielles	99 505 450

			99 505 450

		TOTAL (ACTIFS D'IMMOBILISATIONS)	
		POUR LE PROGRAMME DE GESTION	
		DES ROUTES PROVINCIALES	
			1 317 848 951
			=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS
1	72 651 300	700 000	73 351 300	Services d'information et de technologie de l'information..... 72 440 771
3	97 500		97 500	Recouvrement des ministères à vocation économique 97 500
	<u>72 748 800</u>	<u>700 000</u>	<u>73 448 800</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS..... 72 538 271

Actifs

2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS..... 0

Description du programme :

Le Groupement de l'économie et des transports offre son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information aux ministères suivants : Transports, Travail, énergie, Développement économique et Commerce, Recherche et Innovation et Petites Entreprises et Entrepreneuriat.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser les volets de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI des ministères et fournit des services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement son rendement. Pour améliorer la prestation des programmes, générer de nouvelles affaires et mieux servir ses clients, le Groupement s'attache à moderniser les pratiques, les systèmes et les applications des ministères dans le domaine de l'information.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	24 225 737
Avantages sociaux.....	3 160 700
Transports et communications.....	1 812 017
Services	42 581 281
Fournitures et matériel	661 036

	72 440 771

Recouvrement des ministères à vocation économique (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	2 315 918
Avantages sociaux.....	302 389
Transports et communications.....	85 085
Services	7 881 674
Fournitures et matériel	38 969

	10 624 035
Moins : Recouvrements	10 526 535

	97 500

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS.....	72 538 271
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	16 133 900	25 632 850
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 716 709	15 814 515
Validations des véhicules de défense	1 173 909	1 232 784
Code nationale de sécurité	1 090 670	1 090 670
Recouvrements	40 101	793 872
Volet Partenariats du millénaire*	(2 951 840)	0
Autres	600	1 125 478
	<u>22 204 049</u>	<u>45 690 169</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 033 914 895	1 051 033 105
Frais pour chèques refusés	267 835	93 248
Autres	5 172 490	5 697 362
	<u>1 039 355 220</u>	<u>1 056 823 715</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	444 839	790 915
	<u>444 839</u>	<u>790 915</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	3 391 087	7 744 146
Ventes et locations – Immobilisations	4 425 044	1 879 461
	<u>7 816 131</u>	<u>9 623 607</u>
 REDEVANCES	<u>4 388</u>	<u>9 571</u>
 RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	19 564 610	47 591 029
Recouvrements des cotisations de tierce partie	11 366 984	2 534 650
	<u>30 931 594</u>	<u>50 125 679</u>
 DIVERS		
Pénalités – intérêt	78 450	56 411
Autres	167 622	159 803
	<u>246 072</u>	<u>216 214</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u><u>1 101 002 293</u></u>	<u><u>1 163 279 870</u></u>

* Attribuable à un rajustement des données cumulatives dans les années précédentes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2008 – 2009

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-368
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-369
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-371
RELATIONS DE TRAVAIL	2-373
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-375
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-377
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-370
ÉTAT DES RECETTES	2-379

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

2007 – 2008 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2008 – 2009	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
22 145 247	Administration du ministère	23 377 214	22 184 192
3 729 852	Commission de l'équité salariale	3 960 500	3 746 292
21 265 537	Relations de travail	22 639 400	21 829 176
81 863 170	Santé et sécurité au travail	89 530 000	85 220 065
26 644 143	Droits et responsabilités en matière d'emploi	30 463 500	29 504 283
155 647 949	TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	169 970 614	162 484 008

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	24 585 900	(1 273 700)	23 312 200	Administration du ministère 22 117 952
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 272
	<u>24 650 914</u>	<u>(1 273 700)</u>	<u>23 377 214</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 22 184 192

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	2 675 741	
Traitements et salaires.....	8 168 180		Avantages sociaux	363 346	
Avantages sociaux.....	994 972		Transports et communications.....	84 086	
Transports et communications.....	735 744		Services	363 753	
Services	11 705 260		Fournitures et matériel	90 770	
Fournitures et matériel	513 796				3 577 696
		22 117 952	<i>Services juridiques</i>		
			Traitements et salaires.....	28 032	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	943	
Traitements et salaires.....	2 479 838		Transports et communications.....	492 272	
Avantages sociaux.....	274 986		Services	6 526 910	
Transports et communications.....	83 388		Fournitures et matériel	128 971	
Services	1 398 208				7 177 128
Fournitures et matériel	43 591				
		4 280 011	<i>Services de vérification</i>		
			Services	242 100	
					242 100
			<i>Systèmes informatiques</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Services	1 707 334	
Traitements et salaires.....	1 912 670				1 707 334
Avantages sociaux.....	211 496		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications.....	48 114		Traitement versé au ministre en vertu		
Services	1 274 452		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Fournitures et matériel	213 393		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
		3 660 125	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
			Autres opérations		
<i>Ressources humaines</i>			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Traitements et salaires.....	1 071 899		<i>l'administration financière</i>		272
Avantages sociaux.....	144 201				66 240
Transports et communications.....	27 884				
Services	192 503				
Fournitures et matériel	37 071				
		1 473 558	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR		
			L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		22 184 192

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1602				PROGRAMME DE LA COMMISSION	
FONCTIONNEMENT				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	
1	3 662 600	(450 000)	3 212 600	Bureau de l'équité salariale.....	3 158 410
2	814 100	(66 200)	747 900	Tribunal de l'équité salariale	587 882
	4 476 700	(516 200)	3 960 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE	
				PROGRAMME DE LA COMMISSION	
				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	3 746 292

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail, cherche à régler les différends opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 300 200	
Avantages sociaux	240 775	
Transports et communications	123 426	
Services	474 181	
Fournitures et matériel	19 828	

	3 158 410	

Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)		
Traitements et salaires	471 167	
Avantages sociaux	43 003	
Transports et communications	9 790	
Services	62 881	
Fournitures et matériel	1 041	

	587 882	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE		
PROGRAMME DE LA COMMISSION		
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 746 292	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1603				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	
FONCTIONNEMENT					
1	13 385 200	(750 000)	12 635 200	Commission des relations de travail de l'Ontario	12 382 057
2	1 336 900		1 336 900	Commissions de règlement des griefs.....	1 336 786
3	8 667 300		8 667 300	Services de règlement des différends.....	8 110 333
				TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
				POUR LE PROGRAMME DES	
	23 389 400	(750 000)	22 639 400	RELATIONS DE TRAVAIL	21 829 176
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 170 021
Avantages sociaux.....	1 048 879
Transports et communications.....	563 790
Services	2 513 193
Fournitures et matériel	86 174

	12 382 057

Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	396 442
Avantages sociaux.....	49 719
Transports et communications.....	174 845
Services	1 911 987
Fournitures et matériel	16 667

	2 549 660
Moins : Recouvrements	1 212 874

	1 336 786

Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	5 442 754
Avantages sociaux.....	682 026
Transports et communications.....	722 731
Services	1 291 311
Fournitures et matériel	71 511

	8 210 333
Moins : Recouvrements	100 000

	8 110 333

TOTAL (FONCTIONNEMENT)	
POUR LE PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	21 829 176
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	89 648 300	(121 300)	89 527 000	Santé et sécurité au travail 85 220 065
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 0
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs 0
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs..... 0
	<u>89 651 300</u>	<u>(121 300)</u>	<u>89 530 000</u>	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 85 220 065

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies liées au lieu de travail.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, ainsi qu'aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés (respectivement), et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

\$		\$
FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)
Traitements et salaires.....	54 278 557	Traitements et salaires..... 6 916 102
Avantages sociaux.....	7 625 244	Avantages sociaux 1 740 181
Transports et communications.....	3 971 593	Transports et communications..... 386 255
Services.....	16 565 180	Services..... 1 550 189
Fournitures et matériel.....	2 776 707	Fournitures et matériel..... 178 288
Paiements de transfert		Paiements de transfert
Subventions à l'Institut de		Initiative de formation du Programme
radioprotection du Canada..... 40 000		de consultation portant sur la sécurité
-----	40 000	professionnelle et l'assurance contre
		les accidents du travail 250 000

	85 257 281	Moins : Recouvrements 11 021 015
Moins : Recouvrements	37 216	-----
	85 220 065	0
	-----	-----
		Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)
Administration du Programme de consultation		
portant sur la sécurité professionnelle et		
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	505 200	Traitements et salaires..... 2 030 574
Avantages sociaux.....	75 900	Avantages sociaux 424 470
Transports et communications.....	8 200	Transports et communications..... 135 991
Services.....	5 600	Services..... 331 439
Fournitures et matériel.....	10 400	Fournitures et matériel..... 73 211

	605 300	2 995 685
Moins : Recouvrements	605 300	Moins : Recouvrements 2 995 685
	-----	-----
	0	0
	-----	-----
		TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR
		LE PROGRAMME DE SANTÉ
		ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
		85 220 065
		=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1605				PROGRAMME DES DROITS ET	
FONCTIONNEMENT				RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	
1	27 997 300	2 466 200	30 463 500	Normes d'emploi	29 504 283
				TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR	
				LE PROGRAMME DES DROITS	
				ET RESPONSABILITÉS EN	
				MATIÈRE D'EMPLOI	29 504 283
	27 997 300	2 466 200	30 463 500		

Description du programme:

Le programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par le biais d'initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	\$	
FONCTIONNEMENT		
Normes d'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires	18 763 779	
Avantages sociaux	2 779 002	
Transports et communications	1 353 757	
Services	6 253 845	
Fournitures et matériel	409 089	

	29 559 472	
Moins : Recouvrements	55 189	

	29 504 283	

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	29 504 283	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	5 219	4 810
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	92 332 645	88 922 969
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 156 145	1 085 555
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	170 718	151 930
Programme de protection des salaires des employés	74 380	312 017
Autres	102 893	110 281
	-----	-----
	93 836 781	90 582 752
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	390 474	423 071
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	5 508	5 815
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>	3 340	5 453
Programme de perfectionnement des arbitres	874	3 507
	-----	-----
	400 196	437 846
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	241 708	285 588
Pénalité monétaire	28 305	47 469
	-----	-----
	270 013	333 057
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements	32 589	36 457
Publications, imprimés, photocopies etc.	31 526	41 830
	-----	-----
	64 115	78 287
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	25 132	7 301 924
	-----	-----
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	420 080	409 843
Intérêts bancaires	31 676	79 768
Autres	138 830	11 882
	-----	-----
	590 586	501 493
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	95 192 042	99 240 169
	=====	=====

Section 3

Annexes - Dette

TITRES ÉMIS**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-19 à 3-45 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CPP770	4,79	11 février 2031	43 880 000
CPP768	4,75	12 mai 2031	52 000 000
CPP766	4,70	8 avril 2038	141 348 000
CPP767	4,73	12 mai 2038	73 000 000
CPP769	4,76	10 juin 2038	69 393 000
CPP771	4,74	9 septembre 2038	19 373 000
CPP772	5,48	10 novembre 2038	123 586 000
CPP773	5,02	9 décembre 2038	66 739 000
TOTAL - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			589 319 000

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC106	1M B. Trésor ONT.	14 février 2009	120 000
OIIC115	1M B. Trésor ONT.	17 février 2010	800 000
OIIC103	Zéro	22 mars 2013	19 843 673
OIIC104	Zéro	23 avril 2013	18 750 821
OIIC105	Zéro	24 mai 2013	18 266 557
OIIC107	Zéro	24 juin 2013	20 417 428
OIIC108	Zéro	24 juillet 2013	16 895 104
OIIC109	Zéro	23 août 2013	38 377 865
OIIC110	Zéro	23 septembre 2013	41 901 768
OIIC111	Zéro	24 octobre 2013	35 248 918
OIIC112	Zéro	22 novembre 2013	25 482 850
OIIC113	Zéro	23 décembre 2013	22 996 000
OIIC114	Zéro	24 janvier 2014	10 009 926
OIIC116	Zéro	21 février 2014	14 369 278
OIIC117	Zéro	21 mars 2014	7 529 042

291 009 230

Escompte non amorti sur de nouveaux titres (49 041 804)

Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 29 633 492

271 600 918

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS

HORS DES MARCHÉS PUBLICS 860 919 918

TITRES ÉMIS – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)			
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN190	2,50	20 août 2010	1 525 000 000
DMTN187	TCAB 3	16 septembre 2010	50 000 000
DMTN186	TCAB 3 - 0,01	17 septembre 2010	1 240 000 000
DMTN179	TCAB 3 - 0,16	3 décembre 2010	533 000 000
DMTN191	TCAB 3 + 0,60	15 juillet 2011	415 000 000
DMTN188	TCAB 3 + 0,75	10 novembre 2011	555 000 000
DMTN165	4,40	2 décembre 2011	1 500 000 000
DMTN192	TCAB 3 + 0,95	13 mars 2012	42 570 000
DMTN69	4,75	2 juin 2013	2 536 000 000
DMTN189	Selon le barème	10 novembre 2013	415 000 000
DMTN93	5,00	8 mars 2014	1 200 000 000
DMTN183	4,20	8 mars 2018	1 300 000 000
DMTN140	4,85	2 juin 2020	38 000 000
DMTN158	2,00 Rendement réel	1 ^{er} décembre 2036	1 574 000 000
DMTN182	4,60	2 juin 2039	2 700 000 000
DMTN184	4,70	2 juin 2048	25 000 000
DMTN185	4,60	2 juin 2054	20 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2016	451 993 100
Bons du Trésor	Divers	2 avril 2008 – 31 mars 2010	4 211 398 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			
SUR LES MARCHÉS PUBLICS			20 331 961 100
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN91	TCAB 3 + 0,94	2 décembre 2011	25 000 000
			25 000 000
TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			21 217 881 018

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

PS	3,125	8 septembre 2010	1 500 000 000
PR	3,375	20 mai 2011	1 000 000 000
PV	2,625	20 janvier 2012	2 000 000 000
PQ	3,50	15 juillet 2013	1 000 000 000

			5 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,10698 \$			6 088 370 000

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS

EMTN86	USD TIOL BBA 3M + 0,60	8 novembre 2010	100 000 000
EMTN83	USD TIOL BBA 3M + 0,10	25 juillet 2011	150 000 000
EMTN90	USD TIOL BBA 3M + 0,77	2 décembre 2011	100 000 000

			350 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,12299 \$			393 047 500

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

PT	4,25	11 décembre 2013	750 000 000
PU	TIBEUR 3M + 1,39	9 janvier 2018	120 000 000

			870 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,63419 \$			1 421 746 475

TITRES ÉMIS – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG

EMTN89	2,98	27 novembre 2013	200 000 000
EMTN92	3,50	11 décembre 2013	230 000 000
			430 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,16571 \$			71 253 823

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

EMTN85	1,89	12 novembre 2013	6 000 000 000
EMTN87	1,805	12 décembre 2013	3 000 000 000
			9 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,012517 \$			112 654 522

PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS

YL16	1,675	8 août 2018	8 000 000 000
			8 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,009990 \$			79 916 818

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

EMTN81	5,125	21 novembre 2012	200 000 000

			200 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,92645 \$			385 289 136

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

EMTN88	2,645	2 décembre 2014	50 000 000
EMTN84	3,375	1 ^{er} décembre 2015	225 000 000
EMTN82	3,75	30 juillet 2018	225 000 000

			500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,04465 \$			522 324 052

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

Effets de commerce américains	Divers	15 avril 2008 – 16 mars 2009	1 034 000 000

			1 034 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,31668 \$			1 361 442 785

TITRES ÉMIS – Fin
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES.....			10 436 045 111

Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères.....			699 923 332
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) - Obligations à rendement réel			85 420 980

VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE.....			32 439 270 441

Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(10 130 358)

VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			32 429 140 083
Titres émis aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			3 451 287 358

TOTAL - TITRES ÉMIS.....			35 880 427 441
			=====

REMBOURSEMENT DE LA DETTE**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**

Société canadienne d'hypothèques et de logement :

CMHC	5,375 - 15,75	1 ^{er} avril 2008 – 2 mars 2009	10 742 407

Caisse de retraite des fonctionnaires :

PSPF	12,79 - 12,88	15 avril 2008 – 16 mars 2009	269 091 169

Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :

SEFPO	12,79 - 12,88	15 avril 2008 – 16 mars 2009	127 833 002

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

TI	10,98 - 11,50	1 ^{er} avril 2008 – 2 mars 2009	1 465 000 000

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC	Variable	17 février 2009	800 000
OIIC	Zéro	23 avril 2008 – 24 mars 2009	24 902 382

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	1 898 368 960

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)			
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN123	Accélérateur	1 ^{er} avril 2008	25 000 000
DMTN125	Accélérateur	28 avril 2008	25 000 000
DMTN128	Accélérateur	28 avril 2008	25 000 000
DMTN129	Accélérateur	29 avril 2008	35 000 000
DMTN107	Accélérateur	5 mai 2008.....	60 000 000
DMTN108	Accélérateur	5 mai 2008.....	25 000 000
DMTN160	Accélérateur	5 mai 2008.....	35 000 000
LT	6,00	12 mai 2008.....	13 500 000
DMTN141	5,20	13 mai 2008.....	50 000 000
DMTN70	TCAB 3 + 0,03	30 mai 2008.....	1 025 000 000
MN	5,75	3 juin 2008.....	50 000 000
DMTN145	Accélérateur	23 juin 2008.....	25 000 000
DMTN148	Accélérateur	23 juin 2008.....	25 000 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2008	394 813
JA	9,47	10 juillet 2008	430 701
LM	5,50	15 juillet 2008	75 000 000
DMTN141	5,20	12 août 2008.....	43 000 000
DMTN99	3,21	13 août 2008.....	14 285 433
LW	6,30	4 septembre 2008	50 000 000
LY	6,30	15 septembre 2008	35 000 000
DMTN155	Accélérateur	22 septembre 2008	25 000 000
DMTN85	TCAB 3 + 0,03	1 ^{er} octobre 2008.....	2 360 000 000
DMTN127	Accélérateur	14 octobre 2008.....	25 000 000
DMTN87	4,40	19 novembre 2008.....	750 000 000
DMTN170	Accélérateur	24 novembre 2008.....	25 000 000
LZ	5,70	1 ^{er} décembre 2008	1 607 500 000
DMTN30	Accélérateur	5 décembre 2008	50 000 000
DMTN162	Accélérateur	8 décembre 2008	25 000 000
DMTN147	Accélérateur	17 décembre 2008	40 000 000
DMTN146	Accélérateur	22 décembre 2008	35 000 000
DMTN46	Zéro	7 janvier 2009.....	144 476
JA	9,47	12 janvier 2009.....	407 504
DMTN134	Accélérateur	19 janvier 2009.....	35 000 000
DMTN137	Accélérateur	28 janvier 2009.....	30 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

DMTN174	Accélérateur	2 février 2009	25 000 000
DMTN99	3,21	13 février 2009	14 514 715
DMTN151	Accélérateur	23 février 2009	45 000 000
DMTN100	TCAB 3 + 0,025	2 mars 2009	275 000 000
DMTN102	Accélérateur	9 mars 2009	11 390 000
DMTN154	Accélérateur	23 mars 2009	35 000 000
DMTN156	Accélérateur	26 mars 2009	25 000 000
			7 075 567 642

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	254 100
1996	Divers	21 juin 2000	143 000
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	569 400
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	381 400
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	791 300
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	2 896 900
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	40 302 400
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	9 608 700
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	635 977 300
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	8 815 500
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012	413 928 900
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013	108 280 800
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	267 340 100
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2016	84 083 600
			1 573 373 400

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN58	4,50	17 avril 2008	1 000 000 000
EMTN62	4,00	22 janvier 2009.....	443 730 000
EMTN42	5,00	27 janvier 2009.....	350 000 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....			1 793 730 000

TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			12 341 040 002

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

NY	3,125	2 mai 2008.....	500 000 000
MB	5,00	1 ^{er} octobre 2008.....	1 750 000 000

			2 250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,35608 \$.....			3 051 180 100

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS

EMTN77	5,50	11 juillet 2008	500 000 000
EMTN68	Accélérateur	26 novembre 2009	30 000 000

			530 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,10934 \$.....			587 951 700

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

KD	6,875	29 juillet 2008	457 347 051

			457 347 051

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,73763 \$.....			794 700 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS

MF	6,25	3 décembre 2008	250 000 000

			250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,82770 \$.....			206 925 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES			
EMTN79	19,25	12 décembre 2008	75 000 000

			75 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,77347 \$.....			58 010 204

TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
EN DEVISES ÉTRANGÈRES			4 698 767 004

Contribution au fonds d'amortissement de la dette de la School Board Trust			16 393 770

REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE			17 056 200 776
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			15 637 465

REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS			
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			17 071 838 241
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière			
de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO).....			2 730 401 742
Remboursement de la dette directe de la SFIEO.....			1 376 600 000

Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière			
de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			4 107 001 742

TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE			21 178 839 983
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2009

	2009 \$	2008 \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	3 001 000 000	4 466 000 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	7 949 667 000	7 360 348 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	1 991 153 934	2 260 245 103
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique	945 906 863	1 073 739 865
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 157 212 297	1 157 212 297
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	833 612 910	587 714 374
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	146 595 993	157 338 400
	-----	-----
	16 025 148 997	17 062 598 039
Investisseurs publics	117 522 786 486	105 537 334 493
Obligations d'épargne de l'Ontario	2 446 651 100	3 568 031 400
Bons du Trésor	8 977 739 000	4 766 341 000
Dette de la School Board Trust	814 121 285	830 515 055
Effets de commerce américains	2 005 745 375	644 302 590
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	147 792 192 243	132 409 122 577
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 449 665 337	1 407 584 059
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....	149 241 857 580	133 816 706 636
	=====	=====
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000	8 885 000 000
	-----	-----
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	881 178 000	1 470 497 000
Investisseurs publics	17 789 011 374	16 255 224 760
Bons du Trésor	979 000 000	1 202 582 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	19 649 189 374	18 928 303 760
Dette directe de la SFIEO	7 934 474 000	9 311 074 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO	27 583 663 374	28 239 377 760
	=====	=====

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite**Au 31 mars 2009**

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, les montants sont à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics canadiens.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) (autrefois Société de logement de l'Ontario) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Investisseurs publics : La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur 7 ans, une obligation à taux accélérateur sur 5 ans, et une obligation à taux fixe sur trois ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux variable et les obligations à taux accélérateur sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2009**

Une fiducie, la School Board Trust, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2009, l'avance de 814 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 814 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette »).

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 92 jours.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette directe contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL), la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, la Société ontarienne d'aménagement municipal, et l'élimination de la dette contractée par la province pour la SOHL, et les bons du Trésor et obligations détenus par d'autres organisations et organismes gouvernementaux.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 881 178 000 \$ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur de 18 768 011 374 \$ CAN. Les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission deviendra une dette directe de la province jusqu'à la date d'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2010	1986 – 1991	TI	10,22 - 11,24	1 236 000 000
2011	1987	TI	10,11 - 10,32	560 000 000
2012	1988 – 1991	TI	10,68 - 11,24	580 000 000
2013	1989 – 1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000

				3 001 000 000

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2012	1992	CPP	9,81 - 10,04	987 249 000
2013	1993	CPP	9,17 - 9,45	700 137 000
2014	2005	CPP	4,17	44 887 000
2016	2008	CPP	4,68	42 300 000
2017	2008	CPP	4,08 - 4,88	91 896 000
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	1999	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000
2031	2009	CPP	4,79	43 880 000
2032	2009	CPP	4,75	52 000 000
2036	2006-2008	CPP	4,59 - 4,73	649 066 000
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008	CPP	4,63 - 4,68	241 756 000
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000

				7 949 667 000

(5)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1997	OPB	12,88	136 834 726	
2011	1997	OPB	13,33	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				1 991 153 934	(2)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1997	OPPT	12,88	65 003 968	
2011	1997	OPPT	13,33	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				945 906 863	(2)
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1994	OHC	8,624 to 9,215	422 388 939	
2011	1994 – 1995	OHC	8,242 to 9,898	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				1 157 212 297	(101)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	2009	OIIC-115	1M B. du Trésor ONT.....	800 000	
2010	2005-2006	OIIC 52-61, 63-64	Zéro.....	161 125 728	(8)
2011	2006-2007	OIIC 65-75,77	Zéro.....	148 111 672	(8)
2012	2007-2008	OIIC 78-87, 89-90	Zéro.....	100 431 184	(8)
2013	2008-2009	OIIC 91-100, 102-103	Zéro.....	248 139 591	(8)
2014	2009	OIIC 104-105, 107-114,116-117	Zéro.....	270 245 557	(8)
				928 853 732	
Moins : Intérêt différé				(95 240 822)	
				833 612 910	
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000 – 2010	1970-1975	CMHC	5,75 - 6,875	158 301	
2000 – 2011	1971-1976	CMHC	5,375 - 8,25	871 961	
2000 – 2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	1 413 286	
2000 – 2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	344 869	
2000 – 2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	6 033 573	
2000 – 2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	4 318 184	
2000 – 2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	10 137 409	
2000 – 2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	8 118 169	
2000 – 2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	22 338 343	
2000 – 2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	26 546 843	
2000 – 2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	43 707 506	
2000 – 2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	21 711 090	
2000 – 2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	896 459	
				146 595 993	(7)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				16 025 148 997	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
6 avril 2009	24 mars 2005	DMTN143	TCAB 3 + 0,01	550 000 000	(6)
30 avril 2009	31 octobre 2005	DMTN159	Accélérateur.....	50 000 000	(70)
19 mai 2009	20 avril 2004	DMTN106	4,00	1 250 000 000	(89)
13 août 2009	2 mars 2004	DMTN99	3,21	14 747 676	(14)
7 novembre 2009	9 novembre 2004	DMTN130	TCAB 3	900 000 000	(71)
19 novembre 2009	19 mars 1999	MU	6,20	900 000 000	(63)
14 décembre 2009	14 mars 2005	DMTN142	TCAB 3 + 0,25	88 000 000	(55)
19 mai 2010	4 avril 2005	DMTN144	4,00	2 350 000 000	(26)
5 juillet 2010	5 juillet 2005	DMTN150	Accélérateur.....	75 500 000	(36)
20 août 2010	20 novembre 2008	DMTN190	2,50	1 525 000 000	(65)
16 septembre 2010	16 septembre 2008	DMTN187	TCAB 3	50 000 000	(99)
17 septembre 2010	17 septembre 2008	DMTN186	TCAB 3 - 1,00	1 240 000 000	(66)
19 novembre 2010	24 novembre 2000	NK	6,10	1 620 000 000	(80)
3 décembre 2010	3 décembre 2007	DMTN179	TCAB 3 - 0,16	1 933 000 000	(75)
15 juillet 2011	12 janvier 2009	DMTN191	TCAB 3 + 0,60	415 000 000	(67)
10 novembre 2011	10 novembre 2008	DMTN188	TCAB 3 + 0,75	555 000 000	(68)
2 décembre 2011	27 février 2002	DMTN8	6,10	1 000 000 000	(31)
2 décembre 2011	3 mai 2006	DMTN165	4,40	3 000 000 000	(39)
13 mars 2012	13 mars 2009	DMTN192	TCAB 3 + 0,95	42 570 000	(98)
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro.....	795 649	(60)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(4)
2 décembre 2012	30 janvier 2007	DMTN175	4,60	793 000 000	(42)
2 décembre 2012	10 septembre 2007	DMTN178	4,50	1 500 000 000	(74)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	3 566 000 000	(72)
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur.....	100 000 000	(56)
10 novembre 2013	10 novembre 2008	DMTN189	Selon le barème	415 000 000	(73)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	3 700 000 000	(62)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(34)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	(11)
1 ^{er} septembre 2015	1 ^{er} septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(45)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur.....	200 000 000	(32)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(40)
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	2 900 000 000	(19)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	(76)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(10)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(49)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	(77)
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	(82)
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(78)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 décembre 2022	2 décembre 2007	DMTN181	4,50	75 000 000	(79)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(59)
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(90)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(61)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
15 janvier 2031	8 mars 2005	DMTN141	5,20	137 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	2 500 000 000	(51)
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 662 610 000	(92)
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	200 000 000	(87)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(52)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(24)
«	»	JA	9,4688	10 067 726	(24)
«	»	JB	9,4688	8 482 324	(24)
«	»	JC	9,4688	4 764 354	(24)
«	»	JD	9,4688	3 171 134	(24)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	53 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(38)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	1 975 701 981	(44)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	(46)
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(15)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	(102)
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	3 300 000 000	(85)
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	300 000 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(41)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	(20)
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	25 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	20 000 000	
				88 141 745 924	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(13 009 614)	(44)
				88 128 736 310	

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} mars 1995	Annuel	Variable	749 700	(29)
1 ^{er} mars 2000	1 ^{er} mars 1995	Composé	Variable	1 305 750	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	5,25	94 100	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	5,25	66 700	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur	259 000	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur	651 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	376 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	102 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	5,25	75 600	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	5,25	104 900	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	5,50	104 200	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	5,50	606 200	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur	159 400	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur	931 700	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	6,50	373 300	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	6,50	325 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur	872 100	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur	684 350	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	4 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	48 200	(29)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur.....	344 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur.....	970 200	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Annuel	5,50	583 700	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Composé	5,50	1 286 000	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	299 500	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	992 600	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Accélérateur.....	801 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Accélérateur.....	1 573 500	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Annuel	4,625	1 056 900	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Composé	4,625	1 591 600	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	265 400	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	885 900	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Annuel	Accélérateur.....	1 635 600	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Composé	Accélérateur.....	4 930 400	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Annuel	3,45	452 600	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Composé	3,45	1 113 600	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable	1 022 600	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable	1 304 900	(29)
21 juin 2007	21 juin 2002	Annuel	Accélérateur.....	727 700	(29)
21 juin 2007	21 juin 2002	Composé	Accélérateur.....	2 111 400	(29)
21 juin 2007	21 juin 2004	Annuel	3,30	1 104 300	(29)
21 juin 2007	21 juin 2004	Composé	3,30	1 233 000	(29)
21 juin 2008	21 juin 2001	Annuel	Variable	812 500	(29)
21 juin 2008	21 juin 2001	Composé	Variable	2 906 900	(29)
21 juin 2008	21 juin 2003	Annuel	Accélérateur.....	3 586 100	(29)
21 juin 2008	21 juin 2003	Composé	Accélérateur.....	10 195 800	(29)
21 juin 2008	21 juin 2005	Annuel	3,10	2 862 300	(29)
21 juin 2008	21 juin 2005	Composé	3,10	4 275 300	(29)
21 juin 2009	21 juin 2002	Annuel	Variable	17 033 600	(18)
21 juin 2009	21 juin 2002	Composé	Variable	26 110 000	(18)
21 juin 2009	21 juin 2004	Annuel	Accélérateur.....	299 962 700	(17)
21 juin 2009	21 juin 2004	Composé	Accélérateur.....	301 383 100	(17)
21 juin 2009	21 juin 2006	Annuel	4,10	96 355 500	(30)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2009	21 juin 2006	Composé	4,10	95 837 900	(30)
21 juin 2010	21 juin 2003	Annuel	Variable	31 677 100	(18)
21 juin 2010	21 juin 2003	Composé	Variable	37 425 800	(18)
21 juin 2010	21 juin 2005	Annuel	Accélérateur	27 148 400	(17)
21 juin 2010	21 juin 2005	Composé	Accélérateur	48 899 600	(17)
21 juin 2010	21 juin 2007	Annuel	4,75	119 171 500	(30)
21 juin 2010	21 juin 2007	Composé	4,75	140 311 600	(30)
21 juin 2011	21 juin 2004	Annuel	Variable	3 039 200	(18)
21 juin 2011	21 juin 2004	Composé	Variable	6 267 200	(18)
21 juin 2011	21 juin 2006	Annuel	Accélérateur	53 552 300	(17)
21 juin 2011	21 juin 2006	Composé	Accélérateur	74 573 300	(17)
21 juin 2011	21 juin 2008	Annuel	3,50	36 180 300	(30)
21 juin 2011	21 juin 2008	Composé	3,50	33 083 900	(30)
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	18 754 800	(18)
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	18 953 900	(18)
21 juin 2012	21 juin 2007	Annuel	Accélérateur	125 655 800	(17)
21 juin 2012	21 juin 2007	Composé	Accélérateur	172 162 500	(17)
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	84 150 200	(18)
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	68 525 400	(18)
21 juin 2013	21 juin 2008	Annuel	Accélérateur	21 186 400	(17)
21 juin 2013	21 juin 2008	Composé	Accélérateur	30 296 200	(17)
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	86 716 300	(18)
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	66 252 300	(18)
21 juin 2015	21 juin 2008	Annuel	Variable	177 207 700	(18)
21 juin 2015	21 juin 2008	Composé	Variable	69 955 000	(18)

				2 446 651 100	(16)
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				-----	
				90 575 387 410	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

1 ^{er} décembre 2010	15 novembre 2005	EMTN74	4,00	200 000 000	(58)
27 juillet 2011	27 juillet 2004	EMTN64	4,75	250 000 000	
30 novembre 2011	30 novembre 2001	EMTN50	5,25	450 000 000	
2 décembre 2011	2 décembre 2008	EMTN91	TCAB 3 + 0,94	25 000 000	(100)
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	TCAB 3 + 0,03	250 000 000	(57)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				1 750 000 000	

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS

18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	(28)
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

21 octobre 2009	21 octobre 2004	PC	3,625	1 000 000 000	
15 décembre 2009	1 ^{er} octobre 2002	NS	3,75	300 000 000	
8 septembre 2010	5 septembre 2008	PS	3,125	1 500 000 000	
22 février 2011	22 février 2008	PP	2,75	1 500 000 000	
20 mai 2011	23 mai 2008	PR	3,375	1 000 000 000	
18 octobre 2011	18 octobre 2006	PL	5,00	1 000 000 000	
20 janvier 2012	21 janvier 2009	PV	2,625	2 000 000 000	
1 ^{er} juin 2012	24 mai 2007	PN	4,95	900 000 000	
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	707 600 000	
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
15 juillet 2013	9 avril 2008	PQ	3,50	1 000 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				14 648 600 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,16437 \$				17 056 434 067	(43)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS

18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 \$				488 450 000	(9)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS

8 novembre 2010	7 novembre 2008	EMTN86	3M USD TIOL + 0,60	100 000 000	
25 juillet 2011	25 juillet 2008	EMTN83	3M USD TIOL - 0,10	150 000 000	
2 décembre 2011	2 décembre 2008	EMTN90	3M USD TIOL + 0,77	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				350 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,16857 \$.....				409 000 000	(91)

PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS

12 novembre 2009	12 novembre 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS.....				23 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,011331 \$.....				260 619 137	(93)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS

25 janvier 2010	25 janvier 2000	ND	1,875	50 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX					
EN YENS JAPONAIS				50 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,010895 \$.....				544 761 572	(47)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

19 novembre 2009	24 novembre 1999	EMTN46	2,00	10 000 000 000	
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	
12 novembre 2013	12 novembre 2008	EMTN85	1,89	6 000 000 000	
12 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN87	1,805	3 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				24 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,011638 \$				279 308 474	(94)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS

23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 \$				88 595 320	(22)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

21 juillet 2009	21 juillet 1997	EMTN35	5,875	457 347 051	(25)
12 mars 2010	12 mars 2003	EMTN55	3,50	400 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				857 347 051	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,73774 \$				1 489 845 517	(27)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	PT	4,25	750 000 000	
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR Reuters 3M + 1,39	120 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				1 620 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,61153 \$				2 610 681 375	(33)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

15 septembre 2009	15 septembre 2004	EMTN66	2,00	250 000 000	
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
2 décembre 2014	2 décembre 2008	EMTN88	2,645	50 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
1 ^{er} décembre 2015	1 ^{er} décembre 2008	EMTN84	3,375	225 000 000	
30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000	(50)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				1 150 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,03009 \$				1 184 599 967	(54)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS

16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS.....				718 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 \$				643 050 875	(69)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS

12 octobre 2010	12 octobre 2005	EMTN72	6,375	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 \$				199 325 000	(48)

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

28 juillet 2009	28 juillet 2004	EMTN65	5,375	200 000 000	
21 novembre 2012	21 mai 2008	EMTN81	5,125	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,01666 \$				806 665 449	(86)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG

26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
27 novembre 2013	28 novembre 2008	EMTN89	2,98	200 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN92	3,50	230 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				930 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17022 \$				158 305 019	(13)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS.....				360 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 \$				67 708 404	(53)
TOTAL - OBLIGATIONS				119 969 437 586	
BONS DU TRÉSOR				8 977 739 000	(84)
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				1 606 000 000	(21)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,24891 \$				2 005 745 375	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				130 952 921 961	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				146 978 070 958	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
AUTRE DETTE					
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(76 878 715)	
				814 121 285	(3)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				147 792 192 243	
Redressement net de consolidation et autres redressements.....				1 449 665 337	
TOTAL DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET					
AUTRES REDRESSEMENTS.....				149 241 857 580	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT *					
ONTARIO POWER GENERATION INC,.....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC,.....				3 759 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province Ontario Power Generation Inc, et Hydro One Inc, est éliminée au moment de la consolidation,

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ
DE L'ONTARIO (SFIEO)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

2010	1990	CPP	9,61 - 10,31	650 712 000	
2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				881 178 000	(5)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**

6 avril 2009	11 décembre 2006	DMTN143	TCAB 3 + 0,01	50 000 000	(6)
19 mai 2009	30 avril 2004	DMTN112	4,00	5 000 000	
19 mai 2009	4 mai 2004	DMTN113	Accélérateur	25 000 000	(12)
19 mai 2009	24 mai 2005	DMTN106	4,00	525 000 000	(89)
13 août 2009	13 février 2004	DMTN99	3,21	73 738 378	(14)
1 ^{er} octobre 2009	5 octobre 2004	DMTN126	TCAB 3 + 0,03	350 000 000	
19 novembre 2009	26 juillet 2000	HC-MU	6,20	500 000 000	
19 mai 2010	2 octobre 2007	DMTN144	4,00	150 000 000	
19 novembre 2010	1 ^{er} septembre 2000	HC-NK	6,10	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	6,80	50 000 000	(37)
2 décembre 2011	20 juillet 2001	DMTN8	6,10	500 000 000	
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	
2 décembre 2012	20 décembre 2007	DMTN178	4,50	300 000 000	(74)
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	2 164 000 000	(72)
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 000 000 000	(62)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30	2 300 000 000	(19)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000	(76)
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	(10)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	(59)
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	(61)
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
2 juin 2031	24 février 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	(51)
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	737 989 000	(44)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	(46)
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				14 738 827 378	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	TCAB 3 + 0,07	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	(50)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				625 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,04149 \$				650 930 039	(35)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
2 septembre 2009	2 septembre 2004	EMTN67	5,75	150 000 000	
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				275 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,93634 \$				257 492 275	(81)
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 \$				262 525 500	(64)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR Reuters 3M + 1,39	105 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 \$				179 340 000	(95)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
29 décembre 2015	29 décembre 2008	EMTN94	3,30	515 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				515 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 \$				85 572 774	(96)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
22 novembre 2010	22 novembre 2005	EMTN75	7,75	300 000 000	
5 juillet 2011	5 juillet 2006	EMTN76	8,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS.....				600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,16629 \$				99 773 408	(88)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
3 février 2015	3 février 2005	GLB-PE	4,50	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,18780 \$				593 900 000	(23)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,2275 \$				73 650 000	(97)
TOTAL - OBLIGATIONS				17 789 011 374	
BONS DU TRÉSOR.....				979 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				18 768 011 374	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE					
AUX FINS DE LA SFIEO				19 649 189 374	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				7 934 474 000	
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				27 583 663 374	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

Références :

1. Aucune dette n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. Le TCAB est le taux canadien d'acceptations bancaires; le TCAB 3 est un taux variable de trois mois; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elles ne l'étaient pas. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2009 sont les suivants : dollar australien 0,8726 \$, euro 1,6710 \$, dollar de Hong Kong 0,16261 \$, yen japonais 0,01271 \$, dollar néo-zélandais 0,7167 \$, rand sud-africain 0,1322 \$, franc suisse 1,1058 \$, dollar américain 1,2602 \$, livre sterling 1,8022 \$, et nouvelle livre turque 0,7544 \$.
2. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débetures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débetures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
3. SBT : La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débetures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débetures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
4. DMTN53 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,2 millions de dollars, ni les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, d'une valeur de 56,1 millions de dollars.
5. CPP (RPC) : Les titres vendus à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leurs dates d'émission respectives. Ces titres ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais ils sont rachetables, en totalité ou en partie, avant l'échéance au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre dans lequel ils ont été émis et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés doit être proportionnel au nombre de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débetures de remplacement à l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement). Ces débetures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débetures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
6. DMTN143 : Le total de l'encours s'élève à 600 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur sa dette au taux fixe de 4,55 % et sur la dette de la SFIEO au taux fixe de 4,18 %.
7. CHMC (SCHL) : Selon les modalités de ces débetures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
8. OIIC (SOGFII) : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. L'encours représente le montant payable à l'échéance.
9. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,22113 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,47 %.
10. DMTN79 : Le total de l'encours s'élève à 715 millions de dollars, dont 110 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur sa dette au taux fixe de 4,74 % sur 125 millions de dollars.
11. DMTN135 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 10,1 millions de dollars, ni les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, d'une valeur de 50,7 millions de dollars.
12. DMTN113 (SFIEO) : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, et de 4 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

13. Euro-obligations en dollars de Hong Kong : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17022 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,51 %.
14. DMTN99 : Le principal et les intérêts doivent être remboursés en versements semestriels de 90 millions de dollars à compter du 13 août 2004. Le total de l'encours s'élève à 89 millions de dollars, dont 74 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au taux fixe de 3,79 % sur 74 millions de dollars aux fins de la SFIEO et les 15 millions de dollars restants au taux fixe de 3,55 %.
15. DMTN117 : Les obligations émises étaient assorties d'une prime de 47,5 millions de dollars.
16. OEO : Les obligations des séries 2002 à 2008 sont rachetables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Toutes les OEO en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
17. OEO (Accélérateur) : Série 2003 : L'intérêt est payable au taux de 2,75 % la première année, de 3,25 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2004 : L'intérêt est payable au taux de 1,7 % la première année, de 3 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, et de 6 % la dernière année. Série 2005 : L'intérêt est payable au taux de 2,25 % la première année, de 2,75 % la deuxième année, de 3 % la troisième année, de 3,5 % la quatrième année, et de 4 % la dernière année. Série 2006 : L'intérêt est payable au taux de 3,7 % la première année, de 3,8 % la deuxième année, de 3,9 % la troisième année, de 4 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2007 : L'intérêt est payable au taux de 4 % la première année, de 4,2 % la deuxième année, de 4,4 % la troisième année, de 4,6 % la quatrième année, et de 4,95 % la dernière année. Série 2008 : L'intérêt est payable au taux de 2,6 % la première année, de 2,8 % la deuxième année, de 3 % la troisième année, de 3,2 % la quatrième année, et de 4 % la dernière année.
18. OEO (Variable) : Le ministre des Finances révisé le taux d'intérêt tous les six mois. Le 21 décembre 2008, le taux d'intérêt a été fixé à 1,75 %.
19. DMTN173 : Le total de l'encours s'élève à 5 200 millions de dollars, dont 2 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur sa dette au TCAB de trois mois moins 0,279 % sur 209,5 millions de dollars.
20. JK : Les obligations sont encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1^{er} mars 2010, au gré des porteurs.
21. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 91 jours maximum.
22. EMTN57 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,88595 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,59 %.
23. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,1878 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,79 % sur 500 millions de dollars.
24. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2008-2009, le principal remboursé était de 0,8 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230 millions de dollars.
25. EMTN35 : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux de 6,55957 francs français, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,057 %.
26. DMTN144 : Le total de l'encours s'élève à 2 500 millions de dollars, dont 150 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
27. Euro-obligations : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,73774 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,65 % sur 575 millions de dollars, et au TCAB de trois mois plus 0,057 % sur 915 millions de dollars.
28. HJ : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 6,8 millions de dollars.
29. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
30. OEO : Chaque année, la province émet des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe assorties d'un terme de trois ans.
31. DMTN8 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 19 millions de dollars.
32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,67 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

33. Euro-obligations payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,61123 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,45 %.
34. MW : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois.
35. Euro-obligations en francs suisses (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,04149 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,66 %.
36. DMTN150 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, et de 4,2 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,06 %.
37. DMTN3 (SFIEO) : L'intérêt est payable au taux de 5,5 % les quatre premières années, et de 6,80 % les six dernières années.
38. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,26 %.
39. DMTN165 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN165 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 000 millions de dollars. L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,9 millions de dollars.
40. DMTN152 : Le porteur d'obligation nominative a le droit de proroger l'échéance de l'obligation de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035, et, dans ce cas, d'échanger au pair l'obligation contre une obligation de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,76 %.
41. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
42. DMTN175 : Les obligations sont remboursables au pair au gré de la province le 2 juin 2009. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB d'un mois moins 0,12 % sur 580 millions de dollars et au taux fixe de 4,44 % sur 213 millions de dollars.
43. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 14 648,6 millions de dollars de ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,16437 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,73 % sur 10 088 millions de dollars; au taux de 5,43 % sur 4,322 millions de dollars; au TCAB de trois mois moins 0,02 % sur 1 133 millions de dollars; au TIOL US de trois mois moins 0,11 % sur 1 137 millions de dollars, et au TCAB d'un mois plus 0,04 % sur 379 millions de dollars.
44. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 8 mars 2006. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. L'encours représente la valeur indexée du principal de 700 millions de dollars prêtés à la SFIEO, du principal de 300 millions de dollars aux fins de la province qui a été synthétiquement converti en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %, et du principal de 1 574 millions de dollars sous forme de nouveaux titres émis au cours de l'exercice 2008-2009. Cette série a été rouverte sept fois au cours de l'exercice, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 574 millions de dollars.
45. DMTN1 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,02 %.
46. DMTN164 : Le total de l'encours s'élève à 9 100 millions de dollars, dont 400 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours aux fins de la province, 8 700 millions de dollars, ne comprend pas les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 69,6 millions de dollars.
47. ND : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 50 milliards de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,010895 \$.
48. EMTN72 : La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations néo-zélandaises en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,79730 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,01 %.
49. DMTN105 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,94 %.
50. EMTN82 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série EMTN82 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 350 millions de francs suisses, dont 125 millions de francs suisses aux fins de la SFIEO.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

51. NF : L'encours est de 3 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars prêtés à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi l'émission sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.
52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5 % par la suite.
53. EMTN71/78 : La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,18808 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,36 %.
54. Euro-obligations en francs suisses : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,03009 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,25 % sur 931 millions de dollars, et au taux de 3,47 % sur 199 millions de dollars.
55. DMTN142 : Le taux d'intérêt est limité à 5 %. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,93 %.
56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,08 %.
57. EMTN73 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
58. EMTN74 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,05 %.
59. HP : Le total de l'encours s'élève à 990,6 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
60. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro, à paiements variables, offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de principal et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2008-2009, le principal remboursé s'élevait à 0,5 million de dollars.
61. KJ : Le total de l'encours s'élève à 4 835 millions de dollars, dont 101 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
62. DMTN93 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN93 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4,700 millions de dollars, dont 1 000 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours aux fins de la province, 3 700 millions de dollars, comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 17,6 millions de dollars, et les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, d'une valeur de 19,2 millions de dollars.
63. MU : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 12,5 millions de dollars. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,27 %.
64. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,87509 \$. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,24 %.
65. DMTN190 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN190 a été rouverte sept fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 525 millions de dollars.
66. DMTN186 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN186 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 240 millions de dollars. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 2,93 %.
67. DMTN191 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN191 a été rouverte quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 415 millions de dollars. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 2,27 %.
68. DMTN188 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN188 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 555 millions de dollars. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,14 %.
69. Obligations néo-zélandaises payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations néo-zélandaises en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,89505 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,24 %.
70. DMTN159 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 octobre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 octobre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,2 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % la septième année, de 4,6 % la huitième année, de 4,75 % la neuvième année, de 5 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
71. DMTN130 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,47 %.
72. DMTN69 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN69 a été rouverte douze fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 5 730 millions de dollars, dont 2 164 millions de dollars aux fins de la SFIEO.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2009

73. DMTN189 : Les obligations sont rachetables au pair au gré de la province le 20 novembre 2011. L'intérêt est payable trimestriellement comme suit : du 20 novembre 2008 au 10 novembre 2011 – TCAB 3M (CDOR) plus 0,75 %; du 10 novembre 2011 au 10 novembre 2013 – TCAB 3M (CDOR) plus 1,20 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,13 %.
74. DMTN178 : Le total de l'encours s'élève à 1 800 millions de dollars, dont 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur sa dette au TCAB de trois mois sur 105 millions de dollars.
75. DMTN179 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN179 a été rouverte onze fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 933 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,16 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,96 %.
76. DMTN183 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN183 a été rouverte sept fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 000 millions de dollars, dont 1 440 \$ millions de dollars aux fins de la SFIEO.
77. DMTN140 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN140 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 562 millions de dollars.
78. DMTN180 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,52 %.
79. DMTN 181 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,50 %.
80. NK : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 20,3 millions de dollars.
81. EMTN67/70 (SFIEO) : La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,93634 \$. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,20 %.
82. LY : Au cours de l'exercice 2008-2009, la province a racheté une partie de ces obligations (35 millions de dollars) pour les annuler.
83. La dette totale contractée aux fins de la province comprend les dettes suivantes contractées par d'autres organismes gouvernementaux et entreprises publiques : 1 987 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement, 79 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'aménagement municipal, 1 695 millions de dollars contractés par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, 51 millions de dollars contractés par Ornge, 17 millions de dollars contractés par la Commission de transport Ontario Northland, et exclut la dette de 15 millions de dollars contractée par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants, la dette de 1 157 millions de dollars contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement, ainsi que les bons du Trésor et les obligations de l'Ontario d'une valeur de 1 207 millions de dollars détenus par d'autres organisations et organismes gouvernementaux.
84. Le solde des bons du Trésor comprend les titres suivants détenus par d'autres organismes gouvernementaux : 500 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, 218 millions de dollars détenus par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, 91 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de financement de la croissance, 69 millions de dollars détenus par la Société immobilière de l'Ontario, 28 millions de dollars détenus par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, et 7 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.
85. DMTN182 : Au cours de l'exercice 2008-2009, la série DMTN182 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 300 millions de dollars.
86. Euro-obligations en livres sterling : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens au taux de change de 2,01666 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,75 % sur 432 millions dollars, et au taux de 9,59 % sur 375 millions dollars.
87. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012, et de 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,72 %.
88. EMTN75/76 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16629 \$. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,86 %.
89. DMTN106 : Le total de l'encours s'élève à 1 775 millions de dollars, dont 525 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur sa dette au taux fixe de 4,37 % sur 500 millions de dollars.
90. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. EMTN83/86/90 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,16857 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,06 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2009

92. DMTN61 : Le 8 mars 2009, les porteurs d'obligations de la série DMTN102 ont exercé leur option d'échanger au pair 162,6 millions d'obligations contre des obligations de la série DMTN61 d'un montant égal, ce qui a porté le montant total de la série DMTN61 à 4 662,6 millions de dollars.
93. YL014/15/16 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 23 milliards de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011331 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,43 % sur 96 millions de dollars.
94. EMTN46/59/85/87 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 24 milliards de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011638 \$.
95. PU (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 105 millions de ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,708 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4 %.
96. EMTN94 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 515 millions de ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16034 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,13 %.
97. EMTN93 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,2275 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,22 %.
98. DMTN192 : Il s'agit d'une obligation à taux variable sur 3 ans que la province peut, à son gré, transformer en un coupon au taux fixe de 2,5% le 13^e jour de mars, juin, septembre et décembre de chaque année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 2 %.
99. DMTN187 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 0,903 %.
100. EMTN91 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 2,39 %.
101. SOHL : Les débentures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.
102. LT : Au cours de l'exercice 2008-2009, la province a racheté une partie de ces obligations (13,5 millions de dollars) pour les annuler.

**TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ
DE L'ONTARIO (SFIEO)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

	2009	2008
	\$	\$
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics –		
à long terme	(1 917 500 742)	(492 437 269)
de titres émis hors des marchés publics – Fonds de		
placement du régime de pensions du Canada	(589 319 000)	(388 715 000)
à court terme (net)	(223 582 000)	(380 418 000)
 Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics –		
à long terme	3 451 287 358	2 578 950 000
à court terme (net)	0	0
	-----	-----
Augmentation (diminution) nette		
des débentures et billets aux fins de la SFIEO	720 885 616	1 317 379 731
	=====	=====
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics –		
à long terme	814 816 115	734 173 725
à court terme	44 399 481	62 765 820
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	118 759 011	160 919 672
	-----	-----
	977 974 607	957 859 217
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursements d'emprunt à partir :		
de titres émis sur les marchés publics –		
à long terme	1 917 500 742	492 437 269
de titres émis hors des marchés publics – Fonds de		
placement du régime de pensions du Canada	589 319 000	388 715 000
à court terme (net)	223 582 000	380 418 000
 Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics –		
à long terme	(3 451 287 358)	(2 578 950 000)
à court terme (net)	0	0
	-----	-----
Avances nettes	(720 885 616)	(1 317 379 731)
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics –		
à long terme	(814 816 115)	(734 173 725)
à court terme	(44 399 481)	(62 765 820)
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(118 759 011)	(160 919 672)
	-----	-----
	(977 974 607)	(957 859 217)
	-----	-----

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	Solde au 1 ^{er} avril 2008	Prêts ¹	Remboursements ²	Solde au 31 mars 2009
	\$	\$	\$	\$
Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Affaires rurales:				
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	28 246 414	5 511 700	5 325 158	28 432 956
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	200 562	106 900	22 240	285 222
Ministère de la Culture:				
• Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	75 837
Ministère de Développement économique et du Commerce:				
• Palladium Finance Corporation III	6 805 927	-	6 805 927	-
• Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob.	141 603 212	-	-	141 603 212
Moins : Escompte non amorti	(120 382 407)	2 596 793	-	(117 785 614)
Total – Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob. ..	21 220 805	2 596 793	-	23 817 598
• Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	36 564 261	35 859 199	-	72 423 460
Moins : Escompte non amorti	(7 055 749)	(4 204 518)	-	(11 260 267)
Total Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	29 508 512	31 654 681	-	61 163 193
Ministère des Finances :				
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti	(1 430 400)	178 800	-	(1 251 600)
Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco.....	36 069 600	178 800	-	36 248 400
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	1 386 682 202	333 291 319	295 500 000	1 424 473 521
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	3 500 000	2 600 000	-	6 100 000

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	Solde au 1 ^{er} avril 2008	Prêts ¹	Remboursements ²	Solde au 31 mars 2009
	\$	\$	\$	\$
Ministère des Finances (suite) :				
• Prêts de l'Office ontarien de financement :				
Conseils scolaires	1 425 964 381	913 887 219	24 747 963	2 315 103 637
Société des loteries et des jeux de l'Ontario *	296 892 917	144 336 942	184 858 291	256 371 568
Société ontarienne de travaux d'infrastructure				
– amarge de crédit	60 000 000	45 000 000	5 000 000	100 000 000
Gouvernement du Canada –				
Secteur de l'automobile	-	83,333,333	-	83,333,333
Musée royal de l'Ontario	88 640 345	-	31 800 000	56 840 345
Commission de transport Ontario Northland *	26 004 116	-	4 053 018	21 951 098
Commission de transport Ontario				
Northland – marge de crédit	15 000 000	49 199 000	52 329 000	11 870 000
Corporation de la ville de Windsor	21 574 467	-	2 058 834	19 515 633
Collège Cambrian d'arts				
appliqués et de technologie	-	7,660,418	21,108	7,639,310
Collège Georgian d'arts appliqués				
et de technologie	3 630 000	2 245 600	302 481	5 573 119
Collège Mohawk	2 143 210	2 878 932	576 294	4 445 848
Centre Centennial des sciences				
et de la technologie *	4 500 000	-	500 000	4 000 000
Collège Lambton d'arts appliqués				
et de technologie	-	4,000,000	52,761	3,947,239
Collège Sir Sanford Fleming d'arts				
appliqués et de technologie	-	1,920,000	177,967	1,742,033
Collège Boréal d'arts appliqués et de technologie.	-	1,006,045	-	1,006,045
Collège St. Clair d'arts appliqués				
et de technologie	-	534,548	73,010	461,538
Total des prêts - Office ontarien de financement....	1 944 349 436	1 256 002 037	306 550 727	2 893 800 746
• Fonds de garantie des prestations				
de retraite (FGPR)*	286 000 000	-	11 000 000	275 000 000
Moins : Escompte non amorti	(140 062 520)	5 387 020	-	(134 675 500)
Solde du FGPR	145 937 480	5 387 020	11 000 000	140 324 500
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario....	233 947	-	2 440	231 507

Ministère des Affaires municipales et du Logement :

• Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	182 057	12 200	78 631	115 626
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	302 783	-	27 736	275 047

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	Solde au 1 ^{er} avril 2008	Prêts ¹	Remboursements ²	Solde au 31 mars 2009
	\$	\$	\$	\$
Ministère du Développement du Nord et des Mines :				
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	35 207 935
• Développement économique.....	14 251 178	-	2 442 851	11 808 327
Ministère du Renouvellement de l'infrastructure public :				
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	5 090 828	-	95 500	4 995 328
Ministère de la Recherche et Innovation:				
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 000 000	-	-	4 000 000
Moins : Escompte non amorti	(625 102)	-	-	(625 102)
Total Fonds pour les projets pilotes d'innovation...	3 374 898	-	-	3 374 898
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :				
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	16 586 991	2 216 800	1 442 417	17 361 374
• Prêts aux étudiants	856 171 329	64 940 397	34 851 809	886 259 917
TOTAL DES PRÊTS EN COURS AVANT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2009				15 337 351 932
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2009				(982 585 295)

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses et les libérations de prêts.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Palladium Finance Corporation III a manqué aux modalités des actions privilégiées de renflouement établies par Revenu Canada, et l'institution financière a exercé son droit de mettre fin au régime en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Corporation. De plus, d'autres radiations pourraient se produire si des événements spéciaux ont lieu à Scotiabank Place (anciennement le Corel Centre), qui procurent des avantages économiques à la province de l'Ontario. Scotiabank Place a organisé un certain nombre d'événements spéciaux durant l'année, d'où une réduction supplémentaire et l'abattement total du prêt consenti à Palladium Finance Corporation III.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, un programme de prêts remboursables pluriannuel de 500 millions de dollars, a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario) a été constituée en société de la Couronne sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* et elle relève du ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure. La province de l'Ontario a accordé à Infrastructure Ontario un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 1 milliard de dollars contre un billet à ordre qui vient à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2009, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 6,1 millions de dollars.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2009, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé, à l'exclusion des intérêts accumulés, s'élève à 2 315 millions de dollars (2008 – 1 426 millions de dollars). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 4,56 % et 5,347 % et les prêts arrivent à échéance entre 2031 et 2034.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Le total de la dette non remboursée de 256 millions de dollars (297 millions de dollars en 2008) se compose de deux prêts à terme. Le premier prêt totalise 794 millions de dollars et vise l'achat du complexe du casino de Niagara Falls. Ce prêt de cinq ans, au taux de 4,3821 %, vient à échéance en juin 2009. Un deuxième prêt a aussi été accordé pour consolider 226 millions de dollars en prêts à la construction pour la rénovation et l'agrandissement du casino de Windsor et la construction d'un centre de l'énergie. Ce prêt de cinq ans a un taux d'intérêt de 3,2242 % et vient à échéance en novembre 2013.

La Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario), un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions (Ontario)*, relève du ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure. L'OOF a accordé à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans pour un montant maximal de 200 millions de dollars le 23 juin 2006. Infrastructure Ontario a contracté un prêt de 100 millions de dollars (60 millions de dollars en 2008) à des taux d'intérêt variant entre 2,421 % et 5,02 %.

Le gouvernement du Canada a emprunté 83 millions de dollars pour offrir une aide financière au secteur de l'industrie automobile au Canada. Le taux du prêt est égal au taux CDOR à intérêt variable plus 3 % et peut aller à au moins 5 %. Il est révisé tous les trimestres. Le prêt doit être remboursé au plus tard le 31 mars 2012. Après la fin de l'exercice, d'autres prêts supérieurs à deux milliards de dollars ont été consentis.

Le Musée royal de l'Ontario a emprunté 57 millions de dollars (89 millions de dollars en 2008). Ce prêt comprend des prêts à taux fixe de 40 millions de dollars et des prêts à taux variable de 17 millions de dollars. Les taux d'intérêt des prêts à taux fixe se situent entre 5,04 % et 5,12 % et celui des prêts à taux variable est fixé au taux actuel de 0,95 %. Les prêts non remboursés doivent être acquittés d'ici mars 2016.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON se composent de débentures et d'une marge de crédit de fonctionnement de 34 millions de dollars (41 millions de dollars en 2008). Les débentures (22 millions de dollars) viendront à échéance entre 2010 et 2031, à des taux d'intérêt variant entre 4,717 % et 6,37 %. La marge de crédit de fonctionnement de 12 millions de dollars a un taux d'intérêt s'échelonnant entre 0,4 % et 0,88 %.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. La débenture de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance le 31 mars 2021. Le montant impayé au 31 mars 2009 s'élevait à 19,5 millions de dollars (21,6 millions de dollars en 2008).

Le Collège Cambrian d'arts appliqués et de technologie, un organisme de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté en tout 7,6 millions de dollars sous forme de trois prêts. Le premier prêt, qui s'élève à 5,6 millions de dollars (maximum fixé à 11,2 millions de dollars) et qui est une facilité de prêt non renouvelable pour la période de construction, vise la construction d'une résidence pour étudiants. Le taux d'intérêt correspond au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 30 jours plus 0,40% (taux d'intérêt actuel de 0,95 %). Il doit être remboursé au plus tard le 15 juin 2009. Le deuxième prêt, qui s'élève à 1,6 million de dollars (maximum fixé à 3,2 millions de dollars) et qui est une facilité de prêt non renouvelable pour la période de construction, vise un système de refroidissement. Le taux d'intérêt correspond au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 30 jours plus 0,05 % (taux d'intérêt actuel de 0,6 %). Il doit être remboursé au plus tard le 1^{er} octobre 2009. Le troisième prêt est un prêt de 10 ans non renouvelable de 0,4 million de dollars. Il vise le financement d'un terrain de stationnement. Il viendra à échéance en 2018 et son taux d'intérêt est fixé à 4,814 %.

Le Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie, un organisme de la Couronne constitué sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté en tout 5,8 millions de dollars (3,6 millions de dollars en 2008) pour financer divers. Le premier prêt de dix ans (3,6 millions de dollars) arrive à maturité en mars 2018. Le taux d'intérêt est fixé à 3,954 %. Le deuxième prêt de dix ans (2,2 millions de dollars), à un taux d'intérêt fixé à 3,715 %, arrive à maturité en mars 2019.

Le Collège Mohawk d'arts appliqués et de technologie, un organisme de la Couronne constitué sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté en tout 5,2 millions de dollars pour financer plusieurs projets, y compris l'achat d'équipement informatique et la mise sur pied d'un programme d'immobilisations pour appuyer les économies d'énergie. Le premier prêt, de quatre ans, à un taux d'intérêt fixé à 4,798 %, arrive à maturité le 10 septembre 2011 et s'élève à 2,4 millions de dollars. Le deuxième prêt, un prêt non renouvelable de trois ans, à un taux d'intérêt fixé à 1,9405 %, arrive à maturité le 2 mars 2012. Le collège a aussi emprunté 0,4 million de dollars (sur un maximum de 6,5 millions de dollars). Il s'agit d'une facilité de prêt non renouvelable pour la période de construction. Le taux d'intérêt correspond au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 30 jours plus 0,40 % (taux d'intérêt actuel de 0,75 %). Il doit être remboursé au plus tard le 31 août 2011.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le collège avait emprunté à l'origine 10 millions de dollars au titre de son projet relatif aux agents du changement. Il a remboursé une partie du capital et le solde s'établissait au 31 mars 2009 à 4 millions de dollars (4,5 millions de dollars en 2008). Le taux d'intérêt est fixé à 4,346 % et le prêt arrive à maturité en mars 2017.

Le Collège Lambton d'arts appliqués et de technologie est un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*. Le 7 juillet 2008, il a emprunté 4,0 millions de dollars pour financer l'agrandissement d'une résidence pour étudiants. Le taux d'intérêt de ce prêt de 25 ans est fixé à 5,224 % et le prêt arrive à maturité le 7 juillet 2033.

Le Collège Sir Sandford Fleming d'arts appliqués et de technologie est un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*. Le 26 juin 2008, il a emprunté 1,9 million de dollars pour refinancer la construction d'une résidence pour étudiants. Le taux d'intérêt de ce prêt est fixé à 4,514 % et le prêt arrive à maturité le 26 juin 2015.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Le Collège Boréal d'arts appliqués et de technologie est un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*. Il a emprunté un million de dollars le 1^{er} octobre 2008 (maximum fixé à 9,5 millions de dollars). Il s'agit d'une facilité de prêt non renouvelable pour la période de construction d'un campus. Le taux d'intérêt de ce prêt correspond au taux d'intérêt des bons du Trésor de l'Ontario de 30 jours plus 0,05 % (taux d'intérêt actuel de 0,6 %). Il doit être remboursé au plus tard le 30 décembre 2009.

Le Collège St. Clair d'arts appliqués et de technologie est un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*. Il a emprunté 0,5 million de dollars le 26 juin 2008 pour la construction d'un centre pour étudiants. Le taux d'intérêt de ce prêt de cinq ans est fixé à 4,328 % et le prêt arrive à maturité le 26 juin 2013.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subsides s'élevant à 44 872 600 \$ pour l'exercice 2008-2009 (45 061 721 \$ en 2007-2008), dont une participation ponctuelle au capital de 17 400 000 \$). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 14 945 000 \$ pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 mars 2009 (perte nette de 15 627 000 \$ pour la période de 12 mois prenant fin le 31 mars 2008).

Développement économique : le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé un prêt non renouvelable de 17 000 000 de dollars, à des conditions du marché, à une société du Nord de l'Ontario au titre de ses besoins en capital de roulement dans le cadre d'un plan global visant à acquérir l'actif commercial d'une société en faillite du Nord de l'Ontario et de la revitaliser.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. Le FPPI est axé sur les technologies dans les domaines de l'environnement, des énergies de remplacement, des bioproduits, de l'hydrogène et d'autres technologies ayant une importance globale et qui se trouvent à la phase pilote de développement. En se concentrant sur les obstacles technologiques à l'échelle préindustrielle, le FPPI répond au déficit de financement qui est apparent dans la commercialisation de nouvelles technologies. L'on s'attend à ce que les entreprises puissent attester que leur concept a été prouvé et validé, et qu'elles s'attaquent aux problèmes de la mise à niveau nécessaire en vue d'aboutir à des activités commerciales définitives à l'étape préindustrielle. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 % des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 \$ à au plus 4 000 000 \$ par projet. L'aide financière est garantie et peut être sous forme de prêts à terme, de prêts d'encouragement, de prêts-subventions, d'une participation au capital ou d'un accord de redevances.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin des études.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF
Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	Solde au 1 ^{er} avril 2008 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2009 \$
Ministère du Procureur général :			
• Fonds d'aide aux victimes	40 511 840	(1 836 367)	38 675 473
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	2 044 971	3 642 769	5 687 740
• Produits de la criminalité	2 727 527	(683 723)	2 043 804
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	4 960 000	65 378	5 025 378
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 408 737	113 745	5 522 482
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	16 970 294	13 187 139	30 157 433
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 483 445	744	1 484 189
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	30 387 719	3 865 054	34 252 773
• Réserve pour chèques en circulation	22 508 955	(2 411 774)	20 097 181
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	14 431 092	992 677	15 423 769
Ministère des services gouvernementaux :			
• Dépôts — jeux et alcools	5 823 531	(66 511)	5 757 020
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	17 681 186	289 453	17 970 639
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	565 541 183	43 699 567	609 240 750
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	46 535 790	(331 467)	46 204 323
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	124 350 417	16 374 684	140 725 101
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	2 789 417	2 008 953	4 798 370
Ministère de la Santé et Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 556 745	766 649	17 323 394

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

	Solde au 1 ^{er} avril 2008 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2009 \$
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	1 758 167	(950 665)	807 502
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de reboisement	4 429 157	(369 106)	4 060 051
• Pêche et faune	25 940 097	(4 233 336)	21 706 761
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	16 090 624	(591 630)	15 498 994
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	14 999 306	8 392 218	23 391 524
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	8 714 965	(19 133)	8 695 832
• Régies des routes locales	4 822 023	293 263	5 115 286
• Prestation des services – Examens de conduite	4 378 541	675 000	5 053 541

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2009.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2009.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2009, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 5 344 839 \$ et ceux relatifs aux alcools à 412 181 \$, soit un montant total pour ce compte de 5 757 020 \$.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2009.

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2009, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

L'Assemblée législative a approuvé un redressement unique de la redevance pour le bois d'œuvre. Cela a fait en sorte que les paiements versés par les clients ont été supérieurs aux redevances rajustées devant être versées à la Couronne. Les paiements excédentaires seront appliqués aux redevances futures ou remboursés aux clients, selon le cas.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales et par le gouvernement fédéral, pour les régies des routes locales, aux termes du programme de paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence, pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

PRÊTS GARANTIS

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2009	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2008-09	Divers	16 125 000	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	2008-09	Divers	13 450 000	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2008-09	Divers	3 525 000	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES			33 100 000	
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS				
Centre de détention d'Ottawa-Carleton	2003-04	S.O.	5 200 000	
Détachement de la O.P.P. – Greenstone et Hornepayne	2007-08	S.O.	690 000	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS			5 890 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE				
<i>Loi sur les sociétés de développement</i>				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Divers	Préférentiel+1	39 436	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE			39 436	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société ontarienne d'hypothèques et de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon »	1989	Divers	166 127 703	(3)
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

AUTRES

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2009	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	3,60	1 000 000	
Kirkland Lake Engineered Wood Products	2007	Canada 5 ans + 75 points	6 120 000	
Olav Haavaldshrud Timber.....	2007	Obl. du Canada +1,17	4 679 488	
1494718 Ontario Limited	2008	Cost + 35bp	1 028 947	
TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES.....			12 828 435	
MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT				
Programme Partenariats entrepreneuriat jeunesse	2001-05	Prime+1	105 180	
TOTAL, MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT			105 180	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A.....	Divers	Préférentiel	18 274 814	
Catégorie B.....	Divers	Préférentiel+1	3 706 883	
Catégorie C.....	Divers	Préférentiel+1	243 842 487	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....			265 824 184	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			483 914 938	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2009

AUTRES

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2009	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DES TRANSPORTS				
Contamination des biens – Prévisions régionales	S.O.	S.O.	13 177 600	
Serco – Système de délivrance graduelle des permis de conduire	S.O.	S.O.	4 800 000	
Remaniement des services locaux – garage d'autobus de Hamilton	2005	S.O.	500 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES TRANSPORTS			18 477 600	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	9,61 to 11,25	79 021 000	(4)
Facilités de crédit accordées par la Desjardins Credit Union :				
À la Madoc Co-operative Association	2008	Préférentiel	2 560 000	(5)
Facilité de prêt offerte par la Woodslee Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2005	4,75	497 652	(6)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			82 078 652	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			100 556 252	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			584 471 190	

MINISTÈRE DES FINANCES

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette entente, jusqu'à hauteur de 760 millions de dollars, en vigueur le 1^{er} janvier 2008, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par le fonds distinct au moment où le niveau de la garantie a été fixé de nouveau. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR
LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2009

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 50 000 000 \$.
3. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 \$) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
4. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
5. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Madoc Co-operative Association (MCA) pour une période commençant le 19 décembre 2008 et se terminant le 30 avril 2009. Le montant maximal garanti est de 2,9 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La MCA versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
6. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Woodslee Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 6 octobre 2005 et se terminant le 5 octobre 2020. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2009**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Cippewas de la Première nation Mnjikaning et autres contre Sa Majesté la reine du chef et autres – Objet : La Première nation conteste le droit de la province de conserver 20 % des recettes brutes du Casino Rama.
4. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
5. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
6. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou d'une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
7. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
8. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
9. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
10. Frank Defazio et autres c. Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et autres; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
11. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
12. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
13. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
14. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et toutes les autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
15. Deep, D^r Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
16. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
17. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
18. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
19. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
20. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2009

21. Williams Andrea, la plaignante, infirmière auxiliaire autorisée, a été admise à l'hôpital général de North York le 2 mai 2003 pour une intervention chirurgicale et en est sortie le 22 mai 2003 pour être admise de nouveau le 30 mai 2003; un diagnostic de SRAS a alors été posé.
22. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
23. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
24. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
25. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
26. Foster, Tracey Marie : la plaignante allègue que les divers défendeurs se sont livrés à des activités illégales et de torture comme l'entrée illégale dans son logement et une agression sexuelle à son endroit.
27. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
28. Zoran Djuric : déclaration de demande en dommages-intérêts. Le plaignant allègue que les défendeurs ont volé son dossier du tribunal et d'autres documents qui se trouvaient dans son appartement et dans sa maison.
29. Phaneuf, Sylvie : recours collectif en dommages-intérêts portant sur une incarcération injustifiée, le défaut d'assurer la sécurité physique et psychologique de la plaignante, le manquement à une obligation fiduciaire, le manquement à une obligation de diligence, le manquement à l'obligation d'agir de bonne foi et la violation des droits de la plaignante garantis par la Charte. On allègue que, contrairement à l'obligation de Sa Majesté la Reine de placer la plaignante dans un centre d'évaluation et de traitement en milieu fermé prévue par l'ordonnance du juge Bélanger, selon laquelle la plaignante devait être évaluée en vertu de l'article 672.11 du *Code criminel*, la plaignante a été placée dans le centre de détention régional Innes Road.
30. Abou-Elmaati, Ahmad : déclaration de demande en dommages-intérêts pour négligence, diffamation, calomnie, séquestration, voies de fait, complot, complicité en vue de commettre un acte de torture, abus de la charge publique et non-respect des articles 7, 8, 9, 12 et 15 de la Charte par plusieurs organismes du gouvernement du Canada. Le plaignant allègue que la décision des défendeurs de transmettre des renseignements et des documents aux autorités syriennes et égyptiennes a mené à la détention du plaignant pendant une longue période en Syrie et en Égypte où il aurait été interrogé et torturé et aurait subi des traitements cruels, inhumains et dégradants.
31. Corsine, Allison : déclaration selon laquelle les demandeurs allèguent que leurs domiciles et leurs commerces ont subi des dommages matériels importants à la suite d'un débordement des réseaux pluviaux et d'égouts de la Ville le 25 juillet 2004.
32. Leclair, Dianne : recours collectif envisagé par l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario relativement au transfert des rentes du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario au Hospitals of Ontario Pension Plan.
33. Chuang, David, D^r, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.
34. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
35. Wareham, Janice Ann : demande en dommages-intérêts pour infractions à l'article 7 et au paragraphe 15 (1) de la Charte pour négligence systémique et action fautive dans le cadre d'une charge publique. La demanderesse exige que soit rendue une ordonnance attestant cette poursuite comme étant un recours collectif, au nom des personnes qui ont présenté une demande dans le cadre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2009**

36. Palu-Corbelli Corporation : demande en dommages-intérêts pour assertion inexacte et négligente, bris de contrat dans le cadre du programme Patrimoine vital de l'Ontario et omission de SMR d'exécuter le contrat en toute bonne foi. Les allégations stipulent que le ministre a refusé d'accorder le permis d'extraction d'agrégats en 1999, en 2001 et en 2004.
37. Hotz, Sandra, et col. et la Société des loteries et des jeux de l'Ontario : recours collectif contre la Société des loteries et des jeux de l'Ontario relativement à une allégation récente de réclamations frauduleuses liées à des billets gagnants par des détaillants et des initiés concernant des loteries organisées sous les auspices de la SLJO.
38. Hartmann, Peter V. : demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot de fraude dans une instance de divorce, lui causant des pertes financières, une souffrance morale, des problèmes de santé et une dépression durable.
39. Hassum, Amanda : recours collectif. Les demandeurs soutiennent que la perception et la collecte de frais accessoires reliés aux droits de scolarité par les collèges d'études postsecondaires de l'Ontario étaient illégales et ont causé un préjudice aux gens prenant part au recours collectif proposé.
40. Litige relatif au SRAS, Abarquez et autres (aussi appelé recours AIIO ou recours Boynton) : des infirmières et des infirmiers ont contracté le SRAS à l'Hôpital général de North York, à l'Hôpital Mount Sinai, à l'Hôpital Sunnybrook et à l'Hôpital Grace de Scarborough dans le cadre de leur emploi à la suite des directives communiquées par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et le Centre provincial des opérations.
41. Xu, Benjamin Rui Bin : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue que, pendant qu'il était isolé au centre de détention d'Ottawa-Carleton, un détenu lui a volé sa nourriture, l'a battu et l'a insulté du 2 au 5 mars 2007.
42. Sood, Vishvander : déclaration de modification d'une demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot et de violation de ses droits.
43. Karchut, Boleslaw : réclamation pour négligence, violation de devoir fiduciaire, abus de confiance, tromperie, fraude, rupture de contrat et assertion inexacte et négligente.
44. Ayok Chol : demande selon laquelle le demandeur allègue, entre autres, que les procureurs de la Couronne ont présenté des preuves fausses et trompeuses dans le cadre de poursuites découlant d'une plainte du 9-1-1.
45. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
46. D^r Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
47. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.
48. Santoro, Gianfranco (John) et Santoro, Giuseppina contre Sunrise Propane Energy Group Inc., Ville de Toronto, Sa Majesté la reine, The Technical Standards & Safety Authority – Objet : Recours collectif déposé par des résidents touchés par l'explosion d'installations de propane le 10 août 2008.
49. Bui, Thinh et Bui, Bonique contre Sunrise Propane Energy Group Inc., Ville de Toronto, Sean-Ben-Moshe, Sa Majesté la reine – Objet : Recours collectif déposé par des résidents touchés par l'explosion d'installations de propane le 10 août 2008.
50. Plaunt, Donald contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et autres – Objet : Réclamation pour poursuite abusive, enquête négligente, abus de pouvoir, séquestration, complot en vue de nuire et violation de droits garantis par la Charte déposée par le plaignant et concernant ses nombreuses arrestations en raison de prétendues infractions sexuelles perpétrées sur des mineurs.
51. Williams, James-Andrew contre Banque HSBC, et autres; Williams, James-Andrew contre Banque TD et autres – Objet : Affaire litigieuse au civil mettant en cause deux banques et une voiture. Le plaignant veut un redressement incompréhensible à l'encontre d'un certain nombre de parties.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2009**

52. Munro, James Stuart contre le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée – Objet : Demande présentée aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.
53. Machimity, Ed et autres contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et autres – Objet : Nombre de personnes désignées et deux groupes des Premières nations contre l'Ontario, la LCBO et Brewers' Retail Inc. pour prétendu défaut de communiquer de manière appropriée les risques rattachés au syndrome d'alcoolisation fœtale.
54. Empire Communications Ltd. & Empire Pleasantview Communities Ltd. contre Sa Majesté la reine du chef et la Société immobilière de l'Ontario – Objet : Revendications territoriales.
55. Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Marie Slark et Jim Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Patricia Seth contre Sa Majesté la reine et le Centre régional de la Huronie.
56. McNamara, Michael et autres : Le plaignant prétend que pendant qu'il était commissaire de l'Ontario Athletics Commission (OAC), M. Hayashi avait un intérêt bénéficiaire dans un ou plusieurs clubs d'arts martiaux, a abusé de son pouvoir, a fait preuve de négligence, n'a pas tenu compte des infractions de la part de combats concertés dans le domaine des arts martiaux, et a empêché la tenue de combats concertés dans le domaine du kick-boxing professionnel.
57. Sidhu, Avtar contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario (Ministère du Procureur général) : Loi de 1992 sur les recours collectifs, confirme que la présente instance est un recours collectif; déclare que le défendeur a enfreint les articles 7 et 14 de la Charte; ordonnance exigeant que le défendeur respecte ses obligations aux termes de ces articles; dommages-intérêts pour infraction à ces articles; ordonnance exigeant que le défendeur réévalue tous les interprètes judiciaires au moyen d'un test approprié et en fonction de normes adéquates et communique les résultats de ces tests aux personnes inscrites au recours collectif.
58. Corporation de la ville de Brantford contre Montour, Ruby et autres. La ville de Brantford demande des dommages-intérêts et une injonction contre les protestataires de Haudenosaunee Development Institute.
59. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
60. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
61. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1^{er} avril 1995.
62. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
63. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
64. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
65. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
66. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
67. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
68. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
69. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
70. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
71. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
72. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
73. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
74. Chapleau Cree PACA, avis de rupture de traité et de violation de devoir fiduciaire. Le plaignant allègue qu'il avait droit à une réserve en vertu du traité de la baie James de 1906 mais qu'aucune réserve n'a été accordée.
75. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
76. La Première nation de Mishkeegamang et 17 autres.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2009**

77. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
78. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
79. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
80. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
81. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
82. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
83. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
84. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
85. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
86. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocation de Samuel Peters Jarvis en 1837.
87. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
88. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
89. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
90. Bande et nation indiennes de Samson au sujet de la violation de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* et de l'article 15 de la Charte.
91. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
92. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
93. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
94. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
95. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
96. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
97. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin****Au 31 mars 2009**

98. Atikameksheng Anishnawbek c HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
99. Platinex Inc. c. SMR : Platinex Inc. veut obtenir des dommages-intérêts généraux et spéciaux totalisant environ 70 millions de dollars pour de prétendues infractions au devoir de diligence envers Platinex en ce qui concerne les activités de consultation de Platinex auprès de la tribu K1. Platinex prétend aussi que l'Ontario a mangé à son devoir de diligence envers elle en faisant une déclaration trompeuse importante selon laquelle l'Ontario n'avait nullement l'intention ni la capacité de faire appliquer la règle de droit à proximité des terres traditionnelles de la tribu K1.
100. Wabaseemoong Independent First Nations de One Man Lake, Whitedog and Swan lake (anciennement connus sous l'appellation collective « Islington Indian Band ») contre le Canada, l'Ontario, OPG et la SFIEO.
101. Corporation de la ville de Fort Frances contre le procureur général du Canada, et autres sous forme de demande entre défendeurs dans la poursuite 98-0743 intentée par la Première nation Couchiching, la Première nation Naicatchewinin, la Première nation Nicickousemenacaning et la Première nation stanjikoming.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 60 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

ServiceOntario Publications
777, rue Bay, Niveau du marché
Toronto (Ontario) M5G 2C8
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
777 Bay Street, Market Level
Toronto, Ontario M5G 2C8
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca